

futuribles

analyse et prospective

**La crise financière
en Asie**

**Pourquoi le vote
Front National ?**

**Biosphère 2,
utopie écologique ?**

futuribles

analyse et prospective

REVUE MENSUELLE

55, rue de Varenne

75341 Paris Cedex 07 - France

• Tél : (33) 01 42 22 63 10

• Fax : (33) 01 42 22 65 54

• E-mail : revue@futuribles.com

www.futuribles.com

• Minitel : 3615 SJ*FUTURIBLES

Comité d'orientation : Ismaïl S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Michel Crozier, Claire Degenhardt, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Michel Godet, Paul-Marc Henry, Harold A. Linstone, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eleonora Masini, Henri Mendras, Amélie d'Oultremont, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

Comité de rédaction : Guy Aznar, Anne de Beer, Pierre Bonnaure, Jean-Yves Boulin, Bernard Cazes, Gilbert Certe, Michel Drancourt, Jacques Giri, Charles du Granrut, Alain Michel, Nicole Morgan, Alain Parant, André-Yves Portnoff, Michel Schiray, Jacques Theys.

Directeur : Hugues de Jouvenel

Rédaction : Christine de Guébriant

Assistante : Annie Palmantier

Secrétaire générale : Corinne Roëls

Abonnements-diffusion : Corinne Roëls, Fabrice Colin

1 an :	France	650 FF
	Autres pays/DOM TOM	700 FF
	Par avion	800 FF
	Étudiants	450 FF
	Joindre la copie de la carte d'étudiant	

Le numéro :	France	73 FF (port inclus)
	Autres pays/ DOM TOM	78 FF (port inclus)

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles. Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© **Futuribles Sarl 1998**

Publiée avec le concours du Centre national du livre
Commission paritaire n° 56798 - ISSN 0337 307 X
Imprimerie Bialec s.a. - Nancy
Dépôt légal n° 47451 - JANVIER 1998

Unique revue de prospective en langue française à caractère réellement interdisciplinaire, *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) vis-à-vis des grands défis du futur.

Au sommaire des derniers numéros

n°223

- Génétique : craintes et espoirs
- L'Europe en quête de sens
- Universalisme moral et ségrégation économique

n°224

- Mondialisation et inégalités
- Effet de serre : enjeux techniques et politiques
- Le coût de l'enfant : quelles politiques publiques en Europe ?

n°225

- Grands travaux : mythes et réalités
- Quelle Méditerranée arabe ?
- L'essor technologique de l'Orient

n°226

- Contre la tyrannie de l'urgence
- Civilisations : conflits et synergies
- Les ressorts du bénévolat

Les articles de la revue *Futuribles* sont indexés dans Public Affairs Information Service (PAIS) Bulletin, ABC POL SCI : A Bibliography of Contents : Political Science and Government, CAB Abstracts, World Agricultural Economics and Rural Sociology Abstracts, Références, Généralis, Delphes, Delphine.

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle - CPI) et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Code de la Propriété Intellectuelle, article L122-5).

Toutefois, l'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie (photocopie, télécopie, copie papier réalisée par imprimante) peut être obtenue auprès du Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) - 20, rue des Grands-Augustins - 75006 PARIS.

futuribles

analyse et prospective

NUMÉRO 227

JANVIER 1998

Les exclus et les rentiers	3
<i>Hugues de Jouvenel</i>	
La crise financière en Asie	5
<i>Laurent Schwab, Nguyen Thi My Dung</i>	
France : le mythe du néoconservatisme.	
Vote Front National et évolution des valeurs	21
<i>Étienne Schweisguth</i>	
Biosphere 2 : Terre promise ?	35
<i>Franck-Dominique Vivien, Lionel Quesne</i>	

FUTURS D'ANTAN

Relecture de Thucydide	63
<i>Bernard Cazes</i>	

ACTUALITÉS PROSPECTIVES 71

Des indicateurs de richesse d'une autre espèce... Une industrie lourde et peut-être stratégique : les jeux vidéo. Contre une épidémie du sida à deux vitesses. Le grand exode terrestre. Le Japon en Europe. Les États-Unis en quête de partenaires. La Russie : entre l'Orient et l'Occident.

BIBLIOGRAPHIE

Analyses critiques	83
<i>F. De Waal, Le bon singe. Les bases naturelles de la morale. F. Dyson, Imagined Worlds. G. Hamel, « Strategy as a Revolution ». K. van der Heijden, Scenarios. The Art of Strategic Conversation. M. Porter, « What is Strategy ? »</i>	
Comptes rendus	93

Les exclus et les rentiers

Trois millions et demi de Français sont officiellement au chômage, plus de la moitié d'entre eux depuis plus de six mois, leurs allocations et leur employabilité diminuant corrélativement. *Que peuvent-ils aujourd'hui espérer ?*

Se trouver rayés des comptes de l'ANPE, voire être retirés de la population active, par exemple au travers du dispositif de pré-retraites comme le sont déjà quelque 460 000 personnes ? Rejoindre les 350 000 stages de formation ou accéder aux quelque 400 000 emplois aidés ?

Une étude du Commissariat Général du Plan¹ révèle que, en réalité, quelque sept millions de personnes seraient déjà touchées par ce fléau national si l'on tenait compte, outre des sus-nommées, des 250 000 travailleurs officiellement découragés (combien de millions le sont-ils officieusement ?) et du million et demi qui travaillent à temps réduit sans l'avoir choisi.

À moins que, relégués en marge de la société, ils se satisfassent, comme déjà quelque six millions de Français, de minima sociaux que le Premier ministre, à juste titre, refuse d'augmenter de sorte que l'assistance publique ne vienne pas concurrencer les emplois faiblement rémunérés.

RMI ou SMIC ? Reconnaissons que l'alternative pour beaucoup de gens est bien réelle mais qu'aucune des deux voies n'est vraiment satisfaisante.

Un tiers de la population française est en emploi. Sur ces quelque vingt millions d'inclus, environ sept millions disposent vraisemblablement d'un emploi à vie. Une rente ! Bref sept millions ici et sept millions là. Les uns supportant de plein fouet la montée de la précarité ; les autres vivant à l'abri...

Il ne s'agit pas de dresser les uns contre les autres ni de prôner un libéralisme sauvage en pensant que les libres mécanismes du marché à eux-seuls permettraient une régulation harmonieuse. Entre les gens qui se plaignent d'être surmenés et ceux qui souffrent d'oisiveté, entre ceux qui se plaignent d'un prélèvement excessif et ceux qui vivent de l'assistance publique, l'écart ne peut que choquer. Décourager les plus entreprenants et désespérer les plus démunis.

On comprend en conséquence qu'il soit tentant de proclamer qu'il faut travailler moins pour travailler tous. En gros, partager la pénurie. C'est sans doute l'objectif poursuivi par la politique de réduction autoritaire du temps de travail qui, appli-

1. Commissariat Général du Plan. *Chômage, le cas français*. Mai 1997. Les chiffres ici cités sont relatifs à l'année 1996.

quée de manière mécanique, sans réorganisation, risque toutefois de renforcer la tendance au repli plutôt que celle au redéploiement.

Il faut donc aller plus loin et s'y prendre autrement. Cela passe d'abord par le fait de reconnaître que le chômage et le sous-emploi ne sont pas des fatalités mais la conséquence directe d'une politique ; pire, d'une dynamique d'ensemble, celle d'une société crispée sur des schémas dépassés.

Soyons sérieux. Ce ne sont pas la mondialisation et les nouvelles technologies qui créent le chômage. C'est le jeu pervers d'acteurs campés sur leurs habitudes et leurs privilèges qui refusent de s'adapter.

Les Américains ont créé 37 millions d'emplois entre 1975 et 1995 ; les cinq principaux pays européens n'en ont créé que 2,4 millions. Les Américains ont fait de l'ajustement par les salaires ; les Européens, par le sous-emploi, en retardant l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes, en développant les pré-retraites, en entretenant un sous-emploi endémique même pour les gens de 30 à 49 ans.

Entre 1978 et 1994, le salaire moyen en France a augmenté de 20 % — ceux qui avaient déjà un emploi gagnent toujours plus² — et le nombre d'emplois salariés n'a augmenté que de 4 %. Durant la même période, le salaire moyen aux États-Unis n'a augmenté que de 5 % mais le nombre d'emplois, lui, a augmenté de 37 %.

Le contraste n'est pas seulement saisissant entre les États-Unis et l'Europe. Il l'est aussi au sein des pays de l'Union européenne. Le chômage touche 6 % de la population active aux Pays-Bas et 4 % en Autriche tandis qu'il atteint plus de 12 % en France et 22 % en Espagne. Il y a donc au sein même de la Communauté européenne différentes manières de s'adapter. Cela ne dépend pas seulement du gouvernement, du patronat et des syndicats mais de la société tout entière qui, en France, est trop rigide, manque de plasticité.

N'en concluons pas trop vite que les Pays-Bas sont l'avenir de la France, que l'Autriche ou le Danemark ont trouvé la panacée. Mais ils ont, les uns comme les autres, accepté de remettre en cause bien des habitudes, y compris les privilèges des mieux nantis.

Manifestement, nous n'en prenons pas le chemin en France et, en attendant un hypothétique choc salutaire, notre société s'enlise dans la désespérance. Les jeunes ne s'y trompent pas : les plus privilégiés ou bien s'en vont ou bien se mettent en marge ; les moins favorisés se débrouillent à la marge, plus ou moins bien, plutôt gentiment, au prix certes de quelques « incivilités » qui ne font qu'attiser davantage cette étrange atmosphère de défiance et de crainte qui petit à petit sape tous les ressorts de la société.

Hugues de Jouvenel

2. Reconnaissons que le salaire moyen est une notion statistique qui ne rend pas compte de l'augmentation très sensible des inégalités.

La crise financière en Asie

Laurent Schwab, Nguyen Thi My Dung ¹

Partie de Thaïlande au cours de l'été 1997, une crise monétaire et financière majeure s'est déclenchée et propagée dans les pays en développement rapide du Sud-Est asiatique (à l'exception notable de la Chine). Elle a aussitôt entraîné :

— une vive inquiétude relative au risque d'un krach international majeur résultant de son extension au Japon — premier créancier du système financier international — puis aux États-Unis... ;

— un brutal revirement des opinions sur l'Asie dont on avait pris l'habitude de souligner les performances économiques exceptionnelles.

Dans l'article ci-dessous, rédigé le 10 janvier 1998, Laurent Schwab et Nguyen Thi My Dung montrent l'ampleur de la crise qui a entraîné une baisse de 30 à 50 % des monnaies et indices boursiers et soulignent en effet le risque d'un krach financier au niveau mondial.

Ils montrent, en même temps, que si les NPI d'Asie sont incontestablement entrés dans une phase d'ajustement instable, il ne faut pas pour autant sous-estimer leur potentiel d'adaptation. Qu'ils disposent toujours d'atouts importants qui devraient leur permettre — sous réserve de faire preuve d'une gestion collective avisée — de rebondir et, peut-être d'ici trois ans, de se doter d'une nouvelle dynamique de croissance.

En attendant, cette crise, tout en comportant un risque, constitue aussi une aubaine pour les États-Unis (et potentiellement pour l'Europe) dont l'influence dans la région ne cesse de croître.

H.J.

1. Laurent Schwab est directeur du Centre franco-vietnamien de formation à la gestion de Ho Chi Minh ville (Email : cfvghcm2@netnam2.org.vn). Nguyen Thi My Dung est chargée de cours au CFVG et doctorante en économie internationale à l'université de Paris I.

Il est sans doute présomptueux de prétendre tenir un discours prospectif à propos de la crise monétaire et financière qui secoue actuellement les économies asiatiques, d'autant qu'à l'heure où nous écrivons, les réajustements monétaires et boursiers ne sont pas parvenus à leur terme. Pourtant, au-delà des turbulences monétaires actuelles, il nous semble possible de dresser un premier état des lieux et de pronostiquer un certain nombre de tendances susceptibles d'affecter le processus de croissance de ces économies dans les années à venir.

Dévaluations et chutes des marchés boursiers

La crise actuelle peut s'interpréter comme la superposition d'une crise monétaire et d'une crise financière, accompagnée d'un phénomène de contagion entre les pays. Commencée en Thaïlande au cours de l'été, la crise s'est propagée à d'autres pays de l'ASEAN. Toutefois, les événements survenus en Corée, puis, plus récemment au Japon, s'ils présentent certaines similitudes avec les évolutions intervenues dans les pays d'Asie du Sud-Est, comportent des dimensions très spécifiques.

En Asie du Sud-Est, la crise survient après une décennie de forte croissance, mais l'une de ses causes premières réside dans la remontée du dollar, auquel de nombreuses monnaies de la région étaient liées. L'appréciation de leurs monnaies a provoqué une perte de compétitivité et une dégradation des balances commerciales dans des pays comme la Thaïlande et la Malaisie. Dans cette perspective, des réajustements monétaires auraient pu représenter une réponse appropriée, s'ils avaient été de moindre ampleur, et s'ils n'avaient pas été suivis par une chute très brutale des marchés financiers.

Aux facteurs monétaires et macro-économiques se sont en effet ajoutés deux éléments essentiels : un endettement intérieur excessif du secteur bancaire, qui a rapidement été suivi par un *endettement extérieur*, et, d'autre part, un recours accru et récent aux investissements étrangers de portefeuille. En Thaïlande, ces derniers, négligeables à la fin des années 1980, se sont brusquement élevés en quelques années : ils étaient trois fois plus élevés que le montant des investissements directs étrangers 1994, et le rapport s'élevait à 3,7 en 1995². Ces investissements sont par nature plus volatiles que les investissements directs et les pays qui les accueillent s'exposent au risque de retrait, comme on l'a déjà observé lors de la crise mexicaine en 1994.

2. Source : UNCTAD FDI/TNC. *World Investment Report*. Genève : UNCTAD, 1997, page 278.

La crise financière asiatique, chronologie	
Date	Événements
2 juillet 1997	Le bath thaïlandais indexé à 80 % sur le dollar, est dévalué.
11 juillet 1997	Les Philippines laissent flotter le peso.
18 juillet 1997	Le ringgit malaisien et le dollar singapourien tombent à leur plus bas niveau depuis 3 ans.
25 juillet 1997	La Malaisie accuse indirectement Georges Soros de complot politique pour interférer dans les affaires de l'ASEAN.
29 juillet 1997	Le gouverneur de la Banque centrale thaïlandaise Rerngchai Marakanond démissionne, remplacé par Chaiyawat Wibulswadi.
5 août 1997	Plan de sauvetage du Fonds Monétaire International pour la Thaïlande, avec un prêt de 17,2 milliards de US\$.
5 août 1997	L'Indonésie laisse flotter librement la roupie, abandonnant les marges de fluctuations jusqu'alors en vigueur vis-à-vis du dollar.
29 août 1997	Les places boursières du Sud-Est asiatique subissent un krach (la Bourse indonésienne perd 6,86 %, soit la plus forte baisse de son histoire, Manille 8,4 % et Hongkong 5 %).
21 octobre 1997	En Thaïlande des manifestants réclament le départ du Premier ministre Chavalit Yongchaiyudh. Les membres du cabinet présentent leurs lettres de démission ouvrant la voie au remaniement gouvernemental.
Octobre 1997	Plan de sauvetage pour l'Indonésie : 33 milliards de US\$ - FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement.
Novembre 1997	Premier plan de sauvetage du FMI pour la Corée du Sud : crédit de 20 milliards US\$. Chuan Leekpai est élu premier ministre en Thaïlande. Faillite du groupe financier japonais Yamaichi Securities. Le yen commence à baisser par rapport au dollar. Réunion de l'APEC.
Décembre 1997	Nouveau plan du FMI pour la Corée : le crédit est porté à 57 milliards de US\$ Le gouvernement japonais met en place un plan de relance. 56 établissements financiers thaïlandais sont fermés. Sommet de l'ASEAN : les leaders demandent une aide aux grands pays. Les monnaies asiatiques continuent de baisser par rapport au dollar et les bourses continuent de chuter. Élection de Kim Dae Jung en Corée.

La particularité de la crise asiatique est que, partie de la Thaïlande, elle s'est rapidement propagée aux autres économies du Sud-Est asiatique. Le cas de la Corée semble particulier, dans la mesure où ce pays était beaucoup moins ouvert que les autres aux capitaux étrangers. La crise trouve en Corée son origine dans l'endettement interne extravagant des chaebols, les conglomérats industriels et financiers³. À la suite de la crise thaïlandaise, les capitaux se sont retirés des autres pays d'Asie du Sud-Est : aujourd'hui, les monnaies et les indices boursiers de la région ont connu des baisses variant entre 30 et 50 %, avec cependant des écarts non négligeables entre les pays.

Monnaies	Dernière valeur	Changement depuis 1 ^{er} juillet
Roupie indonésienne	5 150	- 52,5 %
Bath thaïlandais	45,120	- 42,0 %
Won coréen	1 715	- 48,0 %
Ringgit malaisien	3,797	- 33,5 %
Peso philippin	37,550	- 30,0 %
Dollar taïwanais	32,321	- 14,0 %
Dollar singapourien	1,652	- 13,5 %
Dollar hongkongais	7,750	- 0,05 %

Source : Reuters.

Ainsi, Singapour et Taïwan ont moins pâti des retraits de capitaux que leurs voisins. De son côté, la Chine — dont la monnaie n'est pas convertible — est restée pour l'essentiel à l'écart de la tourmente. Dans ce contexte, il faut souligner à la fois la rapidité de l'intervention du FMI au secours de la Thaïlande, de l'Indonésie, et plus récemment, de la Corée, et le fait que les plans d'ajustement mis en place par cet organisme ne semblent pas avoir calmé les opérateurs des marchés financiers. En Corée, le plan de secours, d'un montant initial de 20 milliards de dollars, a été augmenté pour atteindre 57 milliards, mais les conditions imposées paraissent si draconiennes que les observateurs doutent que la Corée puisse les mettre effectivement en place, d'où des comportements erratiques sur le marché des changes et le marché financier de ce pays.

3. Ce point avait fait l'objet d'un bref article dans *Futuribles*, au cours de l'été 1997.

Les perspectives coréennes vues par l'OCDE (en 1996)

« En résumé, le développement rapide de la Corée au cours des trente dernières années a fait de ce pays un important acteur de l'économie mondiale. Les réformes adoptées depuis le début des années 80 ont contribué pour une bonne part aux résultats économiques remarquables de la dernière décennie, qui ont culminé au cours de la forte reprise de 1993 à 1995. Cependant, une plus grande ouverture de l'économie coréenne est nécessaire pour soutenir le rythme de la croissance à l'avenir. Le principal impératif à cet égard est la réforme du système financier, qui améliorerait l'efficacité allocative des marchés de capitaux. En particulier, le programme de 1995 destiné à hâter la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux devrait aboutir à une détente des taux d'intérêt et à un accroissement des investissements en Corée, accélérant ainsi la convergence du revenu national par habitant vers les niveaux des pays avancés membres de l'OCDE. Même si cette ouverture ne va pas sans un risque d'instabilité macroéco-

nomique, celui-ci apparaît gérable, notamment parce que la Corée peut se targuer d'une longue période de gestion budgétaire avisée, qui a permis à l'État de devenir un créiteur net. De plus, une politique financière appropriée durant la période de transition, avec une gestion monétaire saine, une plus grande flexibilité du taux de change et une amélioration de la surveillance des banques, contribuerait à limiter l'instabilité éventuelle découlant de l'ouverture du système financier. Les réformes dans ce domaine devraient s'accompagner de mesures visant à renforcer la concurrence et à réduire l'intervention des pouvoirs publics, devenue plus coûteuse avec le développement de l'économie. Étant donné la saine gestion économique passée et le potentiel élevé de croissance future de la Corée, son intégration plus étroite dans la communauté des nations industrielles sera une source de gains mutuels. »

futuribles

Source : OCDE. *Études Économiques de l'OCDE*. Corée. Paris : OCDE, mai 1996, p. 146.

La crise du système financier japonais accroît l'incertitude

La faillite du groupe financier Yamaichi Securities et d'autres établissements financiers japonais, annoncée début décembre accentue encore les incertitudes, mais cette fois en déplaçant les enjeux d'abord vers le Japon, puis vers les États-Unis. Plus précisément, on peut faire apparaître deux sources de préoccupation. La première tient aux répercussions possibles de la crise financière nipponne sur ses débiteurs étrangers, et notamment les États-Unis. On sait en effet que depuis le milieu des années 1980, le Japon est devenu le premier créancier du système financier international : à la fin mars 1997, le solde des prêts des banques japonaises sur le marché international s'élevait à 1 617,2 milliards de dollars, soit 20 % du marché international.

Confrontées à une baisse des cours des actions, les banques japonaises sont en train de freiner leurs investissements et de réduire le montant de leurs actifs à l'étranger. Le Japon est aussi le principal créancier de l'économie américaine. Il détient pour 291 milliards de US\$ de la dette. Dans ce contexte, les comportements individuels « rationnels » des acteurs financiers japonais — réaliser une partie de leurs actifs étrangers pour consolider leur position intérieure — pourraient, s'ils étaient généralisés provoquer de très fortes tensions sur les marchés financiers américains⁴ et, partant, sur les autres marchés.

Deuxième sujet d'inquiétude, le niveau atteint par la bourse aux États-Unis. Différentes études publiées récemment⁵ montrent que les cours ont atteint un niveau historiquement très élevé, qui rend difficile d'escompter de nouvelles et substantielles progressions et crée une situation de fragilité. En témoigne la réaction de Wall Street aux informations très récentes concernant les résultats financiers de certaines firmes comme IBM ou Oracle. La conjugaison d'un retrait, même limité des financements japonais, et d'une baisse des cours pourrait alors avoir des conséquences catastrophiques...

Il est sans doute aujourd'hui impossible de se prononcer valablement quant à la plausibilité d'un scénario de krach international, car en situation de très forte incertitude, les marchés financiers sont très influencés par des éléments psychologiques impossibles à maîtriser et à prévoir. Il convient cependant de prendre en compte d'une part l'importance des ressources financières internes de l'économie japonaise, qui devraient lui permettre d'étaler dans le temps la réorganisation de ses banques les plus endettées. D'autre part, il convient aussi de prendre en compte l'état actuel de l'économie américaine. Celle-ci est en bonne santé, avec une croissance régulière (le taux de croissance du PIB était de 2,4 % en 1996 et de 3,6 % en 1997)⁶, et un taux de chômage historiquement très bas. Ces éléments, liés à la relativement bonne performance de la zone européenne devraient inciter à un optimisme modéré quant à la stabilité des marchés financiers internationaux. Sur la base de cette hypothèse, que peut-on dire de l'impact de la crise sur la zone asiatique ?

4. Les déclarations récentes d'un responsable du Parti Libéral Démocrate du Japon, suivant lequel le Japon pourrait reconsidérer sa politique d'achat de bons du trésor américain, sont particulièrement mal venues à cet égard. Elles ont d'ailleurs fait l'objet d'un démenti de la part de hauts fonctionnaires du ministère japonais des Finances.

5. Selon une étude réalisée par deux analystes britanniques, A. Smithers et S. Wright, le rendement moyen (dividende divisé par le cours des titres des 500 premières entreprises) est de 1,6 %, soit le niveau le plus faible atteint depuis un siècle... cf. « Cliffhanger on Wall Street ». *The Economist*, 1^{er} novembre 1997.

6. Source : CEPII. *L'économie mondiale 1998*. Paris : Éditions La Découverte, 1997, p. 113.

Un ralentissement du rythme de croissance en Asie

Dans les trois prochaines années, de toute évidence, la crise va se traduire par une diminution sensible des taux de croissance dans les pays de la région. Ceci tient à la conjonction de facteurs internes aux pays et de facteurs régionaux. L'objectif visé par les mesures de stabilisation imposées par le FMI en Corée, en Thaïlande et en Indonésie est de ralentir le rythme de croissance. De son côté la Malaisie a annoncé il y a une semaine un plan d'austérité caractérisé notamment par une réduction de 18 % des dépenses publiques. Enfin, la très forte remontée des taux d'intérêt va pénaliser l'investissement. Ces facteurs seront renforcés par le niveau d'endettement extérieur à court terme, dans un contexte marqué par la défiance. À la fin 1996, les dettes de moins de deux ans en devises représentaient 120 % des réserves de change de la Thaïlande, 200 % des réserves de l'Indonésie. On observe une situation encore plus préoccupante en Corée.

Pays	1996	1997	1998
Chine	9,7	8,8	8,0
Singapour	7,0	7,0	5,0
Malaisie	8,4	7,0	3,5
Indonésie	7,8	6,6	3,0
Corée du Sud	7,1	5,7	3,0
Philippines	4,8	4,7	2,9
Thaïlande	6,7	0,3	-2,0
Japon	3,6	0,8	0,7

Source : Salomon Smith Barney Forecasts.

Sur le plan régional, il ne faut pas attendre du Japon qu'il joue le rôle de locomotive pour une relance. Le taux d'escompte de la Banque du Japon se situe autour de 0,5 %. Le Japon connaît en outre un important déficit public et il est trop tôt pour juger de l'efficacité interne des mesures fiscales prises récemment par le gouvernement japonais⁷. Enfin, la baisse du yen par rapport au dollar intervenue au cours des dernières semaines va limiter les débouchés pour les exportations d'Asie du Sud-Est. À l'heure actuelle, les instituts de conjoncture asiatiques révisent continuellement à la baisse leurs prévisions pour l'année 1998.

Une phase d'ajustement instable

La phase d'ajustement qui s'ouvre à présent sera marquée par une grande instabilité. Celle-ci a, elle aussi, des causes internes et des causes liées au

7. En décembre, le gouvernement japonais a lancé un programme de réductions fiscales.

contexte régional. Le schéma proposé par le FMI caractérisé par : 1) des mesures d'ajustement macroéconomiques visant une réduction du rythme de croissance ; 2) une ouverture des systèmes financiers ; 3) une poursuite de la déréglementation des économies et de leur ouverture sur l'extérieur, ne va pas de soi. Dans un premier temps, s'il est appliqué à la lettre, il risque de provoquer des tensions sociales, liées à la hausse des prix résultant de la dévaluation, et aux programmes de réduction des dépenses budgétaires. Ces tensions seront vraisemblablement accentuées en Corée, où les élections présidentielles viennent d'avoir lieu, et en Indonésie, où la succession du président Suharto ne semble pas réglée, et où l'islamisme est présent. Les gouvernements asiatiques seront vraisemblablement tentés de rejeter sur « l'étranger » les difficultés présentes, alimentant par là des réactions anti-occidentales. L'attitude et les propos du président Mahatir sont particulièrement explicites à cet égard. La politique préconisée par le FMI ne peut réussir que si elle permet un retour rapide à une croissance aussi soutenue que possible.

Des tensions commerciales à l'extérieur

Les économies de l'ASEAN sont des économies ouvertes, qui réalisent une part importante de leur commerce extérieur avec les principales puissances économiques : États-Unis, Japon, Europe.

La dévaluation des monnaies va améliorer la compétitivité des exportations, mais risque de provoquer une compétition accrue entre pays et une guerre des prix. Déjà, on observe une baisse sensible dans le prix des semi-conducteurs dont l'Asie est grande consommatrice. Dans ce contexte, deux points méritent l'attention : en premier lieu, il s'agira pour les pays de l'ASEAN⁸ de trouver une réponse commune aux enjeux commerciaux, et d'éviter la tentation du chacun pour soi. En second lieu, il sera très important d'observer l'évolution des relations entre les pays d'Asie du Sud-Est et la Chine. Il faut souligner en effet que la crise actuelle ne peut être dissociée de la montée en puissance des exportations chinoises, favorisée par la dévaluation du yuan en 1994, et par l'afflux des investissements étrangers en direction de la Chine depuis cinq ans. La Chine réalise un confortable excédent commercial, qui s'élève, pour les dix premiers mois de 1997, à 40 milliards de US\$, pour un volume d'exportations de 163,5 milliards de US\$. Ce pays devrait être affecté par la récession régionale, qui va le priver d'une partie de ses débouchés à l'exportation, et devrait connaître une réduction du volume d'investissements étrangers.

8. La Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie sont membres de l'Organisation Mondiale du Commerce. La Chine est en train de négocier son admission à l'OMC, non sans difficulté.

Une transformation de la dynamique de croissance

On assiste dès maintenant à une profonde restructuration du secteur financier caractérisée par la fermeture et la fusion d'établissements (Thaïlande, Corée, Japon). Cette restructuration est difficile parce qu'elle doit s'opérer à toute allure et parce qu'elle affecte directement les intérêts de la classe dirigeante (voir notamment l'Indonésie où des banques et des entreprises appartenant à des membres de la famille du président Suharto sont directement touchées). Cependant, elle est salutaire car elle devrait conduire à des changements dans les pratiques de prêts des banques privées et à un renforcement des contrôles exercés par les banques centrales sur les banques commerciales.

En second lieu, on devrait assister à une évolution vers une plus grande transparence dans l'intervention économique des gouvernements. Sans disparaître, la corruption très fréquemment observée dans la plupart des pays d'Asie, devrait prendre des formes moins visibles. Elle est en effet sortie de l'ombre pour devenir un enjeu dans la perception qu'ont de chaque pays les marchés financiers et les investisseurs étrangers à la région.

La question fondamentale est à présent de savoir si *la crise actuelle va provoquer un ralentissement durable de la croissance dans la région*. Il est bien sûr difficile de formuler un pronostic définitif sur ce point, mais on peut mettre en avant plusieurs arguments éayant une vision plus optimiste que celle adoptée actuellement par la plupart des commentateurs.

Tout d'abord, il nous semble qu'il ne faut pas sous-estimer le potentiel d'adaptation de ces économies et le dynamisme de leurs entreprises. La modernisation engagée depuis plus de dix ans dans la région n'est pas rayée d'un trait de plume par la crise actuelle. On a trop tendance à oublier que les économies asiatiques ont réalisé depuis près de quinze ans des investissements importants, que ce soit à partir de leur épargne intérieure, ou grâce à l'afflux considérable d'investissements directs, notamment japonais et américains. Ceci a permis la constitution de secteurs manufacturiers, souvent de grande taille, dans la plupart des pays concernés. Les incidences de ces investissements sur les pays hôtes ont fait l'objet d'amples analyses⁹, faisant apparaître leur contribution en terme d'accroissement des capacités de production, de transfert de technologie et de savoir-faire. Il serait déraisonnable d'en faire abstraction. L'expérience a montré que les économies disposant de telles bases manufacturières réagissaient mieux aux dévaluations que les économies

9. Voir notamment les numéros successifs du *World Investment Report* publié par la CNUCED.

reposant sur une base agricole. En outre, l'industrialisation de la région a permis la constitution de classes moyennes, au taux d'épargne élevé, qui vont continuer à marquer le développement des différents pays.

Fondamentalement, il nous semble que l'on peut interpréter la crise actuelle, au-delà de ses dimensions financières, comme une phase de transition dans la dynamique de croissance. Les dix dernières années ont été marquées par une forte augmentation du taux d'investissement dans les économies asiatiques : celui-ci est passé de 23 % du PIB en 1985 à 35 % en 1997, en partie du fait de l'afflux des investissements directs étrangers. Cette forme de croissance avait conduit l'économiste P. Krugman à conclure que la croissance asiatique s'était effectuée par simple accroissement des facteurs de production, mais sans gains de productivité¹⁰. Cette position a été récemment contestée par S. Radelet et J. Sachs¹¹, mais avec des arguments qui nous paraissent peu probants¹². Il nous semble que le vrai débat se situe précisément sur ce point : quelle sera l'évolution des investissements dans la région, et quels seront les gains de productivité dans le long terme ? On peut, dans cette perspective avancer deux arguments principaux.

Le mythe du miracle asiatique (1994)

« Il est nécessaire de refroidir l'enthousiasme largement répandu à propos du *boom* asiatique. Les perspectives futures de croissance dans cette région sont plus limitées que quiconque l'imagine. Les Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie, comme l'Union soviétique des années cinquante ont atteint une croissance rapide en grande partie grâce à une étonnante mobilisation de ressources. Une fois que l'on prend en compte la croissance rapide des *inputs* (dans ces économies), on constate qu'il n'y a rien à expliquer. La croissance asiatique, comme celle de l'Union soviétique,

semble tirée par une croissance extraordinaire du travail et du capital, plutôt que par une amélioration de l'efficacité. »

« Si l'on prend par exemple le cas de Singapour, on constate qu'entre 1966 et 1990, cette économie a augmenté (son PIB) de 8,5 % par an, soit un rythme trois fois plus rapide que celui des États-Unis. Cette performance est alors apparue comme un miracle économique. Mais le miracle a reposé plus sur la transpiration que sur l'inspiration. Le taux d'activité de la population est passé de 27 à 51 %. Le niveau d'éducation de la main-d'œuvre a lui aussi

10. « La conclusion de base est la même (que pour Singapour) : (pour les économies asiatiques en croissance rapide) il n'y a que très peu de preuves d'une amélioration de l'efficacité ». KRUGMAN P. « The Myth of Asian Miracle ». *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1994, p. 71.

11. RADELET S. et SACHS J. « Asia's Bright Future ». *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1997.

12. Selon Radelet et Sachs « Toutes choses égales par ailleurs, les taux de croissance tendent à diminuer graduellement au cours du temps, à mesure que les pays en développement réduisent l'écart entre leur PNB par tête et celui des États-Unis ». *Foreign Affairs*. *Op. cit.*

fortement augmenté : en 1990 les deux tiers de la population active avaient effectué des études secondaires. De plus, ce pays a réalisé un effort incroyable d'investissement en capital physique ; le taux d'investissement est passé de 11 % à plus de 40 %. Ces chiffres montrent que la croissance de Singapour a reposé principalement sur un bouleversement des comportements qui ne peut se répéter. Pour la dernière génération, le taux d'activité a presque doublé ; il ne peut doubler à nouveau. De même, il est hors de question que le taux d'investissement continue d'augmenter. On peut donc en conclure qu'il y a peu de chances que Singapour atteigne dans le futur des taux de croissance semblables à ceux obtenus dans le passé. »

« Singapour est sans doute un cas extrême. Les autres pays d'Asie en croissance rapide n'ont pas autant accru le taux d'activité de leur main-d'œuvre, ni n'ont réalisé d'amélioration aussi spectaculaire dans leur niveau d'éducation. Cependant, la conclusion est la même ; il n'y a pas de preuve d'amélioration dans leur efficacité. Kim and Lau montrent ainsi que l'on ne peut rejeter l'hypothèse suivant laquelle, pour les "Quatre dragons", il n'y aurait pas eu de progrès technique pendant la période d'après-guerre. On retrouve des conclusions semblables dans les travaux de Young¹.

Quand on s'intéresse au cas du Japon, on constate que la croissance de ce pays dans les années cinquante et soixante n'a rien de commun avec celle de Singapour dans les années soixante-dix et quatre-vingt, n'en déplaie aux tenants du "système asiatique" suivant lequel il y aurait un déterminateur commun aux succès de ces pays. Le Japon, contrairement aux "tigres" asiatiques semble avoir connu à la fois une croissance de ses *inputs* et une amélioration de sa productivité. Cependant, l'ère de la croissance miraculeuse appartient désor-

mais au passé. Au cours de la précédente décennie (celle des années soixante NDLR), le PIB japonais en volume s'est accru de 8,9 % par an. Alors que la croissance américaine, elle-même élevée avec un taux de 3,9 %, restait nettement inférieure. Une projection de ces tendances conduisait à un résultat sans ambiguïté : le Japon allait dépasser les États-Unis en termes de PIB par tête en 1985 et le PIB total japonais devait dépasser celui des États-Unis en 1996. Il suffit de se reporter aux ouvrages d'Hermann Kahn et d'Ezra Vogel² pour constater que ces prédictions ont été prises très au sérieux. Pourtant, rien de tout ceci ne s'est effectivement réalisé. En 1992, le PIB par tête du Japon ne représentait que 83 % de celui des États-Unis, et le PIB total 42 %. Si l'on projette les tendances observées depuis 1973, et si l'on prend en compte une légère accélération de la productivité aux États-Unis, (...), il y a de fortes chances pour que le revenu par tête japonais ne parvienne jamais à dépasser celui des États-Unis.

Si la croissance en Asie entre dans la phase des rendements décroissants, la vision conventionnelle d'une économie mondiale centrée sur cette région demande à être reconsidérée. Il faut de même remettre en cause l'idée selon laquelle les performances de cette région seraient liées à des politiques industrielles sophistiquées, et à un protectionnisme sélectif.

Les nouveaux pays industrialisés de la zone Pacifique ont été récompensés pour l'extraordinaire mobilisation de leurs ressources, qui n'est rien de plus que ce que la théorie économique la plus conventionnelle aurait permis de prévoir. S'il y a un secret dans la croissance asiatique, il est simplement dans la "satisfaction différée", la volonté de sacrifier une satisfaction présente à des gains ultérieurs. »

Paul Krugman³

1. YOUNG Alwyn. « The Tyranny of Numbers : Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experiences ». *The Quarterly Journal of Economics*, août 1995.

2. KAHN Hermann. « The Emerging Japanese Superstate » et VOGEL Ezra « Japan as Number One ».

3. Extrait de KRUGMAN Paul. « The Myth of Asian Miracle ». *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1994, Traduction Laurent Schwab.

Premièrement, la restructuration du secteur financier, et la chute des bourses vont se traduire par une raréfaction du capital disponible. Ceci devrait se traduire par une rationalisation des projets d'investissements, que ce soit au niveau des gouvernements, avec une réduction déjà engagée des grands projets d'infrastructure, ou à celui des entreprises. Ceci devrait en conséquence conduire à une stabilisation du taux d'investissement global. De ce fait, la crise peut favoriser une reprise de la croissance sur de meilleures bases¹³.

Deuxièmement, au-delà du débat lancé par P. Krugman, on peut faire l'hypothèse que l'on va assister au passage d'une croissance extensive à une croissance intensive fondée sur une restructuration industrielle de grande ampleur et sur une recherche encore plus poussée de gains de productivité. Il est probable ainsi que l'on assiste à un mouvement de recentrage des stratégies des grandes entreprises asiatiques. Celles-ci, étaient souvent à l'origine des sociétés de commerce, très diversifiées. C'est sans doute cette diversification excessive qui explique les investissements massifs, et parfois sans logique industrielle précise, des firmes coréennes, mais on pourrait trouver des exemples comparables dans d'autres pays. On va sans doute voir ces entreprises renoncer à certains segments d'activité, pour mieux se développer dans d'autres secteurs. Cette évolution va se faire dans un contexte de concurrence encore plus poussée.

Cette recherche de la productivité devrait être favorisée par la présence des firmes étrangères dans la région, présence qui ne sera pas remise en cause. Au contraire, la baisse des cours boursiers offre des opportunités considérables pour des achats ou des prises de participation dans les entreprises locales. Tout au plus, certains projets qui étaient fondés sur des anticipations trop optimistes seront gelés pendant quelques années¹⁴. Rappelons que ces firmes sont à l'origine de plus de la moitié des exportations de produits manufacturés en Malaisie et aux Philippines.

Cependant, cette transition ne va pas de soi dans la mesure où elle implique un effort considérable d'adaptation des stratégies d'entreprise d'une part, et corrélativement de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre. De nombreux observateurs avaient ainsi noté que dans des pays comme la Thaïlande, l'effort de formation au niveau de l'enseignement supérieur et

13. Il est certain en revanche que cette évolution ne va pas favoriser l'amélioration des infrastructures, notamment urbaines, qui constituent depuis plusieurs années le goulet d'étranglement principal. En particulier, on peut se demander si l'approche de financement privé des infrastructures (BOT, BOO) préconisée par la Banque Mondiale et d'autres agences ne va pas connaître un temps d'arrêt. Déjà très difficile à mettre en œuvre en situation de ressources financières abondantes, elle sera encore plus complexe et incertaine dans le contexte actuel, où les investisseurs vont se montrer plus prudents.

14. Notamment les projets dans le secteur automobile, qui paraît connaître aujourd'hui une situation de surcapacité.

technique n'avait pas suivi la rapide croissance des années 1990. De ce point de vue, on peut faire sans risque le pronostic suivant lequel les économies qui se sortiront le mieux de la crise actuelle sont celles qui sauront mettre en place, le plus rapidement, les restructurations industrielles nécessaires et accroître la formation de leur main-d'œuvre. La Corée et la Malaisie paraissent bien placées sur ce dernier point.

Tableau 3. — **Les exportations des pays asiatiques**
(milliards de US\$ et %)

Pays	PNB (courants)	Exportations	Exp / PNB (%)
Hong Kong	158,96	182	114,49
Corée du Sud	492,51	135	27,41
Singapour	94,55	125	132,21
Taïwan	286,23	122	42,62
Malaisie	96,91	78,2	80,69
Thaïlande	182,36	56,9	31,20
Indonésie	217,20	52,8	24,31
Philippines	90,83	23,5	25,87
Total des pays de l'Asie étudiés	1 619,55	775,4	47,88
Chine	807,03	151	18,71
Japon	4 172,65	411	9,85
États-Unis	4 818,82	639	13,26
France	1 411,15	274	19,42
Allemagne	2 136,04	521	24,39
Angleterre	1 222,396	260	21,27
Italie	1 120,10	251	22,41
Total des pays de l'Europe étudiés	5 889,686	1 306	22,17

Source : Asian Economic News.

Une influence américaine renforcée, pesant sur la régulation régionale

Autre conséquence de la crise, qui n'a, nous semble-t-il guère été mentionnée dans les différents commentaires, c'est le fonctionnement de la coordination régionale dans la région. Deux éléments méritent d'être soulignés : le premier c'est l'incapacité de l'ASEAN — ou des autres organisations régionales

— à gérer la crise et à proposer une alternative crédible aux solutions proposées par le FMI. L'ASEAN a été d'une grande discrétion au cours des derniers mois. Au contraire, lors de la dernière réunion de cette organisation à Kuala Lumpur, les dirigeants asiatiques ont demandé avec insistance aux États-Unis et aux grandes puissances « une intervention renforcée pour aider à surmonter la crise monétaire » et ont souhaité « placer le FMI au cœur de l'assistance à la région »¹⁵. On peut aussi souligner à cet égard l'échec du projet de fonds asiatique proposé par M. Mahatir au cours de l'automne, et soutenu par le Japon. Il s'agissait d'un fonds distinct du FMI, et devant permettre aux pays concernés de faire face à leurs difficultés financières. Pourquoi a-t-il échoué ? Principalement parce que l'ASEAN repose sur le refus d'intervenir dans les affaires intérieures des pays membres, ce qui aurait été incompatible avec la logique d'un tel fonds. C'est aussi parce que le niveau politique de l'ASEAN ne correspond pas au niveau économique des enjeux actuels. Il apparaît clairement que le niveau pertinent est plus large, et comprend, outre l'ASEAN, la Corée et le Japon, mais aussi la Chine.

En outre, et c'est le second élément sur lequel nous voudrions insister, la crise se traduit par un renforcement de l'influence américaine dans la région, qui ne manquera pas d'avoir une influence sur le poids respectif des différentes structures de coopération régionales existantes : ASEAN et APEC notamment. Parallèlement aux jeux politiques, ce renforcement résulte de la force du dollar qui va jouer le rôle de monnaie-refuge pour les économies asiatiques. Bénéficiant d'une monnaie forte, les multinationales américaines devraient accentuer encore leur pénétration en Asie. Elles bénéficient d'une bonne implantation. Elles vont bénéficier de la chute des cours des actions, et des monnaies, et des mesures d'ouverture des secteurs financiers, ce qui devrait leur permettre de prendre le contrôle des entreprises asiatiques dans les secteurs porteurs. Ce phénomène s'observe déjà dans le secteur financier où de grands établissements financiers américains se sont portés acquéreurs d'organismes financiers asiatiques¹⁶.

Cette évolution, jointe à la perception négative qu'ont de nombreux Européens des évolutions économiques de l'Asie du Sud-Est risque malheureusement de provoquer un nouvel affaiblissement des entreprises européennes dans la région. Une telle attitude serait particulièrement dommageable, tant pour les Européens que pour les Asiatiques¹⁷.

15. « Asian Leaders Seek Stronger Medicine ». *Asian Wall Street Journal*, 15 décembre 1997.

16. C'est ainsi que la banque américaine Merrill Lynch a récemment proposé d'embaucher 2 000 employés de Yamaichi Securities et de reprendre des filiales de l'établissement japonais. Merrill Lynch serait le premier organisme financier non-japonais à proposer une distribution de produits financiers en direct. *Financial Times*, 27-28 décembre 1997.

17. Il sera de ce point de vue intéressant d'étudier les conclusions de la prochaine réunion de l'ASEM (Asia Europe Meeting) qui doit se tenir à Londres en avril prochain.

La crise financière et monétaire actuelle remet en question non pas le « modèle asiatique », notion vague, recouvrant des réalités très différentes selon les pays, mais un certain mode de financement de la croissance, au cœur duquel se trouve le système bancaire et ses relations avec la sphère politique. S'il est un mythe qu'elle fait exploser, c'est l'idée suivant laquelle certains pays pourraient être durablement gagnants au jeu de la mondialisation, sans avoir à en subir les conséquences. Ainsi, il paraît acquis que la fixité de certaines monnaies de la région par rapport au dollar appartient désormais au passé. Les pays devront faire face à des fluctuations monétaires de plus grande ampleur.

Cependant, les éléments clefs du succès des économies asiatiques demeurent : importance de l'épargne, niveau d'éducation de la main-d'œuvre, économies tournées vers l'exportation, et capacité à intégrer les technologies les plus avancées. Les économies asiatiques disposent d'un potentiel d'adaptation important, du fait notamment de la jeunesse de leur population, et du dynamisme de leurs entreprises. Après une phase d'adaptation qui pourrait durer environ trois ans, elles devraient reprendre la voie d'une croissance sans doute moins vive que pendant les dix dernières années, mais de meilleure qualité. Ce serait une grave erreur pour les entreprises européennes de délaisser cette région, ce qui ne ferait que renforcer les positions de leurs concurrentes américaines et japonaises ¹⁸.

18. Relevons dans la page du *Monde* du 27 décembre 1997, intitulée « La crise asiatique a des inconvénients, mais aussi des avantages » les éléments suivants :

— Les dirigeants français de certaines entreprises (Saint-Gobain, Renault, Danone) ont bien pris conscience des opportunités qu'offraient les entreprises asiatiques dans un contexte où les cours des titres ont profondément chuté.

— Les entreprises américaines comme Coca-Cola, Procter et Gamble n'ont pas attendu. Coca-Cola a acquis les usines d'embouteillage de son partenaire coréen. Procter et Gamble a acquis Ssangyoung Paper, un fabricant de papier sud-coréen.

— Enfin, comme nous l'indiquons dans l'article, les financiers américains « mettent le cap sur l'Asie » titre d'un des articles. Voir, par exemple, l'offensive de Merrill Lynch au Japon.

Bibliographie

- Asian Development Bank et OCDE. « Regional Cooperation and Integration in Asia ». OCDE, 1995.
- « Asian Leaders Seek Stronger Medicine ». *Asian Wall Street Journal*, 15 décembre 1997.
- BANQUE MONDIALE. *The East Asian Miracle - Economic growth and public policy*. Washington : Banque Mondiale, 1993.
- CEPII. *L'économie mondiale 1998*. Paris : Éditions La Découverte, 1997.
- CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël. « L'Asie de l'Est et du Sud-Est ». *Futuribles*, n° 177, juin 1993.
- KRUGMAN Paul R. « The Myth of Asia Miracle ». *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1994.
- MARTI S. « Les déceptions de l'«asiatisme» ». *Le Monde*, 16 septembre 1997.
- MURRAY A. « Asia's Turmoil Accents Wall Street Strengths ». *Asian Wall Street Journal*, 9 décembre 1997.
- RADELET Steven, SACHS Jeffrey. « Asia's Reemergence ». *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1997.
- « Japan to the Rescue in South-East Asia ». *The Economist*, 11 octobre 1997, page 97.
- « South-East Asia in Denial ». *The Economist*, 18 octobre 1997, page 13.
- « South-East Asia Painful Slowdown ». *The Economist*, 18 octobre 1997, page 27.
- « Asia's Spreading Shadow : Could Asia's Financial Troubles Cause a Downturn in the World Economy ». *The Economist*, 1^{er} novembre 1997, page 82.
- « Cliffhanger on Wall Street ». *The Economist*, 1^{er} novembre 1997, page 81.
- « Managing Currencies in Asia : Getting out of a Fix ». *The Economist*, 20 septembre 1997, page 105.
- « South Korea's Stricken Finances ». *The Economist*, 22 novembre 1997, page 93.
- « The IMF and South-East Asia, the Risk of a Rescue so Far ». *The Economist*, page 88.
- « A Competitor for the IMF ? ». *The Economist*, 27 septembre 1997, page 84.
- « Asia's Woes and World Growth ». *The Economist*, 29 novembre 1997, page 65.
- « Reality Hits Japan ». *The Economist*, 29 novembre 1997, page 13.
- « South-East Asia Financial Typhoon ». *The Economist*, 29 novembre 1997, page 65.
- « Malaysia's Ricketty Banks ». *The Economist*, 4 octobre 1997, page 84.
- « Asia and IMF : Beggars and Choosers ». *The Economist*, 6 décembre 1997, page 31.
- « D' Mahathir and the Markets ». *The Economist*, 6 septembre 1997, page 14.
- « South-East Asia's Economics Slide : Too Late for a Gentle Landing ». *The Economist*, 6 septembre 1997, page 69.
- UNCTAD. « World Investment Report 1997 : Transnational Corporations, Market Structure and Competition Policy ». New York and Geneva : United Nations, 1997.
- YOUNG Alwyn. « Lessons from the East Asian NICs : A Contrarian View ». *European Economic Review*, XXXVIII, 1994, pages 964-973.
- YOUNG Alwyn. « The Tyranny of Numbers : Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experiences ». *The Quarterly Journal of Economics*, août 1995.

France : le mythe du néoconservatisme ¹

Vote Front National et évolution des valeurs

Étienne Schweisguth ²

La progression du Front National au fil des élections législatives intervenues en France depuis 1986 incite certains à penser que la société française serait marquée par une poussée des valeurs néo-conservatistes xénophobes, autoritaires et traditionalistes. Étienne Schweisguth montre que cette interprétation est erronée, que l'humanisme libéral anti-autoritaire tend au contraire à se développer et que le succès du FN résulte du fait qu'il est le seul parti porteur d'une contestation radicale vers lequel se portent tout naturellement les laissés pour compte.

En se fondant sur l'analyse des valeurs par cohortes d'années de naissance — donc sur les effets de génération autrement plus pertinents que les effets d'âge ou de période pour identifier les tendances lourdes — Étienne Schweisguth montre que la société française est marquée par un déclin des valeurs autoritaires et traditionnelles et par l'essor d'un humanisme libéral qui doit beaucoup à l'élévation du niveau d'instruction et pourrait conduire à la diffusion de la « philosophie des lumières ».

En s'appuyant sur des enquêtes de 1978, 1988, 1995 et 1997, menées notamment par le Cevipof, il indique que les performances du

1. Cet article reprend en partie un certain nombre d'analyses présentées plus longuement dans GRUNBERG Gérard et SCHWEISGUTH Étienne. « Les recompositions idéologiques ». In BOY Daniel et MAYER Nonna (dir.). *L'électeur à ses raisons*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997, ouvrage collectif sur l'élection présidentielle de 1995.

2. Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), Fondation nationale des sciences politiques.

FN — loin de témoigner d'une tendance inverse — ne sont que l'expression d'un vote protestataire de la part essentiellement des moins favorisés : en votant ainsi, souligne l'auteur, ils expriment moins une adhésion aux thèses du FN qu'une insatisfaction profonde au regard des évolutions socio-économiques dont ils sont les principales victimes.

Au travers de cette analyse, Étienne Schweisguth explique que le véritable remède à la progression du FN réside davantage dans l'élévation du niveau d'éducation et la réinsertion des exclus plutôt que dans la récupération des thèses du FN par les partis démocratiques de gauche ou de droite.

H.J.

Depuis son apparition sur la scène électorale lors des élections municipales de 1983 à Dreux, le Front National (FN) est en progrès constant. Aux élections législatives successives, il a ainsi obtenu 9,7 % des voix en 1986, 12,4 % en 1993 et 14,9 % en 1997. Cette réalité des succès électoraux du Front National est venue conforter aux yeux de certains la thèse selon laquelle l'évolution actuelle des systèmes de valeurs dans la société française se caractériserait par la poussée d'un néoconservatisme xénophobe, autoritaire et traditionaliste. Selon les tenants de cette thèse, on assisterait à un retour de la morale traditionnelle, du machisme, de l'autorité, du nationalisme, de la xénophobie, etc.

On voudrait montrer, dans cet article, non seulement que rien dans les évolutions récentes n'autorise à diagnostiquer une telle évolution, mais encore que l'évolution des valeurs va plutôt dans le sens d'un déclin lent et continu des valeurs traditionnelles et dans celui d'un progrès à long terme de l'humanisme libéral anti-autoritaire. Le vote FN correspond certes à un univers de valeurs particulier, mais on essaiera de montrer ici que sa progression ressortit beaucoup plus à des changements politiques et sociaux qu'à un changement profond au niveau des systèmes de valeurs.

Le déclin des valeurs autoritaires et traditionnelles

Dans un article publié ici même il y a deux ans sur l'évolution des valeurs au niveau de l'ensemble de l'Europe³ nous avons pu montrer que, dans le

3. SCHWEISGUTH Étienne. « La montée des valeurs individualistes ». *Futuribles*, n° 200, juillet-août 1995, numéro spécial sur « L'évolution des valeurs des européens », pp. 131-160.

domaine de la morale sexuelle, le mécanisme du renouvellement des générations était à la source d'un déclin à long terme des valeurs traditionnelles et donc d'une acceptation de plus en plus large de la cohabitation hors mariage, du divorce, de l'avortement ou de l'homosexualité. Ce mécanisme fondamental de changement des valeurs consiste simplement en ce que les générations les plus âgées, porteuses des valeurs traditionnelles, disparaissent avec le temps, du fait de l'évolution démographique et sont remplacées par de nouvelles générations, porteuses de valeurs nouvelles. Quelles que soient les éventuelles oscillations conjoncturelles de l'opinion, un tel mécanisme agit à la manière d'un rouleau compresseur : lorsque l'analyse statistique met au jour l'existence de ce type de processus on sait que l'on est en présence d'une tendance lourde et de long terme.

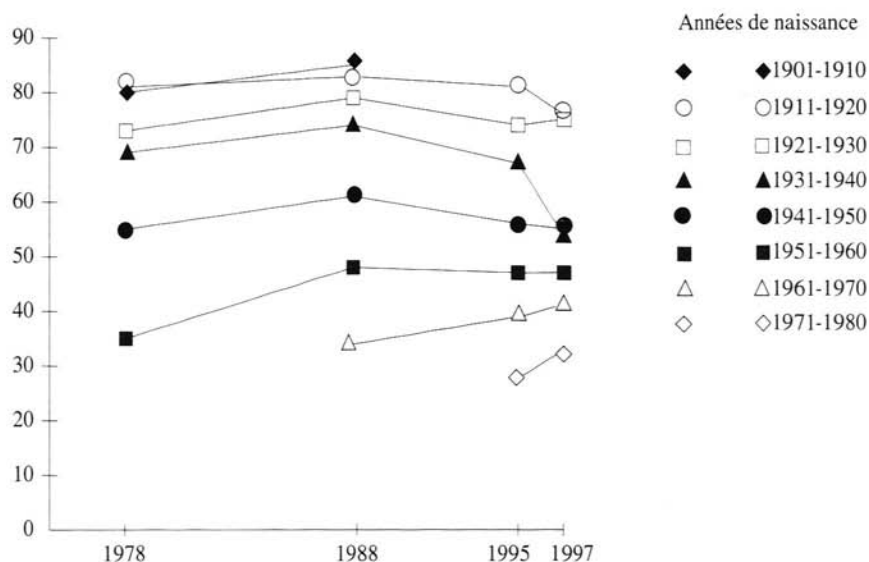
Nous nous étions également posé la question de savoir si ce mécanisme de changement des valeurs par renouvellement des générations pouvait rendre compte de l'évolution des attitudes des Français à l'égard de l'autorité. Nous ne disposions pour ce faire que de deux enquêtes, datant respectivement de 1978 et 1988, permettant d'étudier l'évolution des réponses à une question où il était demandé si l'école devait avant tout donner « le sens de la discipline et de l'effort » ou si, au contraire, elle devait former avant tout des gens à « l'esprit éveillé et critique ». À l'époque, les données d'observation ne permettait pas de conclure avec certitude que les opinions sur ce sujet évoluaient sur la base du renouvellement des générations. On observait certes que la réponse « effort et discipline » était plus répandue dans les générations âgées que dans les plus jeunes. Mais on pouvait se demander si cela ne traduisait pas simplement un effet de cycle de vie : les gens seraient plus favorables à la liberté individuelle quand ils sont jeunes mais ils redécouvriraient les vertus de l'autorité en vieillissant. On observait ainsi que, en vieillissant de dix ans, chaque cohorte, définie par son année de naissance, avait augmenté son pourcentage de réponses favorables à « effort et discipline » : par exemple, de 1978 à 1988, la cohorte des gens nés entre 1951 et 1960 était passée de 35 % à 48 % de personnes donnant cette réponse ; et celle des gens nés entre 1941 et 1950 était passée de 55 % à 61 %. On pouvait alors soutenir une explication concurrente de celle du changement des valeurs par renouvellement des générations, celle du changement des valeurs sous l'effet du cycle de vie. À l'époque, il ne nous était pas possible de trancher nettement entre ces deux hypothèses.

Aujourd'hui, grâce à deux enquêtes du Cevipof effectuées respectivement à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995 et des élections législatives de 1997, nous pouvons observer l'évolution des réponses à la question sur l'effort et la discipline sur près de vingt ans, de 1978 à 1997, et avec quatre mesures au cours de cette période. Les résultats sont cette fois sans ambiguïté. Le fait que les personnes les plus jeunes soient moins favorables à l'autorité

que les plus âgées ne résulte en aucune manière d'une évolution liée au vieillissement, mais exclusivement du fait que chaque nouvelle cohorte se situe d'emblée à un niveau d'autoritarisme inférieur à celui de la précédente et qu'elle y demeure ensuite sans que le vieillissement la fasse changer de manière significative. Si l'adhésion au principe d'autorité augmentait régulièrement avec l'âge, les courbes du graphique 1 devraient s'élever régulièrement de la gauche vers la droite. On constate au contraire, pour toutes les courbes, une première augmentation, relativement forte dans certains cas, de 1978 à 1988, suivie d'une stabilité ou d'un déclin de l'autoritarisme de 1988 à 1997.

La poussée d'autoritarisme enregistrée entre 1978 et 1988 dans toutes les cohortes apparaît ainsi non pas comme une conséquence de l'avancement en âge mais comme une variation conjoncturelle d'opinion ayant touché l'ensemble de la population. Faut-il y voir l'effet des déclarations du ministre de l'Éducation Nationale de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, qui prônait l'« élitisme républicain »? Quoi qu'il en soit, l'ensemble des chiffres recueillis ne laisse guère d'arguments à l'appui de la thèse d'une croissance de l'autoritarisme avec

Graphique 1. — Évolution du pourcentage de personnes estimant que « l'école doit donner avant tout le sens de l'effort et de la discipline », selon l'année de naissance



l'âge⁴. Si l'on examine les cinq cohortes présentes dans les enquêtes de 1978 à 1997 (c'est-à-dire l'ensemble des personnes nées entre 1911 et 1960), on observe un seul cas où l'adhésion au principe d'autorité est significativement plus élevée en 1997 qu'en 1978 : la cohorte 1951-1960 est passée 35 % à 47 % de réponses « sens de la discipline et de l'effort ». Dans les autres cas, on observe soit un déclin d'environ cinq points entre le point de départ et le point d'arrivée (cohortes 1911-1920 et 1931-1940), soit une égalité parfaite (cohorte 1941-1950) soit une hausse statistiquement non significative de deux points (cohorte 1921-1930).

La thèse du déclin à long terme des valeurs autoritaires sous l'effet du mécanisme de renouvellement des générations reçoit ici une confirmation remarquable. Naturellement, les résultats présentés dans le graphique 1 ne signifient pas qu'il soit impossible que la tendance s'inverse dans l'avenir, les nouvelles générations se mettant un beau jour à devenir plus autoritaires que les anciennes. Mais ils montrent que, si le taux d'adhésion au principe « effort et discipline » a décliné entre 1978 et 1997, passant de 63 % à 51 % (tableau 1), cela ne peut pas être attribué à un simple effet de mode ou à l'humeur changeante des sondés. C'est l'effet d'un mouvement de fond de la société, qui amène chaque nouvelle génération à rejeter davantage une morale de la soumission et de l'ascétisme au profit d'une morale davantage tournée vers l'hédonisme et l'autonomie individuelle. La logique qui a présidé à l'évolution de notre société depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale semble ainsi pouvoir être interprétée comme une logique poussant chaque nouvelle génération à accomplir, chaque fois que cela est possible, un pas de plus dans la direction du rejet des contraintes de la tradition et de l'autorité. Une inversion de cette tendance ne pourrait se produire que sous l'effet d'un changement social de grande envergure, dont pour notre part nous ne voyons aucun signe avant-coureur.

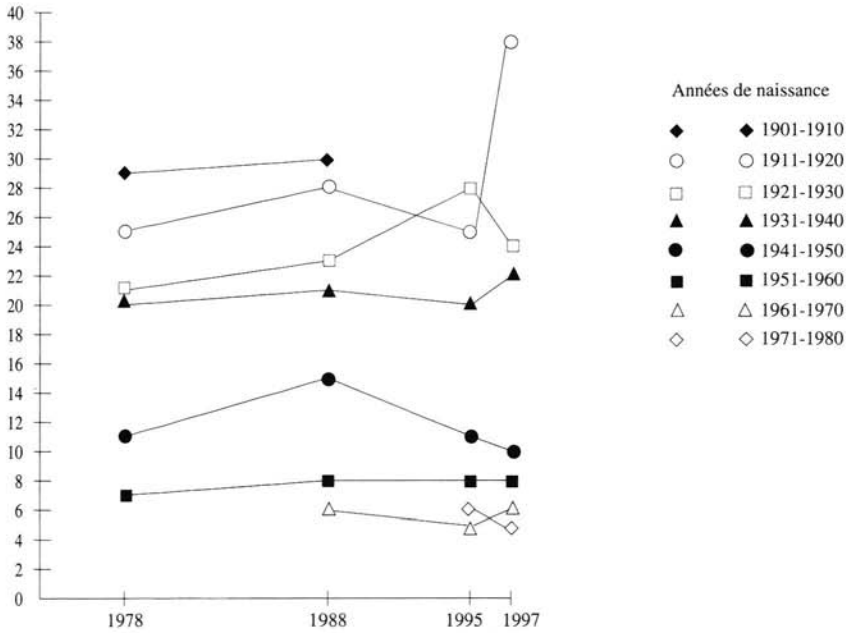
4. Ces résultats sont en revanche compatibles avec une conception minimaliste de l'effet de cycle de vie, celle qui considérerait qu'un changement, limité, de valeurs peut se produire lors du passage de la jeunesse à l'âge adulte. Ainsi la cohorte née en 1951-1960, âgée de 18-28 ans en 1978, n'adhère à cette date au principe d'effort et d'autorité que dans la proportion de 35 % mais se retrouve au niveau beaucoup plus élevé de 48 % dix ans plus tard. De même, la cohorte née en 1961-1970, âgée de 18-28 ans en 1988, voit son taux de réponses autoritaires monter de 34 % à 39 % entre 1988 et 1995. L'hypothèse d'un changement, limité, des valeurs lorsque l'on passe de la situation d'irresponsabilité de la jeunesse aux responsabilités de l'âge adulte est tout à fait plausible. Mais elle n'a rien à voir avec l'hypothèse d'une évolution continue des valeurs sous l'effet du vieillissement. Ce résultat peut paraître contraire à l'intuition immédiate. Il est pourtant d'une grande généralité. Dans les différents domaines de valeurs que nous avons eu l'occasion d'étudier, nous n'avons pas rencontré un seul cas où l'on pouvait observer une augmentation continue des valeurs autoritaires ou traditionnelles sous l'effet du vieillissement. On observe parfois en revanche le phénomène inverse, à savoir une évolution vers un plus grand libéralisme associé à l'avancement en âge. C'est le cas par exemple s'agissant du libéralisme dans le domaine des mœurs (vie en couple hors mariage, avortement, homosexualité, divorce) qui a considérablement progressé depuis trente ans. Non seulement le changement par renouvellement des générations a été d'une très grande ampleur, mais les nouvelles générations ont influencé les plus âgées et les ont fait venir sur des positions moins strictes (cf. DROUIN Vincent, *Enquêtes sur les générations et la politique*. Paris : l'Harmattan, 1995).

	1978	1988	1995	1997
Effort et discipline	63	60	52	51
Pratique religieuse mensuelle	18	16	13	13
Partisans de la peine de mort		64	56	50
Il y a trop d'immigrés en France (tout à fait d'accord)		37	42	32
Il y a trop d'immigrés en France (tout à fait ou plutôt d'accord)		69	75	60

Un autre indicateur du niveau d'adhésion aux valeurs traditionnelles peut être trouvé dans la fréquence de la pratique religieuse. Si cette dernière est loin d'exprimer à elle seule l'ensemble des sentiments religieux, on sait qu'elle est en revanche fortement associée à des orientations politiques et morales traditionnelles. Il y a quelques années, le thème du retour du religieux a connu une certaine vogue. Les grandes manifestations religieuses, comme la récente fête de la jeunesse à l'occasion de la visite du pape en France en août 1997, relancent périodiquement les spéculations sur ce sujet. En fait, si retour du religieux il y a, une chose est certaine : il ne se manifeste pas par un retour des fidèles dans les églises. La pratique religieuse évolue de la même manière que l'opinion à l'égard de « l'effort et de la discipline ». Elle décline régulièrement du fait que les anciennes générations, les plus pratiquantes, disparaissent petit à petit et sont remplacées par de nouvelles générations où le taux de pratique régulière, définie ici comme l'assistance à la messe au moins une fois par mois, dépasse à peine 5 %. La figure 2 montre ainsi une impressionnante stabilité de la pratique religieuse selon l'année de naissance, en contradiction avec l'idée souvent admise que l'on fréquente davantage les églises en vieillissant, pour assurer son salut.

Soulignons encore une fois que le déclin de la pratique est l'indicateur d'un déclin des formes traditionnelles de la religion, mais pas nécessairement celui d'un déclin global des croyances de type religieux. On peut penser que se produit actuellement non pas un déclin mais un changement du religieux. Il semble par exemple que le mouvement actuel ne soit pas caractérisé par une augmentation de la population refusant toute croyance au spirituel ou au surnaturel. Ainsi la proportion de personnes ne croyant à aucune forme de vie après la mort ne varie absolument pas selon l'âge. Elle reste extrêmement stable à un niveau d'environ 30 %, et ce résultat a pu être observé dans les deux enquêtes, 1988 et 1995, où la question a pu être posée. C'est au sein de la population ayant une forme ou une autre de croyance au surnaturel que l'on assiste à une remise en question ou à un abandon des normes et des croyances religieuses tradition-

Graphique 2. — Évolution du pourcentage de catholiques pratiquants réguliers (au moins une fois par mois), selon l'année de naissance



nelles, au profit de nouvelles croyances se situant soit dans le cadre d'un christianisme réinterprété, soit dans le cadre d'autres croyances comme le bouddhisme ou la réincarnation. En tout état de cause, ces changements religieux s'inscrivent pour l'essentiel dans une perspective de liberté de conscience et de recherche de l'épanouissement personnel⁵ et ne constituent en aucune manière un retour néoconservateur aux dogmes et aux interdits religieux traditionnels.

La lente montée de l'humanisme libéral

Jusqu'ici, les nouveaux résultats dont nous disposons confirment les conclusions de notre étude antérieure : l'adhésion au principe de liberté indi-

5. À l'exception du phénomène des sectes, mais celui-ci ne concerne pas même 1 % de la population.

viduelle, par opposition aux principes d'autorité ou de tradition, est en progrès constant en France (et plus largement en Europe) sur la base du changement des valeurs par renouvellement des générations. Mais on pouvait se demander si cette évolution libérale ne se réduisait pas à un rejet des normes et des contraintes traditionnelles par simple recherche du confort individuel, si elle ne se réduisait pas en somme à une sorte d'individualisme amoral. On aurait pu imaginer que la montée de cet « individualisme » aille de pair avec, par exemple, un plus grand souci de la sécurité individuelle ou une plus grande intolérance à l'égard des étrangers.

Ici encore les observations disponibles ne valident pas la thèse d'un renouveau conservateur. Les enquêtes du Cevipof réalisées en 1988, 1995 et 1997 permettent de suivre à travers le temps l'évolution des réponses à deux questions, l'une portant sur l'attitude à l'égard de la peine de mort, l'autre sur l'attitude à l'égard des immigrés. Notons que les réponses à ces deux questions sont très fortement corrélées entre elles. Une personne a six fois plus de chances d'être tout à fait d'accord qu'« il y a trop d'immigrés en France » si elle est favorable à la peine de mort que si elle y est hostile. Cette très forte relation entre ces deux opinions ne s'explique en aucun cas par le simple fait qu'un certain nombre de personnes vivraient dans des quartiers caractérisés à la fois par une forte présence immigrée et un taux de délinquance élevé. Elle se vérifie dans tous les milieux sociaux et dans tous les secteurs de l'opinion politique. Elle se situe dans la lignée de ce qu'ont confirmé toutes les études depuis les travaux fondateurs d'Adorno⁶ : la forte association entre la disposition à dévaloriser les membres de l'*outgroup* et la propension à prôner des sanctions radicales à l'égard de ceux qui ne respectent pas les normes sociales. La question portant sur la peine de mort et celle portant sur les immigrés semblent ainsi renvoyer à une seule et même dimension sous-jacente opposant, d'un côté, ceux qui considèrent que tout individu humain quel qu'il soit est doué d'une valeur et d'une dignité intrinsèques devant être respectées, et, de l'autre, ceux qui considèrent que les individus humains sont d'inégale valeur et que, par conséquent, ceux qui sont dépourvus de valeur peuvent faire l'objet des mesures les plus extrêmes.

Situons-nous, dans un premier temps, non pas comme précédemment au niveau de l'évolution des cohortes mais au niveau global de l'évolution de la population française dans son ensemble. Alors que l'opinion favorable à la peine de mort avait connu une augmentation sensible durant les années soixante-dix et quatre-vingt, il semble qu'elle connaisse actuellement un certain déclin. Elle est passée de 64 % en 1988 à 56 % en 1995, et 50 % en 1997.

6. ADORNO Theodor, FRENKEL-BRUNSWIK Else, LEVINSON Daniel, SANFORD Nevitt. *The Authoritarian Personality*. New York : Harper and Row, 1950.

En ce qui concerne l'évolution des attitudes xénophobes, la proportion de personnes se déclarant tout à fait d'accord avec la phrase « il y a trop d'immigrés en France » a connu d'abord une augmentation de 37 % en 1988 à 42 % en 1995, puis une chute marquée en retombant à 32 % en 1997, c'est-à-dire à un niveau inférieur à celui de 1988.⁷

Au niveau global de l'évolution de l'ensemble de la population, rien ne vient donc confirmer le diagnostic d'une montée de l'opinion favorable à la peine de mort ou de l'attitude hostile à l'égard des immigrés. Pour autant la prudence s'impose à l'égard de tels chiffres. En matière d'évolution des opinions, les variations conjoncturelles à court ou moyen terme sont parfois d'une telle amplitude qu'elles masquent aisément les effets de long terme. Si les évolutions que nous venons de mentionner ne viennent pas à l'appui de la thèse du néoconservatisme, elles ne suffisent cependant pas, à elles seules, à étayer l'hypothèse d'une tendance longue à la montée de l'humanisme libéral. Aussi bien est-ce de nouveau à la méthode de l'analyse par cohortes d'années de naissance qu'il faut avoir recours.

Les opinions relatives à la peine de mort et à l'immigration dépendent toutes deux très fortement du niveau d'instruction des personnes interrogées. Plus le niveau d'éducation s'élève, plus s'accroît la proportion de ceux qui s'opposent à la peine de mort et qui se montrent tolérants à l'égard des immigrés. Ce point est décisif pour l'analyse de l'évolution des opinions dans ce domaine puisque l'on sait que le niveau d'instruction de la population française a énormément augmenté depuis la Seconde Guerre mondiale et continue d'être en croissance rapide. Aussi bien les tableaux 2 et 3 examinent-ils l'évolution des cohortes en distinguant les bacheliers et les non bacheliers. Un phénomène essentiel apparaît alors : pour un même niveau d'éducation le fait d'appartenir à une cohorte récente ou ancienne n'a qu'une incidence minime sur les opinions à l'égard de la peine de mort et des immigrés. En particulier, parmi la partie de la population qui n'a pas obtenu le bac, on n'enregistre que de faibles différences d'opinion entre les plus jeunes et les plus âgés. Chez les détenteurs du bac, on observe des différences plus importantes : les générations d'avant-guerre tendent à être plus favorables à la peine de mort et plus réticentes à l'égard de la présence des immigrés. Mais ces différences semblent s'être atténuées au cours des dix dernières années. Et surtout, elles sont beaucoup moins importantes que les écarts qu'engendre le niveau d'instruction. Globalement, en 1997 les titulaires du bac ne sont que 14 % à être tout

7. Cette évolution caractérisée par une baisse de la xénophobie à partir de 1995, succédant à une période de hausse est attestée par d'autres observations. Les enquêtes du Cevipof enregistrent exactement la même évolution sur d'autres indicateurs de xénophobie. Les enquêtes de la Sofres pour le compte de la Commission consultative des droits de l'homme font apparaître la même évolution : dans la population française le sentiment d'être d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen sur les immigrés augmente jusqu'en 1995 pour décroître ensuite.

Tableau 2. — Évolution du pourcentage de partisans de la peine de mort, Selon l'année de naissance et le diplôme

Année de naissance	Non titulaires du bac			Titulaires du bac		
	1988	1995	1997	1988	1995	1997
1971-1977		60	50		34	32
1964-1970	58	69	63	36	37	39
1943-1963	71	66	63	37	33	27
1929-1942	74	70	62	52	34	29
1908-1928	76	71	59	58	53	36
Ensemble	72	68	61	42	35	31

Tableau 3. — Évolution du pourcentage de personnes tout à fait d'accord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France Selon l'année de naissance et le diplôme

Année de naissance	Non titulaires du bac			Titulaires du bac		
	1988	1995	1997	1988	1995	1997
1971-1977		46	32		11	12
1964-1970	40	49	40	13	16	12
1943-1963	42	53	40	14	18	13
1929-1942	46	60	47	35	35	22
1908-1928	45	51	42	34	52	33
Ensemble	43	53	41	19	20	14

à fait d'accord qu'il y a trop d'immigrés, contre 41 % chez les non titulaires. De même, les bacheliers ne sont que 31 % à se déclarer partisans du rétablissement de la peine de mort, contre 61 % chez les non bacheliers.

L'évolution à long terme des valeurs humanistes apparaît ainsi intimement liée à l'élévation du niveau scolaire de la population française. Si les nouvelles générations sont plus humanistes que les anciennes, ce n'est pas tant ou pas seulement en raison d'un progrès généralisé des normes de tolérance qui les toucherait plus facilement, c'est surtout qu'elles comportent des proportions de plus en plus élevées de personnes ayant un niveau scolaire au moins égal au baccalauréat. Peut-être les philosophes des lumières y verraient-ils un commencement de réalisation de leur rêve. Le développement et la diffusion du savoir bouleversent l'organisation des sociétés occidentales et tendent à instaurer les valeurs de l'humanisme universaliste en normes officielles. L'époque paraît maintenant bien lointaine où Victor Hugo, seul contre

tous, demandait à la Chambre des pairs l'abolition de la peine de mort. Aujourd'hui, après la longue crispation sécuritaire des années soixante-dix et quatre-vingt, l'opinion favorable à la peine de mort entame peut-être son déclin, ayant fini par céder devant la montée en puissance du discours des élites cultivées, lui-même relayé par la masse croissante de la population à haut niveau d'éducation. De même, alors que depuis près de vingt ans l'immigration s'est imposée comme un enjeu sociopolitique majeur, il est frappant de voir presque l'ensemble des bacheliers nés après la Seconde Guerre mondiale s'en tenir fermement à la norme antiraciste, et réussir même à empêcher la montée des valeurs xénophobes chez les membres des nouvelles générations ayant un faible niveau d'instruction.

Vote Front National et xénophobie

Sans doute l'idée que la montée du vote Front National traduirait nécessairement celle des valeurs hostiles à l'humanisme universaliste provient-elle de la forte adhésion à ces mêmes valeurs de la part de nombreux analystes. Comme si le fait de voter pour un parti qui transgresse aussi ouvertement les valeurs humanistes ne pouvait venir que d'électeurs s'étant décidés à s'affranchir de celles-ci et à passer eux-mêmes du côté de la transgression, à la manière d'un Darth Vader découvrant les charmes du « côté obscur de la force ». Mais ce serait pour le coup une analyse révélant un singulier optimisme sur la nature humaine, que de croire que les Français n'étaient pas racistes avant Le Pen et que, s'ils le deviennent, c'est uniquement en raison de difficultés économiques et sociales ou sous l'influence des propos de tel ou tel homme politique. La France ne vient pas d'un passé idyllique où tous les citoyens étaient d'ardents défenseurs des droits de l'homme. Que l'antiracisme se soit maintenant établi comme une norme absolue dans l'élite intellectuelle ne doit pas faire oublier le lourd héritage que notre pays doit continuer à gérer. La France vient d'un passé où l'antisémitisme et le racisme s'affichaient sans complexe — une partie de la gauche fut ouvertement antisémite jusqu'à l'affaire Dreyfus — et où il a fallu l'intervention de la loi pour réussir à les contenir dans certaines limites⁸.

En fait, le mécanisme de la croissance du vote Front National n'est pas celui de l'augmentation du nombre des électeurs xénophobes, mais celui de l'augmentation du nombre des électeurs Front National dans le groupe des

8. Dans un passé plus récent, chacun se souvient également des épithètes par lesquels une partie de la population française avait coutume de désigner les immigrants originaires d'Afrique du Nord. Pour évoquer concrètement ce passé, il est nécessaire de rappeler ici crûment quelques-uns des termes qui servaient alors à dévaloriser les membres de l'*outgroup* : bicots, bougnouls, crouilles, melons, ratons, etc.

électeurs plus ou moins xénophobes. Si les progrès du vote Front National ne traduisent pas un progrès de la xénophobie, il ne s'ensuit pas pour autant que le vote Front National n'ait rien à voir avec la xénophobie et soit par exemple la pure expression d'une protestation économicosociale. Il est au contraire d'autant plus élevé que l'on fait preuve d'un niveau d'adhésion élevé aux opinions xénophobes. Chez les tenants de la norme antiraciste, c'est-à-dire ceux qui se déclarent « plutôt ou pas du tout d'accord » avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France, le vote FN est à peu près inexistant, ne dépassant pas deux ou trois pour cent. Chez ceux qui se déclarent « plutôt d'accord », il se situe aux environs de 10 %. Et il atteint un niveau de 30 % chez ceux qui se déclarent « tout à fait d'accord » (tableau 4). La xénophobie favorise donc incontestablement le vote Front National. Mais pour autant, même un niveau très élevé de xénophobie n'entraîne pas automatiquement ce type de choix électoral. La proportion d'électeurs ne votant pas Front National est ainsi de 90 % chez les xénophobes modérés et de 70 % chez les xénophobes radicaux.

Tableau 4. — Vote Front National (pourcentage) selon l'attitude à l'égard des immigrés			
	Il y a trop d'immigrés en France		
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt ou pas du tout d'accord
1988	29	10	2
1995	28	9	2
1997	32	13	3

Et, de fait, l'analyse de l'évolution sociodémographique de l'électorat frontiste montre des variations qui relèvent d'une logique à la fois politique et sociale mais en aucune manière d'une logique de profonds changements des valeurs au sein de la population française. On sait que le vote Front National qui initialement était surtout le fait des catégories des travailleurs indépendants ou des salariés aisés a par la suite tendu à se prolétarianiser au point d'obtenir aujourd'hui ses meilleurs scores en milieu ouvrier. On sait également qu'il est en progression chez les jeunes. Les enquêtes Cevipof-Sofres de 1995 et 1997 montrent plus précisément que, par rapport à 1988, les plus grands progrès ont été enregistrés chez les jeunes de milieu populaire. Considérons la population des non bacheliers telle qu'elle apparaît au tableau 5. En 1988, la cohorte née en 1964-1970, qui était alors âgée de 18 à 25 ans, votait Front National dans la proportion de 18 %. Sept ans plus tard, à l'élection présidentielle de 1995, cette même cohorte alors âgée de 26 à 31 ans voyait son taux de vote Front National bondir à 31 %. À cette même élection, la nouvelle cohorte des 18-25 ans, née

Tableau 5. — **Évolution du pourcentage de vote Front National, selon l'année de naissance et le diplôme**

Année de naissance	Non titulaires du bac			Titulaires du bac		
	1988	1995	1997	1988	1995	1997
1971-1977		30	30		12	11
1964-1970	18	31	29	7	11	7
1943-1963	18	20	19	7	7	9
1929-1942	15	15	14	19	6	11
1908-1928	14	9	13	19	13	16
Ensemble	16	19	18	11	10	10

en 1971-1977, venait d'emblée se situer au niveau de 30 %. Et ces deux cohortes ont confirmé leur ancrage dans le vote Front National à ce niveau de 30 % aux élections législatives de 1997. Dans les cohortes plus anciennes, toujours dans la population des non bacheliers, le niveau du vote Front National tend en revanche à rester stable. Si la poussée du vote FN chez les jeunes non bacheliers résultait d'une augmentation de leur xénophobie, cela devrait se traduire, dans cette population, par une plus forte proportion de réponses « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés. Or c'est plutôt l'inverse qui est vrai. Ces deux cohortes demeurent en 1995 comme en 1997 à un niveau d'hostilité aux immigrés plutôt inférieur à celui des cohortes plus anciennes et, comme dans toutes les autres cohortes, on y observe un pourcentage de réponses xénophobes plus faible en 1997 qu'en 1995.

Cette poussée brutale du vote FN chez les jeunes sans-le-bac apparaît ainsi clairement non pas comme le résultat d'une poussée de fièvre néoconservatrice, mais comme le mode d'expression politique de leur protestation. Ne pas avoir le bac, lorsque l'on est jeune dans la société d'aujourd'hui, c'est bien souvent être exposé au chômage, aux emplois précaires, aux faibles salaires et à la dévalorisation de ceux qui n'ont pas réussi. C'est avoir le sentiment d'être rejeté par la société et de ne pas obtenir la place à laquelle on a droit. Aussi bien le groupe social des jeunes sans-le-bac manifeste-t-il les symptômes d'un malaise caractéristique. Alors que le taux de suicide était traditionnellement bas chez les jeunes, il s'y est élevé au même rythme que le chômage depuis la fin des trente glorieuses, tandis que baissait au contraire le taux de suicide des personnes âgées⁹. La petite délinquance et les incivilités

9. Cf. CHAUVEL Louis. « L'uniformisation du taux de suicide masculin selon l'âge », *Cahiers de l'observatoire sociologique du changement, Revue française de sociologie*, décembre 1997.

multiples, qui témoignent qu'on ne se sent pas partie prenante aux règles de la société globale, sont également l'apanage de ce groupe social. Sur le plan politique, il est le groupe qui se sent le moins lié par une identification à la

Tableau 6. — L'évolution du vote des moins de quarante ans non bacheliers

	1988	1995	1997
Gauche et écologistes	52	41	53
Droite modérée	30	33	19
Front National	18	26	27

droite ou à la gauche et qui bascule le plus aisément d'un camp à l'autre. Sa logique est celle du vote oppositionnel, celle d'un vote sanction à l'encontre de la majorité sortante qui n'a pas su résoudre les problèmes du pays. Cette logique apparaît clairement si l'on suit son comportement aux élections de 1988, 1995 et 1997 (tableau 6). À l'élection présidentielle de 1995 il a massivement déserté la gauche au profit de Jacques Chirac, alors qu'en 1997 il a de nouveau fortement voté à gauche contre la droite sortante. En 1995 comme en 1997 il a ainsi manifesté son comportement oppositionnel, votant Front National ou droite modérée en 1995 et Front National ou gauche en 1997.

On comprend bien qu'il soit plus aisé, dans la rhétorique politique, de dénoncer le recul des valeurs que d'articuler les différents facteurs explicatifs du vote FN, ou qu'il soit plus vendeur pour un organe de presse d'annoncer le retour de la tradition, du tribalisme ou du nationalisme, plutôt que d'annoncer la lente poursuite de la marche en avant des valeurs antiautoritaires, hédonistes et humanistes. Mais pour qui s'inquiète de la montée en puissance du Front National, il importe de ne pas se tromper d'ennemi. Les progrès du vote FN ne sont pas la simple conséquence d'une évolution idéologique¹⁰ et ne seront pas enrayerés par le simple rappel des principes de l'humanisme universaliste. Le rapprochement des positions des grands partis de la gauche et de la droite modérée sur nombre de sujets tend à faire du Front National le seul parti porteur d'une contestation radicale, et, en particulier dans les catégories populaires, tend à faire du discours lepéniste le remplaçant de l'ancien discours anticapitaliste. Le Front National reprend ainsi d'une certaine manière le rôle jadis dévolu au parti communiste. La lutte idéologique contre l'extrême-droite restera impuissante à bloquer la progression de ce parti si elle ne s'accompagne pas d'une action efficace sur les causes du mécontentement de ses électeurs, au premier rang desquelles figurent bien évidemment le chômage et l'ensemble des conséquences sociales qu'il induit.

10. Dans *Le symptôme Le Pen* (Paris : Fayard, 1997), Pascal Perrineau souligne la grande diversité sociale et idéologique des différentes fractions de l'électorat frontiste.

Biosphere 2 : *Terre promise ?*

Franck-Dominique Vivien ¹, Lionel Quesne ²

Alors que « Biosphere 1 » — la planète Terre — est menacée dans ses équilibres écologiques fondamentaux, « Biosphere 2 » entend — d'abord sous forme d'un récit, ensuite au travers d'une expérimentation menée aux États-Unis — simuler ce que pourrait être une société écologique idéale, autorégulée grâce aux progrès de la science et de la technologie.

Les auteurs analysent ici le récit et surtout l'expérience « Biosphere 2 » qu'ils présentent comme une utopie typique de notre époque marquée par la prise de conscience des risques qui pèsent sur « le vaisseau spatial terre » et la nécessité subséquente d'une nouvelle forme de gouvernabilité planétaire.

Ils montrent, en même temps, combien cette vision du « monde idéal » est marquée par l'influence d'une Amérique convaincue d'être investie de la haute mission de sauver l'humanité et de la conduire en « terre promise » (terrestre ou extra-terrestre).

Ce texte, élaboré à l'occasion du colloque international de Fontevraud (« Maîtrise du long terme et démocratie, quel environnement pour le XXI^e siècle? »), entend nous livrer une analyse, tout à la fois de la littérature utopique ayant trait à la gestion de l'écosystème et, au second degré, une étude de la dimension utopique dans la culture américaine.

H.J.

De l'avis de Jacques Theys ³, à l'heure où se posent les problèmes d'habitabilité de la planète, l'utopie est une des manières de faire de la prospective dans le domaine de l'environnement. *Biosphere 2* en est un parfait exemple. Comme

1. Université de Reims-Champagne-Ardenne, U.F.R. de Sciences économiques et de gestion.

2. UMR CNRS 6590 - Université du Maine, U.F.R. de géographie.

3. THEYS Jacques. « Prospective de l'environnement : la nature est-elle gouvernable ? ». *Espaces et sociétés*, 1994, p. 6, rééd. in *Problèmes économiques*, 2407, janvier 1995, pp. 1-7.

La petite histoire de l'objet *Biosphere 2*

C'est au cours d'une conférence qui s'est tenue en France en 1982 que les directeurs de l'Institute of Ecotechnics, Mark Nelson et John Allen, furent séduits par la présentation que fit l'architecte Phil Hawes de son projet de vaisseau spatial habité, qui présentait la particularité d'abriter à son bord des espaces cultivés et des espaces de « nature sauvage ». L'idée fit son chemin et, l'année suivante, les trois hommes décidèrent de construire *Biosphere 2*. Une entreprise privée, la Space Biosphere Venture, est créée à cet effet. En 1984, le site d'implantation à Oracle dans l'Arizona, près de Tucson, est retenu et les réunions de travail vont déjà bon train. Un test-module, non habité, est expérimenté en janvier 1987. Une seconde série de tests de cette structure, avec un biosphérien à son bord, débute en septembre 1988. L'enveloppe extérieure de *Biosphere 2* est achevée en mai 1990. Les 4 000 espèces animales et végétales qui ont été sélectionnées entre-temps par divers naturalistes vont pouvoir être installées pour constituer cinq répliques d'écosystèmes naturels : une forêt équatoriale, une savane, un océan, un désert et un marais. *Biosphere 2* se présente ainsi comme une structure géodésique de métal et de verre d'une superficie de 1,27 hectare, dont 80 % sont occupés par ces différents biomes ; 16 % par la « ferme » constituée de 18 parcelles cultivées de manière intensive ; les 4 % restants sont réservés à l'habitat humain et à la salle de contrôle de *Biosphere 2*. Ces différents éléments sont construits dans des styles différents. Pour ce faire, Margret Augustine et Phil Hawes, les deux architectes de *Biosphere 2*, se sont inspirés de voûtes babyloniennes, de pyramides égyptiennes, mais aussi des structures légères et des dômes développés par Buckminster Fuller

à partir des années 60. C'est à l'intérieur de cet espace clos que les biosphériens – quatre hommes et quatre femmes – vont vivre du 25 septembre 1991 au 25 septembre 1993.

Le coût de l'opération est estimé à 150 millions de dollars. Son financement est essentiellement assuré par le milliardaire texan Edward Bass et par le paiement de droits d'entrée des touristes – plusieurs centaines par jour – qui visitent le site de *Biosphere 2*. Celle-ci, comme l'écrit Jean Baudrillard¹, est une « attraction expérimentale ». La médiatisation apparaît donc comme une contrainte forte du projet ; ce qui, rappelle Lucien Sfez², a créé des frictions entre les concepteurs de *Biosphere 2* et la presse américaine. Celle-ci s'est d'abord montrée fort critique vis-à-vis des aspects mercantiles et publicitaires de l'opération. Elle n'a ensuite pas du tout apprécié que la règle de clôture ait été enfreinte à deux reprises : la première fois pour réaliser une petite opération chirurgicale sur le doigt d'une biosphérienne, la seconde pour remettre de l'oxygène. Ces échecs relatifs et les attaques dont *Biosphere 2* faisait l'objet ont obligé ses managers à composer davantage avec les universités et les scientifiques américains ; lesquels étaient intéressés par son aspect expérimental. On a vu ainsi l'écologue Eugene Odum³ défendre la portée scientifique du projet dans la revue *Science*. Un nouveau conseil scientifique a été nommé en 1994. Comme l'indique un article de Howard Odum⁴, les observations des écologues au sujet de l'évolution des espèces qui composent les biomes de *Biosphere 2* se poursuivent encore aujourd'hui. Un bilan des solutions techniques développées dans *Biosphere 2* pourrait être mené à terme dans le cadre d'un programme international de recherche sur l'éco-ingénierie.

1. BAUDRILLARD Jean. *L'illusion de la fin*. Paris : Galilée, 1992, p. 124.

2. SFEZ Lucien *La santé parfaite*. Paris : Éd. du Seuil, 1995, p. 219.

3. ODUM Eugene P. *Ecology and our Endangered Life-Support Systems*, Sunderland, Sinauer, 1993.

4. ODUM Howard T. « Scales of Ecological Engineering ». *Ecological Engineering*, 6 : 7-19, 1996.

toutes les utopies, celle-ci se présente d'abord sous la forme d'un projet, d'un « Grand récit » écrit par un narrateur tout puissant. Dans *Biosphere 2, the Human Experiment*, John Allen⁴ retrace la genèse, de sa conception à sa mise en service, d'un microcosme, d'un « support de vie » (*Life-Support System*) de l'espèce humaine et de la vie sur Terre. Construit à Space Ranch dans l'Arizona, Biosphere 2 est aussi un objet (voir encadré), un espace confiné où quatre hommes et quatre femmes ont vécu deux ans en presque totale autonomie. Le projet était censé faire avancer la connaissance dans trois directions : améliorer la compréhension des lois biophysiques et de la complexité organisationnelle de la planète, fournir un certain nombre d'enseignements pour la résolution des problèmes d'environnement, et constituer un prototype en vue de la colonisation de l'espace où s'épanouirait une nouvelle conception des rapports entre le social et l'environnement. À la fois technique, scientifique et politique, *Biosphere 2* est un « projet total ». S'agissant d'inventer le futur d'un monde nouveau, d'un homme nouveau et d'une civilisation nouvelle, on y retrouve les aspirations de toute utopie à fournir un modèle politique de gouvernabilité. Pour apprécier celui-ci, nous allons nous livrer à une sorte d'archéologie du projet *Biosphere 2* dans les différentes couches utopiques (voir encadré), en nous basant essentiellement sur la littérature produite par les biosphériens.

Biosphere 2 est une utopie américaine. Cette proposition contient en puissance une mise en abîme. L'utopie biosphérienne a été projetée sur une terre qui, dès le départ, a été pensée comme le lieu de réalisation de l'utopie. Cela ne signifie pas seulement qu'elle fut très tôt une terre d'asile pour les

Les marqueurs utopiques

On peut distinguer deux grands types historiques d'utopie : les utopies classiques, qui vont de Thomas More (1516) à la seconde moitié du XIX^e siècle, et les utopies scientifiques et techniques, caractéristiques de la période contemporaine. Par delà ce clivage chronologique, on y retrouve un certain nombre de points communs. L'utopie, quelle qu'elle soit, se présente sous la forme d'un « Grand récit », souvent celui d'un voyageur qui, par son témoignage, fiabilise la fable. Ce narrateur n'est autre que le double de l'écrivain, maître de la vérité et demiurge de l'univers qu'il décrit. Cette fable a pour objectif premier de proposer la meilleure forme de gouvernement. Pour y parvenir, il s'agit d'abord de rompre avec une société existante, jugée décadente, incapable de résoudre les contradictions qui la travaillent. Cela implique de s'en éloigner et de remonter à l'origine des temps, afin de recréer une nature et un monde parfaits. L'utopie est aussi une uchronie. Dès lors, il convient de se réfugier, de s'isoler à l'intérieur d'une clôture, d'une enceinte réservée à une communauté hygiéniste, où l'on a recours aux pouvoirs « magiques » de la technique.

4. ALLEN John. *Biosphere-2 : The Human Experiment*. London : Penguin Books, 1991.

communautés utopiques venues de la vieille Europe. En fait, l'Amérique tout entière, dans sa conception, est de fondation et de constitution utopique⁵. Née au XVIII^e siècle, elle est mue en particulier par certains des ressorts fondamentaux de l'utopie classique, lesquels reposent essentiellement sur une volonté de rupture : rupture avec un ancien monde, jugé corrompu, dégradé, que l'on abandonne pour fonder une société parfaite dans un monde qui n'aurait pas encore été marqué par la catastrophe originelle. L'utopie présuppose le départ et implique le retour aux origines, c'est-à-dire au temps d'avant le temps. En quittant l'ancien monde, le voyageur utopique se défait également de son historicité. L'acte fondateur des utopies classiques consiste en une rupture à la fois spatiale et temporelle.

Biosphere 2 est une utopie scientifique et technique. La science a toujours été une des composantes de l'utopie, la place qui lui est réservée s'est cependant affirmée avec le temps. Georges Jean⁶ rappelle que l'apparition des utopies classiques est étroitement liée aux grandes découvertes géographiques et scientifiques contemporaines. *La nouvelle Atlantide* (1627) de Francis Bacon se présente comme la première utopie fondée sur la science. La société idéale de Bensalem est dirigée par une élite très hiérarchisée de savants aidés de techniciens. La science et la technique, finalisées par une application à la vie sociale, y sont considérées de façon pragmatique : celles-ci fonctionnent à la manière d'un *Deus ex machina*, permettant qu'advienne d'un coup ce que les choses laissées à elles-mêmes mettraient sans doute, dans l'ordre du réel, des siècles à accomplir. « Comment ? demande Lucien Sfez⁷, ce n'est pas dit. La technique s'en charge. » Le pouvoir de la science et de la technique relève de la magie. Il est proprement surnaturel. Cela d'autant plus qu'il vient au secours de la nature pour la compléter, pour pallier ses erreurs, omissions et désordres. À partir du XIX^e siècle — siècle du scientisme, s'il en est — et tout particulièrement aux États-Unis, les choses vont aller plus loin encore. La floraison entre 1883 et 1933 de plus d'une centaine de textes — parmi lesquels on retiendra le célèbre *Looking Backward* d'Edward Bellamy (1888) — fait du *technological utopianism* une spécificité américaine. Ces *technological utopies* parlent d'une réalité présente et font miroiter une réalité à portée de main. Il n'y est plus question de technique magique ou rêvée, mais de technique

5. « Le 4 juillet 1776, écrit Jean Servier [*Histoire de l'utopie*. Paris : Gallimard, (Coll. Folio essais nouvelle édition), 1991], le Congrès américain vote la Déclaration d'Indépendance et d'Entente rédigée par Jefferson. La première partie est un rappel, le résumé de la doctrine des philosophes, une "Pierre d'Œuvre", quintessence de toutes les utopies ».

6. JEAN Georges. *Voyages en Utopie*. Paris : Gallimard, 1994.

7. SFEZ Lucien. *Op. cit.*, p. 112.

opératoire dont il s'agit de tirer toutes les conséquences pratiques. Poussant l'utopie classique jusqu'au bout de sa logique, le progrès technique n'y est plus seulement considéré comme un instrument du progrès social mais est identifié au progrès lui-même. Seule la technique peut avoir un effet réel sur l'ordre social considéré lui-même comme une vaste machine composée de nature et de technique. Les nouveaux mythes technologiques s'intègrent ainsi sans heurt à la structure fondamentale de l'utopie classique. Ils augmentent les possibilités d'intervention, mais n'en modifient pas l'objectif d'arrachement spatial et temporel.

Biosphere 2, l'Amérique et l'utopie classique

Bien des utopistes européens du XIX^e siècle ont choisi les États-Unis pour réaliser leur projet⁸. Ce fait traduit bien autre chose qu'une simple vocation d'hospitalité ; il indique un lien extrêmement étroit et même un rapport quasiment consubstantiel. La découverte de l'Amérique a grandement contribué à l'invention de l'utopie, du moins, initialement, à sa forme littéraire. Lorsqu'il trace les premières lignes d'un genre promis à un bel avenir d'édition, Thomas More se dote d'un double narratif, Raphaël Hythlodée, à qui il attribue la découverte de l'île d'Utopie faite dans le sillage d'Améric Vespuce. En effet, désireux de voir le monde, Raphaël se serait joint au grand navigateur « pour les trois derniers de ses quatre voyages dont on lit aujourd'hui la relation un peu partout », tient à préciser Thomas More⁹. À tout point de vue, le premier récit d'utopie apparaît comme corrélatif de la découverte du nouveau monde. Mais, par un effet de retour, l'Amérique s'est constituée en appliquant, à l'échelle du pays tout entier, le principe de rupture formulé par les utopies classiques. La culture américaine, où s'enracine *Biosphere 2*, est encore fortement marquée par les caractéristiques utopiques de son origine ainsi que par un certain nombre de mythes relatifs à la conquête pionnière qui en découlent.

8. En 1825, l'Anglais Robert Owen part avec huit cents personnes s'installer en Indiana, dans le village d'Harmony, abandonné par la secte protestante de Georges Rapp, qu'il rebaptisera New Harmony. L'expérience du village industriel, où ont été abolis la propriété privée, le mariage et la religion, ne durera pas deux ans, mais elle suscitera de nombreuses autres tentatives. Ainsi, par exemple, dès 1847, Étienne Cabet lance un appel pour que son Icarie voit le jour outre-Atlantique et, en 1854, Victor Considérant essaie d'établir une communauté fourériste à Dallas.

9. MORE Thomas. *L'utopie*. Traduction française, Paris : Garnier-Flammarion, 1987, p. 86. Édition originale 1516.

L'appareillage vers la terre promise

Les piliers utopiques de la culture américaine reposent en grande partie sur la figure d'un vaisseau dont l'équipage serait investi de la haute mission de sauver l'humanité en l'arrachant aux terres menacées. Étant donné l'importance de l'enjeu, il va sans dire que cet équipage formant une communauté ne peut être composé que des meilleurs pilotes. Car l'objectif visé passe précisément par un meilleur pilotage, c'est-à-dire, selon une métaphore fort ancienne, par la recherche de la forme la plus efficiente de gouvernabilité. La figure du vaisseau implique donc une dimension politique et la fixation d'un type de socialité qui doit, en premier lieu, s'appliquer aux membres mêmes de l'équipage.

L'arrachement spatial

Les utopies classiques se situent généralement dans une région mal définie ou plus précisément dans un espace indéterminé entre deux connus. *Le no man's land* est la figure archétypale de l'utopie classique. Comme le souligne Lucien Sfez¹⁰, cette localisation permet d'indiquer « un seuil, une porte qui d'un côté donne sur ce qui existe et de l'autre ouvre sur un espace inconnu ». L'île mais aussi le désert répondent parfaitement à cette exigence. En outre, l'étendue d'eau ou de terre inhabitée qui entoure le microcosme utopique le protège et l'isole du reste du monde. Elle crée une sorte de coupure. L'isolement et la protection vis-à-vis des contaminations extérieures de toutes sortes sont également assurés par la fermeture et la clôture de l'espace utopique, entouré de digues, de fossés, de remparts ou de rivages inabornables. Ainsi en va-t-il pour l'Amérique et pour *Biosphere 2*. L'Amérique fut investie par des émigrants qui ont dû franchir un océan pour y accéder. L'océan est ici le *no man's land* et la barrière nécessaires qui préservent de la tyrannie mais aussi, et plus traditionnellement, de la corruption de l'ancien monde. Aux yeux de ses fondateurs, l'Amérique apparaît comme un îlot et un refuge pour la vertu¹¹. Ces caractéristiques spatiales du récit utopique décrivent aussi parfaitement la position de *Biosphere 2* par rapport au reste du monde. On peut même considérer qu'elles ont été ici poussées à l'extrême. De fait, celui-ci a vu le jour au beau milieu du désert de l'Arizona. *Biosphere 2* est conçu comme un système clos, au plein sens du terme, dans la mesure où aucun échange, aucun flux matériel avec l'extérieur ne doit avoir lieu. Pas même

10. SFEZ Lucien. *Op. cit.* p. 108.

11. C'est ainsi, rappelle Élise Marienstras [*Les mythes fondateurs de la nation américaine*. Paris : François Maspero, 1976, p. 204] que Benjamin Franklin expliquait la pureté de mœurs du peuple américain, pureté que l'Angleterre décadente avait bafouée : « les mœurs des Américains (...) sont beaucoup plus pures, beaucoup moins corrompues que les mœurs des Anglais — différence à laquelle on (...) doit toujours s'attendre entre pays jeunes et vieux pays. »

l'air ne doit passer. Pour cela, le territoire de *Biosphere 2* a été placé sous une immense cloche de verre. *Biosphere 2* se situe donc au-delà de l'exigence de clôture. Ses concepteurs aspirent à l'étanchéité.

L'arrachement temporel

Mais Élise Marienstras¹² suggère que la rupture spatiale est en même temps une rupture temporelle. Elle constate en effet que, depuis les premiers puritains, l'océan a également été « le lieu où l'histoire se perdait, où les émigrants, traçant dans leurs chartes les traits de la société à venir, se construisaient une autre histoire et échappaient aux mesures du temps européen ». Plus précisément, la mer devient le lieu d'un temps mythique. Le plus souvent l'Atlantique est comparé à la mer Rouge et l'émigration des sectes anglaises est identifiée à la fuite des Hébreux. La comparaison était en effet utile à plus d'un égard : la mer Rouge, qui se referme après le passage des fugitifs, est une barrière définitive entre le peuple élu et ses oppresseurs ; mais aussi la traversée de la mer Rouge appartient à l'histoire providentielle. Il s'agit d'une histoire hors de la mesure du temps conventionnel, qui se situe dans le temps de l'accomplissement de la volonté divine. La référence aux temps bibliques marque donc une volonté d'échapper à l'histoire et aboutit à présenter la nation naissante comme une nouvelle Jérusalem. Comme le remarque toujours Élise Marienstras¹³, « il n'est guère d'ouvrage qui ne souligne alors le fait que l'Amérique est le lieu où Dieu a envoyé les puritains pour y construire la Cité sur la colline. » *God's given a second chance*. Comme après le déluge, Dieu donne une seconde chance pour que sa volonté d'harmonie soit faite et respectée sur la Terre. On ne s'étonnera donc pas que les navires s'arrachant des quais de la vieille Europe soient regardés comme autant d'arches de Noé. L'influence des sectes protestantes est déterminante dans cette manière de voir. Contrairement à l'Église qui s'en tient à l'espérance du salut, elles s'emploient à précipiter le Royaume de Dieu sur la Terre. Dès l'origine, les sectes ont été le moteur d'une certaine forme de passage à l'acte consistant à réaliser l'utopie. Et le micro-modèle des sectes s'est élargi à l'Amérique toute entière. L'un des traits essentiels de la civilisation américaine réside certainement dans cette exigence de concrétisation immédiate de toutes les perspectives de salut.

Le mythe de l'arche

En visitant Washington, Jean Baudrillard¹⁴ remarqua que l'« immense perspective qui va du Lincoln Memorial au Capitole est faite de musées qui

12. MARIENSTRAS Élise. *Op. cit.* p. 76.

13. *Ibid.*, p. 91.

14. BAUDRILLARD Jean. *Amérique*. Paris : Grasset et Fasquelle. 1986, p. 52. Réédition, Le livre de poche.

se succèdent les uns aux autres, résumant notre univers entier du paléolithique au spatial. » Et d'ajouter : « cela donne à l'ensemble un air de science-fiction, comme si on avait voulu rassembler ici tous les signes de l'aventure et de la culture terrestre pour le regard d'un extra-terrestre. » Comme pour Noé, il s'agit donc bien ici de tout quitter, mais aussi de tout emporter et de tout sauver pour recommencer ailleurs. Tout recommencer avec les apports de la civilisation mais sans ses perversions. Tout emporter pour le regard d'extra-terrestres qui, en l'occurrence, ne sont autres que les Américains eux-mêmes. En s'arrachant du vieux continent à bord de leurs vaisseaux, ne se sont-ils pas arrachés de la planète Europe, transformant ainsi l'Amérique en un satellite ? Enfin, sauver la planète-origine de la catastrophe est, dès le début, la mission du vaisseau-satellite. Élise Marienstras¹⁵ rappelle que Jonathan Mayhew, un des pères fondateurs, fixait déjà ce but à la nation à venir : « Et, lorsque nos libertés auront ainsi été établies, écrivait-il, qui sait si, dans des circonstances futures, lorsque les royaumes terrestres auront subi des changements et qu'ils se seront brutalement heurtés les uns contre les autres, si nous ou nos descendants n'auront pas l'honneur et la très grande joie de sauver la vie de nombreuses personnes et d'aider la Grande-Bretagne elle-même à échapper à la ruine. »

Les biosphériens n'envisagent pas leur entreprise différemment. Symboliquement, leurs bâtiments d'habitation se présentent comme un condensé de l'architecture mondiale ayant pris la forme d'arches inversées. Compte tenu de la tâche assignée à l'architecture utopique d'indiquer par la forme la fonction des bâtiments, il apparaît clairement que les concepteurs de *Biosphere 2* se sont également sentis investis de la mission de sauver du déluge à la fois la mémoire des œuvres humaines et un échantillon de la faune et de la flore terrestre. La référence à ce mythe judéo-chrétien reflète d'ailleurs parfaitement l'ultime intention poursuivie par John Allen et son équipe. De l'expérience menée dans le désert sont également attendues des informations précieuses en vue de la conception de stations martiennes au moins capables d'accueillir la vie après une catastrophe ou une crise écologique majeure sur la Terre et, dans le meilleur des cas, de servir de bases à l'essor d'une nouvelle civilisation. Comme toutes les utopies héritières de la tradition inaugurée par Francis Bacon, *Biosphere 2* contient donc une bonne part de science-fiction. Une part hautement revendiquée : l'espoir de fonder des colonies extra-terrestres s'inspire très explicitement d'Isaac Asimov¹⁶, auteur d'une série de romans intitulée le « cycle Fondation » comprenant en particulier un titre évocateur : *Terre et fondation*.

À l'image de la culture dont il est issu, le projet *Biosphere 2* nourrit l'ambition d'une re-création. En cela, il rejoint l'aspiration profonde des

15. MARIENSTRAS Élise. *Op. cit.*, p. 96.

16. ASIMOV Isaac. *Terre et fondation*. Traduction française, Paris : Éd. Denoël, 1987.

utopies classiques au retour à l'origine, qui ne peut être confondu avec l'état de nature marqué par l'imperfection. L'utopie a pour avenir le paradis perdu. La fondation, ou refondation, d'une origine qui borne l'horizon de l'utopie hésite donc entre deux directions apparemment opposées. Il s'agit soit de revenir aux temps d'avant le temps, soit d'accéder aux temps d'après le temps. Mais, dans l'un ou l'autre cas, le temps de l'origine se situe en dehors de l'histoire, comme suspendu dans un éternel présent où plus aucun changement ne peut advenir. Sans alternative, sans bifurcation dans son déroulement, l'utopie se dévoile donc comme potentiellement totalitaire. De plus, en s'échappant hors du temps historique, l'utopie se retranche également des sociétés historiques concrètes. Elle se met entre parenthèses et se tient soigneusement à l'écart du monde tel qu'il se présente dans sa réalité globale. Elle lui tourne le dos sans plus se soucier d'avoir une emprise sur lui, sans plus se soucier de le transformer ou de le modifier dans sa totalité. En somme, la réalisation de l'utopie signifie le salut pour une « communauté d'élus » et implique l'abandon du reste du monde. C'est cette logique que pourrait bien emprunter le projet *Biosphere 2*, s'il conduisait à abandonner la Terre à des dégradations écologiques jugées trop graves pour être réparées.

Communautés de pionniers

Si l'Amérique procède de l'utopie, c'est d'abord parce qu'elle s'instaure à partir d'une rupture radicale avec l'Europe. Cette rupture est l'équivalent d'une « scène primitive » que les Américains, une fois rendus de l'autre côté de l'Atlantique, n'ont eu de cesse de rejouer. La répétition de cette scène sur le continent américain engendra à son tour un mythe qui n'est pas non plus sans trouver d'écho à la fois dans l'utopie et dans le projet *Biosphere 2*. Il s'agit de tout abandonner pour tout recommencer ailleurs en sauvant cependant tout ; ce qui, en l'occurrence, signifie l'essentiel ou le meilleur. Cette définition vaut pour les œuvres et la création mais aussi pour les hommes qui représentent à la fois les sauvés et les agents du sauvetage, les pilotes de l'arche en quelque sorte.

Équipages d'élites

Après son installation sur les rivages de l'est, la société américaine s'engagea dans un mouvement d'expansion vers l'ouest. Des pionniers se lancèrent à la conquête de nouveaux territoires. Ce mouvement peut être interprété comme une quête toujours recommencée de nouvelles « niches écologiques » où réinstaller la vie mais aussi une civilisation sans cesse renouvelée. Il s'agit de trouver de nouvelles terres, de nouvelles ressources mais aussi de rompre avec des moules sociaux qui finissent toujours par s'instaurer et de toujours

réinventer l'homme, les idées et les institutions. Pour Turner, l'expansion vers l'ouest, en offrant des possibilités renouvelées de contact avec des sociétés primitives, permettait même à la civilisation de prendre un bain de jouvence régénérant. N'estimait-il pas en effet, comme le rappelle David Potter¹⁷, que « chez nous, la complexité de la vie européenne est brutalement transformée par la vie sauvage en une simplicité primitive. » Cela signifie d'abord, selon David Potter¹⁸, que le système de la division du travail prévalant dans les sociétés complexes disparaît et que l'individu se trouve contraint d'exercer simultanément diverses fonctions : « produire ce qu'il mange, instruire ses enfants, faire la police, être son propre directeur de conscience et son propre médecin, un homme enfin qui se suffit véritablement à lui-même. » Cette analyse est certainement juste mais incomplète. Elle s'arrête au stade de la robinsonnade. Isolés, ces hommes avaient besoin de coopérer et de s'entraider. Il serait donc plus juste de considérer que les pionniers formaient des communautés d'hommes complets, proches, dans leur définition, de la vision parfois utopique que Marx pouvait en avoir.

La banlieue résidentielle américaine, qui est apparue dès l'après-guerre en réaction contre le processus de dégradation à la fois physique, sociale et politique des villes-centres, doit aussi être comprise comme une tentative de retour à la communauté telle que le mythe de la frontière l'a définie. Les habitants de la banlieue sont souvent des nomades. D'où leur soif d'appartenance et leur volonté d'être ensemble et de s'associer. Mais cette sociabilité semble supposer l'homogénéité sociale. Car la banlieue agit comme un filtre, selon des critères ethniques et sociaux. « Ce sont essentiellement les classes moyennes blanches qui émigrent en banlieue, écrit Jean-François Médard¹⁹, alors que le prolétariat et le sous-prolétariat noir se concentrent dans les grands centres urbains. »²⁰ Cette ségrégation résidentielle n'est bien évidemment pas le fruit du hasard. « Les résidents les premiers arrivés dans la banlieue, explique Jean-François Médard²¹, peuvent par zonage, contrats résidentiels, développement industriel sélectif, imposition et d'autres procédés

17. POTTER David. *Les fils de l'abondance*. Traduction française, Paris : Seghers, 1966, p. 209, (Édition originale, 1954).

18. *Ibid.*, p. 205.

19. MÉDARD Jean-François. *Communautés locales et organisations communautaires aux États-Unis*. Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques. N° 172, Paris : Armand Colin, 1969, p. 49.

20. Si l'on en croit Joe Darden, ces études récentes établissent même assez précisément que cette ségrégation spatiale est encore plus nettement ethnique que sociale et qu'elle frappe plus durement les Noirs que les autres minorités « ethnico-raciales ». DARDEN Joe T. « Residential Segregation in Urban America. Present Trends and Future Implications ». In LANG Marvel (ed.) *Contemporary urban America*. Lanham : Maryland University Press of America, 1991, pp. 209-213.

21. MÉDARD Jean-François. *Op. cit.* p. 49.

informels de ségrégation, littéralement choisir leurs propres concitoyens. » Conformément au schéma général de l'utopie réalisée, les banlieues résidentielles sont donc composées de « communautés d'élites » qui se sont détournées des difficultés du reste de la société et qui ne veulent pas se laisser contaminer par elle.

Le fonctionnement de *Biosphere 2* obéit très précisément à ce schéma. Avant d'y pénétrer, ceux qui eurent la chance de tenter les premiers l'expérience eurent à subir une longue période d'épreuves. Ils ont tout d'abord été assujettis pendant quelques années à un entraînement quasi-militaire avant d'être soumis à une sélection extrêmement exigeante. Sur les douze candidats, huit seulement furent retenus en fonction de leurs aptitudes à la fois scientifiques mais aussi techniques, pratiques et physiques. Pour avoir l'heur d'être élu, il fallait démontrer sa capacité à être, par exemple, un botaniste émérite le matin, un cuisinier hors pair le midi, un plombier ou un informaticien confirmé l'après-midi et le soir un musicien averti pour l'agrément de ses compagnons. Quel homme ! Ou plutôt : quel homme ? Car il ne peut s'agir là que d'un surhomme. En tous cas, il est sûr que ces épreuves et cette sélection avaient pour but de veiller à ce que *Biosphere 2* n'accueille en son sein qu'une communauté d'élites, ce qui constitue une des caractéristiques majeures de l'utopie classique. Dans la cité idéale, les « tarés » n'ont pas leur place. Ils y sont totalement inenvisageables et inenvisagés : l'organisation de la cité utopique n'est conçue qu'en fonction d'une population épurée des « rebuts humains ». Elle la présuppose. D'ailleurs, bien des utopies, à l'instar de *Biosphere 2*, se livrent, dès l'entrée, à un tri, à une sélection des meilleurs éléments de l'espèce qui seuls seront autorisés à intégrer la communauté utopique. Lucien Sfez²² rappelle ainsi que déjà dans l'abbaye de Thélème, les habitants devaient être beaux et bien faits et que pour accéder à l'Icarie de Cabet, le voyageur Lord W. Carisdall subit trois mois d'épreuves dans une ville intermédiaire. La nouvelle civilisation et l'homme nouveau qu'appelle l'utopie ont pour corollaire une forme plus ou moins brutale de sélection. N'entre pas qui veut dans la micro-cité.

Micropolis

Les utopies classiques commencent souvent par une critique de la grande ville, devenue industrielle au XIX^e siècle. Sale et encombrée, celle-ci est alors considérée comme un milieu malsain, facteur de dégradations physiques et morales. Elle symbolise à la fois l'anarchie économique et le danger social. Elle est couramment présentée comme un corps malade exigeant des interventions orthopédiques et thérapeutiques radicales. La soigner, c'est en même

22. SFEZ Lucien. *Op. cit.* p. 110.

temps apporter à la société une nouvelle santé. Les utopistes lui prescrivent d'ailleurs le grand air, la lumière et l'eau qui doivent être également distribués. Cette thérapie passe d'abord par une réforme de l'espace urbain qui devra être largement ouvert, troué de vide et de verdure. Mais, pour que les cités ainsi créées ne retombent pas dans les travers précédents, il faut limiter leur croissance en leur assignant une taille démographique et une extension spatiale maximum. Robert Owen, par exemple, en arrive ainsi à proposer un modèle de petite communauté semi-rurale de cinq cents à trois mille habitants. La critique de la ville, point de départ des utopies classiques, débouche sur une redécouverte idéalisée du modèle villageois, communauté humaine limitée susceptible de lutter contre ce que Émile Durkheim appellera l'anomie.

De telles conceptions se retrouvent dans l'œuvre de Thomas A. Jefferson et dans le transcendantalisme de Ralph Waldo Emerson. Ces deux auteurs ont formalisé l'expérience de la frontière en la décrivant fondamentalement comme une renaissance perpétuelle de la société, plus qu'au contact de sociétés primitives, à celui d'une nature vierge et sauvage. Cet anti-urbanisme se prolongea au XX^e siècle par l'utopie naturaliste de Franck L. Wright qui proposa une solution à laquelle il a toujours gardé le nom de *City*, bien qu'elle élimine jusqu'à l'idée de ville. La nature y redevient un milieu continu, dans lequel toutes les fonctions urbaines sont dispersées et isolées sous forme d'unités réduites. Toutes ces cellules sont reliées entre elles par un abondant réseau de routes terrestres et aériennes. Franck L. Wright a donc imaginé un système acentrique qui, nous dit Françoise Choay²³, s'est exprimé, du moins partiellement, « dans les formes suburbaines ». La pensée de Lewis Mumford²⁴ participe également de cette tradition critique dénonçant les dangers de la mégapole moderne et proposant alternativement une limitation de la ville. Mumford aspire en effet lui aussi à un modèle de développement urbain où de moyennes et petites unités régionales et locales seraient coordonnées entre elles. Toutes ces conceptions de la ville sont finalement proches de celle de John Allen²⁵. Compte tenu de l'héritage également revendiqué, somme toute, cela n'est pas pour surprendre²⁶. Selon lui, la cité du futur, dont *Biosphere 2* fournit une sorte de prototype, devrait être une « micro-cité »,

23. CHOAY Françoise. *L'urbanisme, utopies et réalités*. Paris : Éditions du Seuil, 1965, p. 51.

24. MUMFORD Lewis. *La cité à travers l'histoire*. Traduction française. Paris : Éditions du Seuil, Paris, 1964. (Édition originale 1964).

25. ALLEN John. *Op. cit.* p. 95

26. Pour concevoir la micropolis, John Allen (*Op. cit.* p. 96) se réfère aux conceptions urbaines et architecturales de Jefferson : « Comme Jefferson le démontra avec l'organisation de sa plantation de Monticello, il était important qu'il y ait un contact étroit entre les systèmes naturels et agricoles qui permettent l'existence de l'individu. La vie à la campagne et la vie à la ville devaient se combiner pour éviter d'être aliéné par la nature ou le développement des idées, de l'art et du commerce des communautés humaines. »

conçue comme un nœud dans le réseau planétaire des communications et des informations. Elle serait ainsi connectée au « village global » mais aussi à la vie de la planète.

L'horizon démocratique des communautés pionnières

Mais, au moins dans l'esprit des auteurs, la critique de la mégapole ne débouche pas seulement sur des modifications formelles de l'urbanisme. Déjà les transcendentalistes et les naturalistes situaient le rejet de la grande ville dans une perspective politique. Pour Franck L. Wright, comme pour ses maîtres Jefferson et Emerson, il n'est en effet possible de s'arracher aux servitudes de la mégapole et de retrouver la nature que par la réalisation de la « démocratie ». Mais que l'on ne s'abuse pas sur le sens politique de ce terme. Il implique essentiellement la liberté pour chacun d'agir à sa guise. Selon Françoise Choay²⁷, « Démocratie » désigne, pour Franck L. Wright, « un individualisme intransigeant, lié à une dépolitisation de la société au profit de la technique. » Le fonctionnement démocratique des communautés suburbaines trouve sa source dans cette définition originelle de la démocratie américaine qui exclut d'emblée le politique.

Les banlieues américaines sont apparues à l'écart des villes-centres, sur des terrains ne relevant d'aucune juridiction, ce qui permit à l'immense majorité d'entre elles de mener leurs propres affaires. Ce processus est celui de l'*incorporation*, être incorporé signifiant précisément obtenir de l'État une reconnaissance d'autonomie administrative et politique sur une portion de territoire jusqu'alors indéterminée. La pratique de l'incorporation reflète l'attachement des Américains à la tradition britannique du *self government*. L'héritage constitutionnel est d'autant plus vivace qu'il est entré, lui aussi, en résonance avec le mythe fondateur de la frontière. Il n'est certainement pas exagéré d'avancer que les Américains vivent encore aujourd'hui dans le souvenir de ces communautés pionnières à l'écart du monde civilisé où l'isolement et l'éloignement par rapport au pouvoir central impliquaient la participation de la majorité des habitants aux décisions publiques. « Profondément ancrée au cœur des Américains est la nostalgie de la démocratie directe », nous dit Jean-François Médard²⁸, en précisant que son champ d'application est nécessairement le niveau local.

Par ailleurs, le processus d'incorporation des banlieues fut également renforcé par le mouvement en faveur de la réforme municipale né en réaction contre le caractère « sale » de la politique des centres urbains. Sale parce que corrompu, antidémocratique et dominé par les immigrants et les classes infé-

27. CHOAY Françoise. *Op. cit.* p. 47.

28. MÉDARD Jean-François. *Op. cit.* p. 1.

rieures. Mais la « moralisation » de la politique passa purement et simplement par une suppression du politique. Les réformateurs militèrent en faveur d'une action politique non fondée sur un débat partisan et prônèrent des méthodes de gestion municipale plus rationnelles. Il s'agissait de faire pénétrer l'esprit de la « gestion scientifique » dans la sphère de la ville, comme il avait déjà pénétré la sphère de l'entreprise. Deux méthodes ont été employées avec succès pour parvenir à ce résultat : les élections indépendantes des partis et la formule de gouvernement de type *council manager* consistant à attribuer le pouvoir législatif à une assemblée élue et le pouvoir exécutif à un expert en administration municipale nommé et responsable devant le conseil.

Les réformes ont effectivement « moralisé » la politique municipale. Mais l'ont-elles rendue plus démocratique pour autant ? La question se pose dans la mesure où le vide non partisan place le *manager* dans une position stratégique renforcée par une certaine forme d'inamovibilité²⁹ qui lui permet d'assumer le rôle de leader de la communauté. La bureaucratie et la technocratie prennent ainsi les décisions clefs par défaut en n'agissant que dans le cadre d'une rationalité « scientifico-économique », qui exclut toute autre forme de rationalité. Par ailleurs, si d'un certain point de vue la politique municipale est devenue plus efficace, étant donnée la compétence des *managers*, il faut noter que, dans le même temps, la dimension politique a été tellement restreinte que la compétence de ces cadres ne trouve quasiment plus à s'employer. L'horizon politique du *management* dans les banlieues incorporées s'est rétréci pratiquement à la seule question du zonage. Hormis celui-ci, les enjeux sont devenus tellement insignifiants qu'il ne serait pas exagéré de considérer que, dans cette démocratie, on ne parle plus de rien. Plus que d'une démocratie, il s'agit là d'une démocratie virtuelle, tournant à vide, sans débats, sans enjeux et sans évolutions possibles. Ce jeu politique contribue donc au maintien du *statu quo*. À l'intérieur de la banlieue d'abord, puisque la reproduction sociale à l'identique en constitue l'enjeu principal, pour ne pas dire unique. Au-delà des limites de la banlieue ensuite, car dans un tel système, que devient l'intérêt général de la métropole qui correspond à l'interdépendance de ses divers éléments constitutifs ?

Au bout du compte, c'est une conception totalitaire de la démocratie qui apparaît ici et, compte tenu de leurs ressemblances, l'exemple de la banlieue américaine peut légitimement nous mener à émettre quelques réserves sur la capacité démocratique d'une utopie telle que *Biosphere 2*. En effet, au

29. Jacques Arnaud (cité par KASPI A. *La civilisation américaine*, Paris : PUF, 1973, p. 331), qui a étudié la vie politique à Sacramento, l'a bien mis en évidence : « le manager est nommé pour une durée indéterminée à la majorité simple (5 voix contre 9) et il ne peut être révoqué qu'à la majorité des deux tiers (6 voix contre 9) ; de telle sorte qu'un *city manager* nommé, s'il sait s'assurer le soutien de 4 conseillers municipaux, ne peut être révoqué. »

mutisme démocratique des banlieues répond le silence politique et social du récit de John Allen. Classiquement, avons-nous dit, l'utopie aspire à fournir un modèle de gouvernabilité qu'elle décrit méticuleusement dans ces moindres détails organisationnels. Or, aucun sociologue, aucun psychologue n'a été autorisé à observer *Biosphere 2*. Cette opacité est d'autant plus paradoxale que l'habitat des biosphériens se présente comme une maison de verre et, traditionnellement dans l'utopie, la transparence rend visible et lisible le social. De prime abord, cela pourrait indiquer une échappée hors de l'utopie, *Biosphere 2* tenant à préserver l'intimité de ses occupants et à ne pas préjuger de leur mode d'organisation. Mais, compte tenu de la similitude avec la banlieue, il paraît tout aussi plausible d'avancer que s'il n'en est pas question, c'est peut-être justement parce qu'ici non plus le social, réduit au technique, n'importe pas. Dans ce cas, *Biosphere 2* signifierait donc bien l'effacement du politique et *a fortiori* de la démocratie.

Biosphere 2, l'Amérique, *la science et la technique*

En utopie, la science et la technique ne modifient pas les buts à atteindre : il s'agit toujours d'y bâtir une cité idéale et d'y donner naissance à un homme nouveau. Le progrès technique et scientifique change simplement la donne des moyens à disposition des bâtisseurs de nouveaux mondes. Ceux-ci peuvent même désormais rêver de voyages extra-terrestres. Creuset utopique, l'Amérique occupe aussi de ce point de vue une place particulière. Il est vrai qu'en analysant la frontière comme « la limite de l'inutilisé », on peut dire, avec David Potter³⁰, que la science et la technique ont joué aux États-Unis le rôle de frontière en révélant sans cesse de nouvelles ressources, « tout aussi précieuses que le sol vierge à l'ouest de la frontière ». Certes, le temps n'est plus au développement économique incontrôlé, mais le mythe continue de fonctionner. Cynthia Ghora-Gobin³¹ rappelle que les écologistes américains qualifient « l'environnement, ou plus précisément la prise en compte de l'environnement dans la croissance économique, comme la frontière de la fin du XX^e siècle. »

30. POTTER David. *Op. cit.* p. 213.

31. GHORA-GOBIN Cynthia. *Les États-Unis, espace, environnement, société, ville*. Paris : Nathan, 1993, p. 55.

Nouvelle frontière qui permet d'atteindre ces nouvelles frontières, cette technique — bien nommée — est dite « spatiale ». Héritière directe en même temps que développement futur de cette dernière, nouvelle figure de l'arche, *Biosphere 2* est un prototype de vaisseau spatial.

L'écologie du vaisseau spatial

Dotée de millions de chevaux-vapeur, pouvant atteindre des dizaines de milliers de kilomètres par heure, la fusée interplanétaire a permis de faire un bond fantastique dans l'échelle de la puissance. Avec celle-ci, l'Amérique dispose de la technologie de l'arrachement qui va lui permettre de parachever sa visée utopique. Les photographies de la Terre prises par la NASA en sont le premier signe tangible. On sait à quel point elles ont marqué les esprits, tout particulièrement ceux des environmentalistes qui, comme Kenneth Boulding³², n'ont eu de cesse de reprendre l'image du « vaisseau spatial Terre » proposée par Buckminster Fuller. Or, comme le souligne Roland Barthes³³, la métaphore du navire — figure utopique majeure, parfait modèle de cité idéale — est d'abord un lieu d'habitat avant d'être un moyen de transport. Le vaisseau est d'abord chiffre de clôture avant d'être symbole de départ. Ainsi, pour beaucoup, la découverte des images d'une Terre se détachant des immensités stellaires conduit à l'obligation de protéger celle-ci. Vue de cette altitude, « La Terre est petite », écrit Bertrand de Jouvenel³⁴, un des auteurs les plus attentifs à ce changement de perspective, chez qui on trouve en germe une pensée des limites qui ne cessera de s'affirmer au cours des vingt années à venir ; le rapport du Club de Rome constituant un point d'orgue en la matière. Dans cette optique, la conquête spatiale oblige à développer une philosophie de l'attachement.

D'autres, au contraire, préfèrent mettre l'accent sur la rupture irrémédiable provoquée par les vols spatiaux. Ces images de la Terre vue de l'espace représentent un intense moment de prise de conscience, une sorte de « stade du miroir » planétaire, pour reprendre l'image psychanalytique utilisée par Guy Bénéty³⁵, une étape de maturation de l'humanité parce que de distan-

32. BOULDING Kenneth. « The Economics of the Coming Spaceship Earth ». In JARRETT H. (éd.) *Environmental Quality in a Growing Economy*. Baltimore : John Hopkins Press, 1966, pp. 3-14.

33. BARTHES Roland. « Nautilus et bateau ivre ». In *Mythologies*. Paris : Éditions du Seuil, 1957, coll. Points, pp. 81-82.

34. JOUVENEL Bertrand (de). « La Terre est petite ». In *Arcadie, essais sur le mieux vivre*. Paris : SEDEIS, 1968, pp. 66-77.

35. BÉNEY Guy. « Gaïa : de l'hypothèse au mythe ». *Futuribles*, n° 144, juin 1990, pp. 43-57.

ciation vis-à-vis de la Terre-mère. L'humanité ne doit pas craindre de répondre à cet appel de l'espace, à cette quête d'une nouvelle frontière, à cette promesse de nouveaux mondes à coloniser. Il faut qu'elle poursuive et développe une philosophie de l'arrachement en continuant à s'appuyer sur la technique. N'oublions pas que l'image du vaisseau est le symbole de la foi dans le progrès scientifique. Le frontispice du *Novum Organum* (1620) de Francis Bacon s'orne ainsi de deux navires qui voguent vers le large après avoir franchi les colonnes d'Hercule.

On retrouve cette ambivalence dans les propos des biosphériens : l'attachement y est perceptible, l'arrachement y est annoncé³⁶. Comprendre le fonctionnement de la vie sur la planète Terre — « *Biosphere I* » dans le langage d'Allen et de ses compagnons — doit servir en fin de compte à la colonisation de l'espace. Ce passage de l'un à l'autre se lit dans leurs références scientifiques. Au-delà des figures de Vladimir Vernadsky et George Hutchinson³⁷, ce sont avant tout les recherches des frères Odum³⁸ sur les écosystèmes qui, comme l'explique John Allen³⁹, sont à la base du travail effectué dans le cadre de *Biosphere 2*. S'il y a bien une filiation entre la notion de biosphère et la notion d'écosystème, il y a en même temps une rupture. Tranchant avec l'attachement à la vie terrestre chère au naturaliste qu'était Vernadsky qui transparaît dans son idée de biosphère, la théorie des écosystèmes, telle que la conçoivent les frères Odum, a plus à voir avec une philosophie de l'arrachement : la notion d'écosystème est devenue peu à peu une notion non spatialisée, conforme à une vision mécaniste et fonctionnaliste de la nature. Cette notion d'écosystème comme simple « support de vie » peut alors s'appliquer à des systèmes

36. ALLEN John (*Op. cit.* p. 2) écrit : « Grâce à l'avènement de l'ère de la conquête spatiale, les images de la Terre vue de l'espace ont permis à beaucoup de gens de comprendre immédiatement, et instinctivement, qu'il n'y avait qu'une seule Terre et que celle-ci était petite et précieuse. La perspective de voyage vers d'autres mondes commença à nous faire prendre conscience que la biosphère de la Terre était unique dans notre système solaire et que nous ne pourrions quitter pour longtemps cette planète sans un support de vie similaire. »

37. En tant que père de la science de la biosphère, Vladimir Vernadsky (VERNADSKY Vladimir I. *La biosphère*. Paris : Félix Alcan, 1929) — dont le portrait s'étale sur une pleine page de *Biosphere 2, the Human Experiment* — est considéré par John Allen (*Op. cit.* p. 5) comme l'un des principaux théoriciens pionniers du projet qu'il dirige. C'est, ajoute-t-il, par l'intermédiaire d'un article de George Hutchinson (HUTCHINSON George E. « The Biosphere ». *Scientific American*, n° 223, 1970 (3) : 45-53), que les instigateurs du projet *Biosphere 2* découvrirent la perspective écologique globale ouverte par les travaux de Vernadsky.

38. Nous l'avons déjà signalé dans l'encadré n°1, les frères Odum sont désormais largement impliqués dans le projet *Biosphere 2*. On notera que quelques lignes lui sont consacrées dans le dernier manuel d'écologie d'Eugene Odum (*Ecology and our Endangered Life-Support Systems*. *Op. cit.* p. 13). Comme en témoigne un article de Howard Odum (« Scales of Ecological Engineering », *Op. cit.*), les deux frères ont mené une série d'expériences dans le cadre de *Biosphere 2*.

39. ALLEN John. *Op. cit.* p. 3.

naturels ou artificiels. Howard Odum⁴⁰ rapproche ainsi le problème de la capacité de charge des systèmes écologiques de celui auquel est confronté le concepteur de capsules spatiales, à savoir la détermination de l'aire minimum susceptible de fournir un travail suffisant pour nourrir la population du système considéré. Même son de cloche chez son frère aîné qui déclare qu'un vaisseau spatial construit pour un long périple sidéral est un bon exemple d'écosystème. On notera aussi qu'un chapitre entier du *Fundamental of Ecology* d'Eugene Odum⁴¹ est consacré à l'écologie spatiale. Après avoir critiqué les conceptions de la NASA en la matière — ce qui fait écho avec certains propos de John Allen⁴² —, Dennis Cooke⁴³ y écrit : « Construire un support de vie en miniaturisant la biosphère et en déterminant l'écosystème minimum pour un être humain est un objectif aussi important pour la qualité de la vie des hommes sur Terre que pour l'exploration réussie d'autres planètes. » Ainsi, même si on n'en trouve pas trace (et pour cause, la décision de sa construction ne sera prise qu'en 1983), le projet *Biosphere 2* y est clairement annoncé.

La nouvelle Terre promise

Voici venu le moment de rejouer la « scène primitive », voici l'heure de l'arrachement recommencé. La performance technique et scientifique qu'est *Biosphere 2* permet au vieux rêve utopique américain de se refaire une jeunesse et de se perpétuer. Refaire le monde, c'est-à-dire d'abord quitter l'ancien. À nouveau, et comme toujours, il faut élever la clôture, faire le tri, garder le contrôle et parer à la manœuvre. Et vogue le navire !

La clôture expérimentale

Nous avons vu que l'utopie se définit par une bordure extérieure hermétiquement close. Par ses exigences de contrôle de l'expérimentation scientifique, la science redouble l'utopie classique une fois encore. L'utilisation de « mondes clos » et autres « écosphères » a toujours fait partie des procédures et méthodes expérimentales de la science écologique (voir encadré sur les marqueurs utopiques). De ce point de vue, rappellent Curtis Daehler et

40. ODUM Howard T. *Environment, Power, and Society*. New-York : Wiley-Interscience, 1971, p. 125.

41. ODUM Eugene P. *Fundamentals of Ecology*. Philadelphia : W.B. Saunders Company, 1953 (3^e édition 1971).

42. ALLEN John. *Op. cit.* p. 33

43. COOKE Dennis G. « Ecology of Space Travel ». In ODUM Eugene P. *Fundamentals of Ecology*. *Op. cit.* pp. 498-509.

Les microcosmes de l'écologie

L'écologie est une science qui s'est construite à partir de l'observation et de la définition de « systèmes ». Que cela soit au travers d'expériences de laboratoire, d'études de terrain ou de certains modèles de la nature — lac ou île —, nombreux sont les exemples de « microcosmes » que l'on y rencontre. Les expériences de Georges Gause menées dans les années 30 sont de ceux-là. En étudiant la dynamique d'une population de protozoaires ou la compétition de plusieurs espèces de paramecies vivant à l'intérieur d'infusoires, celui-ci s'efforce de tester les équations de Lotka-Volterra sur la dynamique des populations (les premiers modèles « proies-prédateurs ») et étudie la notion de niche écologique. Ces expériences représentent ainsi les premières études de la structure des biocénoses, ces ensembles d'espèces associées développant un réseau d'interdépendances dans un biotope particulier.

Elles préparent la réflexion sur la notion d'écosystème proposée à cette même époque par Arthur Tansley¹. Celle-ci deviendra opératoire avec la parution d'un article de Lindeman² étudiant un « petit monde » lacustre. L'écosystème apparaît comme un système clos matériellement, et traversé par un flux d'énergie solaire ; une vision que populariseront les travaux des frères Odum³. À partir des années 60, comme le note Jean-Marc Drouin⁴, l'île va remplacer le lac en tant que modèle heuristique de microcosme dans les programmes de recherche des écologues. Il faut y voir l'influence des travaux de McArthur et Wilson⁵ sur les stratégies biodémographiques et la dynamique populationnelle insulaire où ils montrent que les mécanismes de la sélection naturelle poussent les espèces à adopter différents modes de reproduction et d'allocation d'énergie.

1. TANSLEY Arthur. « The Use and Abuse of Vegetational Concepts and Terms ». *Ecology*, 16, 1935, pp. 284-307.

2. LINDEMAN R. « The Trophic-Dynamic Aspect of Ecology ». *Ecology*, 23, 1942, pp. 399-418.

3. ODUM Eugene P. *Fundamentals of Ecology*, *Op. cit.*

4. DROUIN Jean-Marc. *Réinventer la nature. L'écologie et son histoire*. Paris : Desclée de Brouwer, 1991.

5. McARTHUR R. WILSON E.O. *The Theory of Island Biogeography*. New-York : Princeton University Press, 1967.

Donald Strong⁴⁴ dans un numéro d'*Ecology* consacré aux rôles des « microcosmes » dans la recherche en écologie, *Biosphere 2* — qualifiée par H.T. Odum⁴⁵ de « mésocosme » — n'apparaît finalement que comme la tentative la plus poussée de mettre la nature en bouteille. Pour le dire autrement, en utilisant une autre image de monde clos proposée par John Allen⁴⁶, une figure qui, là encore, est aussi prégnante pour l'utopie que pour la science écologique (voir encadré sur les microcosmes de l'écologie), on peut aussi comparer *Biosphere 2* à un écosystème insulaire pour lequel le problème qui se pose n'est pas tant celui de l'immigration des espèces (celles-ci ne peuvent

44. DAEHLER Curtis C. STRONG Donald R. « Can you Bottle Nature ? The Roles of Microcosms in Ecological Research ». *Ecology*, 77, (3) 1996 : pp. 663-664.

45. ODUM Howard T. « Scales of Ecological Engineering ». *Op. cit.*

46. ALLEN John. *Op. cit.* p. 35.

L'hypothèse Gaïa

Fort discutée et controversée¹, l'hypothèse Gaïa, du nom de la déesse Terre chez les Grecs, a été formulée en 1972. Insistant eux-mêmes sur son statut d'hypothèse, James Lovelock et Lynn Margulis définissent d'abord Gaïa en référence à la cybernétique : c'est « la Terre vue comme un système physiologique unique, écrit Lovelock², une entité vivante au moins dans la mesure où, à l'instar des autres organismes vivants, sa chimie et sa température sont autorégulées en vue d'un état favorable à la vie. » Autre propriété, Gaïa est un système évolutif auto-organisateur qui a émergé suite à la coévolution des organismes terrestres et de leur environnement tout au long des milliards d'années d'existence de la vie sur Terre. Gaïa est, si l'on peut dire, la vie qui a su prendre en mains les conditions de son existence et de son propre développement. L'homme et sa technique — Lovelock (p. 153) n'hésite pas à parler de « fléau humain » — sont venus déranger ce bel ordonnancement. La surpopulation, l'agriculture, la déforestation, la pollution automobile, etc., pertur-

bent la résilience de l'écosystème global et portent atteinte à la santé de Gaïa. Pour y veiller, il convient, selon Lovelock, de créer une « médecine planétaire », emprunte de la sagesse du médecin généraliste et des talents de l'ingénieur. Lovelock semble cependant avoir de sérieux doutes sur les capacités des hommes à pouvoir gérer la planète. Tout au plus, peut-on espérer avoir une influence sur certaines régulations et certains comportements. En outre, la découverte de Gaïa permet à Lovelock de jeter aujourd'hui un regard neuf sur l'habitabilité de la planète rouge, pour laquelle il a élaboré un projet de « reverdissement ». Il s'agirait de recréer sur Mars des conditions de vie terrestres, de recréer Gaïa et de constituer une « seconde patrie ». Baptisé Arès, du nom du dieu grec de la guerre assimilé à Mars par les Romains, ce projet de colonisation de la planète Mars, projet dit d'*écopoïèse* (littéralement « construction d'une maison »), fait figure de dernier des âges de Gaïa. Voilà qui nous rapproche grandement du projet *Biosphere 2*.

1. Pour avoir un aperçu de ces controverses, nous renvoyons le lecteur aux articles de Guy Béney (*op. cit.*) et de Gérard BLANC (BLANC G. « Sur l'hypothèse Gaïa ». *Futuribles*, n° 154 mai 1991, pp. 29-30.) publiés par *Futuribles*.

2. LOVELOCK James. *Comment soigner une Terre malade ?*. Traduction française, Paris : Robert Laffont, 1992.

s'échapper de *Biosphere 2*) que de celui de leur propagation ou de leur extinction. Très explicitement, Eugene Odum⁴⁷ y voit la possibilité de tester l'hypothèse Gaïa formulée par James Lovelock et Lynn Margulis, à laquelle le livre de Allen est dédié (voir encadré).

Contrôler et manœuvrer avec la nature

L'exigence de clôture s'explique aussi par le fait que *Biosphere 2*, comme l'écologie de Lovelock et des frères Odum, prend place à l'intérieur du paradigme de la cybernétique (*Cybernetics* est le titre du chapitre 9 du livre de

47. ODUM Eugène P. « *Biosphere 2 : a New Kind of Science* ». *Science*, 260, 5110 1993, pp. 878-879.

John Allen. « La construction de *Biosphere 2*, écrit John Allen (p. 116), a été la construction d'un système de contrôle ». Cette structure de contrôle est double. Elle repose, d'une part, sur le savoir des biosphériens tous diplômés en écologie et la mise à contribution de leurs sens de l'observation et, d'autre part, sur une batterie de *sensors*, plus de 2 000 capteurs électroniques disposés dans tout *Biosphere 2*, destinés à mesurer et recueillir des données physico-chimiques et à constituer des banques de données informatiques. Comme les *technological utopies*, *Biosphere 2* repose sur une vaste assise technique à l'extrême pointe de son temps. La réalisation du projet dépend de la mise en œuvre de très hautes technologies électroniques, informatiques et biotechnologiques. À tous les niveaux, l'intelligence humaine et les contrôles cybernétiques doivent se compléter et s'allier pour la surveillance et la bonne marche de *Biosphere 2*. L'état de santé de l'écosystème — une théorie que l'on doit en partie aux travaux de Eugene Odum⁴⁸ — est apprécié par l'interconnexion du « système nerveux » de *Biosphere 2* — John Allen (p. 118) parle de *nerve system* pour parler du système de capteurs — et du système nerveux des biosphériens ; le tout étant connecté avec les autres centres de recherche de la planète qui s'intéressent à la science biosphérique.

On retrouve là une autre caractéristique de l'utopie classique, plus prégnante encore dans le *technological utopianism* américain, qui veut que l'alliance entre la nature et la technique permette la construction d'un monde parfait. Il s'agit là aussi, comme nous l'avons vu, d'un des aspects fondamentaux de la civilisation américaine. Selon les transcendentalistes, la nature sauvage et la civilisation doivent désormais se combiner et non plus s'exclure. Réactivant le rêve de Bacon, Ralph Waldo Emerson considère que les hommes — « les seigneurs de la vie », pour reprendre une de ses expressions rapportée par Donald Worster⁴⁹ — doivent recréer en même temps la nature et l'homme et les rendre conjointement plus parfaits qu'ils ne sont. Plus prosaïquement, comme le note Roderick Nash⁵⁰, cette philosophie permet une nouvelle fondation à la civilisation agrarienne américaine ; laquelle fait écho à l'utopie classique⁵¹ et se retrouve dans *Biosphere 2* puisque les biosphériens, qui doivent vivre en autosuffisance alimentaire, sont aussi des

48. ODUM Eugene P. *Écologie, un lien entre les sciences naturelles et les sciences humaines*. Traduction française, Montréal : Éd. HRW, 1976. (Édition originale 1975).

49. WORSTER Donald. *Les pionniers de l'écologie*. Traduction française, Paris : Éd. du Sang de la Terre, 1992. (Édition originale, 1975).

50. NASH Roderick. *Wilderness and the American Mind*. New Haven : Yale University Press, 1973, p. 94.

51. Le livre de More est une réhabilitation du travail manuel, à commencer par le plus essentiel, celui de la terre. « Les Utopiens, écrit Thomas More (*Op. cit.* p. 144), entretiennent admirablement leurs jardins (...) Vraiment, on concevrait difficilement, dans toute une cité, une occupation mieux faite pour donner à la fois du profit et de la joie aux citoyens. »

fermiers⁵². Cette redéfinition des rapports entre le vivant et la technique renvoie aussi, selon John Allen (p. 59), à une prédiction de Lewis Mumford ; un auteur qui, par ailleurs, a été une source d'inspiration des frères Odum. Fustigeant la philosophie mécaniste, celui-ci pensait, comme son maître Patrick Geddes, que l'évolution de la technique verrait l'avènement d'une ère biotechnique et d'une « idéologie organique ». « Au lieu de nous confiner dans un ressentiment qui détruit la vie, en hurlant notre mépris, écrivait ainsi Lewis Mumford⁵³, nous pouvons agir directement sur la nature de la machine elle-même et créer une autre race de ces créations, mieux adaptée à l'environnement et aux besoins de la vie. » C'est aussi dans cette perspective qu'il faut replacer les travaux des frères Odum. D'une part, la « nouvelle écologie » qu'ils développent se présente, selon les dires d'Eugene Odum⁵⁴, comme « *a new integrative discipline* », comme une science de « la totalité de l'homme et de son environnement » susceptible d'harmoniser les relations entre l'homme et la nature. D'autre part, Howard Odum⁵⁵ se fait le chantre d'une ingénierie écologique qui vise à créer une symbiose entre la technosphère et la biosphère. C'est aussi ce but que cherche à atteindre les concepteurs de *Biosphere 2*.

Selon eux, l'alliance entre la technosphère et les éléments de la biosphère contribue à l'émergence d'une enveloppe terrestre nouvelle, une « noosphère » — un terme inventé par Vernadsky et Teilhard de Chardin — désignant littéralement une nouvelle « sphère de l'esprit ». Celle-ci passe par l'avènement d'une société de communication en temps réel, par le développement d'un multimédiatique « village planétaire », par la complexification d'une sorte de « cerveau planétaire » que l'on retrouve chez Joël de Rosnay⁵⁶ notamment. Nous avons vu que les biosphériens sont constamment reliés avec l'extérieur par des écrans de télévisions, des téléphones, des ordinateurs, des fax, etc. Sous la plume de John Allen (p. 115), l'expression de noosphère désigne aussi cette nouvelle sorte d'intelligence écologique — une « noogénique », écrit Lucien Sfez⁵⁷ — qui naît de la complémentarité, de la

52. « La ferme, écrit John Allen (p. 76), consiste en un alignement de dix-huit parcelles jardinières dont la taille varie approximativement d'un peu moins de cinq cents pieds carrés à neuf cent cinquante pieds carrés. Pour nourrir convenablement huit personnes, mises à part les cultures pérennes et les arbres fruitiers, la biosphérienne Jane Poynter espère compter sur trois récoltes par an dans chaque parcelle. »

53. MUMFORD Lewis. *Technique et civilisation*. Traduction française, Paris : Éditions du Seuil, 1950 (Édition originale, 1934).

54. ODUM Eugene P. *Écologie, un lien entre les sciences naturelles et les sciences humaines*. *Op. cit.*

55. ODUM Howard. « Scales of Ecological Engineering ». *Op. cit.* p. 8.

56. ROSNAY Joël (de). *Le cerveau planétaire*. Paris : Olivier Orban, 1980.

57. SFEZ Lucien. *Op. cit.* p. 305.

symbiose entre technosphère et biosphère. C'est l'écologie — entendons, nous dit John Allen (p. 35), les « règles de la nature » — qui dicte sa loi dans *Biosphere 2* ; la technique se devant d'y respecter la vie avant tout. Ce que l'on pourrait appeler la première loi de la science biosphérique. Celle-ci fait écho à l'un des traits de *L'utopie* de More, dont les habitants, « craignant qu'ils y perdent peu à peu les qualités du cœur qui sont le propre de l'humanité », se refusent à tuer les veaux, les moutons et les bœufs. Cette première loi de la biosphérique, ainsi que le note John Allen (p. 124), peut aussi être rapprochée de la première loi de la robotique, telle que la définit Isaac Asimov⁵⁸ — on le sait, un auteur très lu par les biosphériques — dans son roman *Les Robots*, qui veut que ceux-ci ne fassent rien qui puisse nuire à l'homme. La recherche de la plus grande efficacité énergétique, qu'on peut rapprocher des conceptions écologiques normatives des frères Odum⁵⁹, ne vient qu'en seconde position dans les priorités que se fixe la science biosphérique. Une telle utilisation de la technique au service de la vie est qualifiée par John Allen (p. 71) de « révolutionnaire ». Pourtant, science des systèmes clos, science de la décision et du contrôle, science du management des systèmes humains et environnementaux, la « biosphérique » est, comme sa sœur odumienne, une ingénierie écologique. Et on aura reconnu en elle un avatar du modèle décisionnel technocratique, tel que le définit Jürgen Habermas⁶⁰, où, à grand renfort de « théorie des systèmes », le scientifique dicte directement ses choix au politique.

En avant, arche !

Qu'importe ! Si l'on en croit les propos du biosphérique Mark Nelson, rapportés par John Allen (p. 149), si la technique sert enfin à la préservation et au développement de la vie, et non plus à sa destruction, il faut parler d'une « rédemption ». Cette référence biblique est poussée plus loin encore quand John Allen (p. 35) et ses compagnons évoquent l'image de l'arche de Noé. Dans les faits, redisons-le, près de 4 000 espèces animales et végétales ont été sélectionnées pour constituer un certain nombre de « biomes », ces répliques de grands écosystèmes terrestres (forêt tropicale humide, savane, désert, marais et océan) qui occupent 80 % de la surface de *Biosphere 2*. Les biosphériques ont donc fait un tri entre des êtres vivants jugés désirables et

58. ASIMOV Isaac. *Les robots*. Traduction française, Paris : Éd. J'ai lu, 1950.

59. Considérant qu'un écosystème est un système auto-organisateur qui capte de l'énergie à son profit, les travaux d'Howard Odum visent à mesurer l'efficacité de ce processus d'optimisation au travers d'un certain nombre de calculs éco-énergétiques. Pour plus de détails, nous nous permettons de renvoyer à VIVIEN Franck-Dominique. *Économie et écologie*, Paris : Éd. La Découverte, 1994, p. 84.

60. HABERMAS Jürgen. *La technique et la science comme idéologie*. Traduction française, Paris : Gallimard, 1973 (Édition originale, 1968).

d'autres qui ne l'étaient pas. Comme dans l'utopie baconienne, ce monde « machiné » est débarrassé des déchets et des impuretés de la nature. La nature non polluée dans laquelle évoluent les biosphériens est supérieure à celle que connaissent les autres mortels. C'est leur santé assurée⁶¹. Mieux, on a même procédé là à ce que John Allen (p. 43) appelle une « écologie synthétique ». La « savane » de *Biosphere 2* a été créée à partir de la combinaison d'éléments provenant d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Australie. La savane de *Biosphere 2* est une « super-savane ». Il s'agit, en quelque sorte, de la savane des savanes, d'une savane que la nature ne peut elle-même réaliser. Ou plutôt d'une savane que la nature *ne peut plus* réaliser : d'une certaine façon, la savane de *Biosphere 2* est — si tant à penser qu'elle existait à cette époque — la savane de la Pangée, cette immense étendue de terre d'avant la dérive des continents. L'écologie synthétique permet la réalisation d'une nature de l'origine et en même temps du futur, d'une nature-artefact qui, parce que reconstruite, se révèle être une nature plus parfaite que la nature. L'écologie biosphérique aspire à la création d'une sur-nature.

Ce projet re-créateur ne s'arrête pas là. Il doit aussi être considéré plus globalement. Selon Dorion Sagan, qui prend au pied de la lettre la métaphore de James Lovelock⁶² — « La Terre est un être vivant » —, avec l'expérience menée à Space Ranch, c'est la biosphère elle-même, en tant que totalité vivante, qui est en train de se reproduire. À l'image de ces insectes butineurs qui assurent la reproduction de certaines espèces végétales, les hommes, grâce à leur technologie — mais celle-ci, précise Sagan⁶³, est de l'ordre du « naturel » —, permettent la reproduction de Gaïa. Joël de Rosnay⁶⁴ considère les hommes comme les neurones de la planète ; Dorion Sagan⁶⁵, lui, en fait les organes génitaux !... Mais, trêve de plaisanterie, il faut voir ce phénomène de re-création comme un fait évolutif inévitable. Que l'expérience de *Biosphere 2* réussisse ou non, il ne fait pas de doute pour Sagan que d'autres biosphères — entendons des systèmes écologiques globaux clos — vont être construites. Et Dorion Sagan d'imaginer une multitude d'écosystèmes globaux, renfermant chacun leur communauté humaine, essaimés sur Terre et

61. Lucien Sfez (*Op. cit.* p. 218) note perfidement « Résultat en deux ans : une grosse perte de poids (20 % environ) et un taux de cholestérol très bas. À la sortie, les biosphériens étaient exsangues (ce que les publicitaires du projet ont appelé « excellente santé », la « meilleure » qu'ils aient jamais connue). Nous en rencontrons trois qui, à l'heure de l'apéritif (16 h 30 aux États-Unis), dévoraient devant nous force sandwiches, avant d'aller dîner. »

62. LOVELOCK James. *La Terre est un être vivant*. Traduction française, Paris : Éd. du Rocher, 1986, rééd. Flammarion, 1990 (Édition originale, 1979).

63. SAGAN Dorion. *Biospheres - Metamorphosis of Planet Earth*. London : Arcana, 1990, p. 16.

64. ROSNAY Joël (de). *Op. cit.*

65. SAGAN Dorion. *Op. cit.*

dans l'espace. La biosphérique, on l'avait compris, ouvre une nouvelle période dans l'ère de la conquête de l'espace. Née, d'une certaine manière, de la conquête spatiale, la boucle est ainsi bouclée pour l'écologie contemporaine. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Susceptible désormais de se reproduire globalement et de coloniser telle quelle les immensités sidérales, la vie, selon Sagan, accède enfin, et grâce aux hommes, à une véritable maturité. En retour, avec la construction de biosphères, activité quasi-divine, véritable œuvre de re-création, l'histoire des hommes touche à la destinée cosmique. Ainsi s'achève le « Grand récit » de *Biosphere 2* : arrivée à son terme, la coopération biosphérique des hommes et de la nature, qui a commencé il y a plusieurs milliers d'années⁶⁶, permet un nouveau saut dans l'évolution, une nouvelle étape dans l'histoire de la vie, dans l'histoire de la Terre, dans l'histoire de la vie sur Terre. Ensemble, ils triomphent de l'entropie et basculent dans l'éternité. Il s'agit donc bien, comme l'atteste le sous-titre du livre de Allen, de l'« ultime expérience humaine ».

Conclusion

Biosphere 2 se présente sous la forme d'un récit mettant en scène un monde clos, un microcosme séparé du reste du monde, une micro-cité prévue pour une communauté d'élites, humaine, animale, végétale et minérale. *Biosphere 2* se veut une oasis surnaturelle, une enclave eugénique, un îlot hygiénique, d'où l'on aurait expurgé les rebuts, les malfaçons, les déficiences, les êtres mal nés, inefficaces, jugés inadaptés. Grâce à la technique, cette sur-humanité et cette sur-nature doivent pouvoir accéder conjointement et simultanément à un nouveau stade de développement spirituel et à l'état de *grande santé* décrit par Lucien Sfez. Alors, la création biosphérique atteindrait la perfection du matin du monde. On vérifie ainsi que *Biosphere 2* possède tous les marqueurs de l'utopie, qui s'y déclinent doublement sous les traits de l'utopie classique et de l'utopie technologique ; la seconde n'étant qu'un avatar de la première. Conformément aux règles de l'utopie, *Biosphere 2* apparaît comme une réponse à une situation de crise — écologique en l'occurrence —, comme une philosophie de l'action et de la connaissance, comme un modèle décisionnel — technocratique en l'occurrence.

La raison réduite à sa dimension instrumentale qui règne sur le modèle technocratique compromet les possibilités de fonctionnement d'une véritable

66. « L'histoire de *Biosphere 2*, écrit John Allen (p. 1), commence il y a dix mille ans avec l'invention de l'agriculture, quand pour la première fois l'homme exploita des agrosystèmes et put utiliser le surplus énergétique ainsi dégagé pour la construction de cités et le développement de la technique. »

La mission Mars Pathfinder

Au terme d'un voyage de 7 mois et de quelques 500 millions de kilomètres, le vendredi 4 juillet 1997 — jour de l'Indépendance Day — la sonde américaine Pathfinder touchait le sol de Mars dans la vallée d'Ares. Les scientifiques du Jet Propulsion Laboratory de la NASA avaient installé à son bord le mini-robot Sojourner (dit Rocky), véhicule tout-terrain télécommandé, muni de six roues articulées, chargé d'explorer et d'analyser le sol de la planète rouge.

Les dernières minutes du périple furent vécues « en direct » par des millions de téléspectateurs et d'« internautes » grâce à des images de synthèse. La NASA, qui ne néglige jamais les retombées médiatiques de ses missions, avait ouvert plus de 200 sites sur « le réseau des réseaux » approvisionnés en images directement fournis par la sonde Pathfinder dès son « atterrissage ».

Les résultats de cette mission, la première depuis les sondes Vikings, 21 ans auparavant, semblent avoir dépassés toutes les espérances de la NASA. Le robot dont la durée de vie était estimée à 7 jours fonctionnait encore au bout d'un mois et sa moisson d'informations se révélait aussi riche qu'inédite. Elle tendait en particulier à montrer la présence passée d'eau en abondance, ce qui autorisait l'hypothèse d'un vie au moins fossile sur Mars.

Ce succès à la fois technique, scientifique et médiatique permet aux dirigeants de la NASA de relancer le rêve, un temps

caressé par le président Bush en 1989 avant d'être abandonné, de vols habités, voire d'une occupation durable de la planète Mars. Dans l'avenir, une équipe de robots pourrait préparer le venue de l'homme en construisant tout ou partie d'une base habitable. Ce rêve a déjà pris la forme d'un avant-programme : l'ingénieur américain Robert Zubrin a développé un projet, Mars Direct, qui permettrait d'y envoyer, dès 2007, un équipage de quatre personnes. Ainsi, en quelques semaines, le petit robot Sojourner est devenu le meilleur avocat d'une colonisation de l'espace qui, depuis les dernières missions Apollo, n'avait quasiment plus suscité de mobilisation politique. Il est d'ailleurs à noter que, pendant cette phase, les responsables de la NASA ont suivi de près l'expérience *Biosphere 2*. Il est vrai qu'elle réalisait, avec des fonds privés, les recherches qu'ils ne pouvaient mener eux-mêmes à bien, faute de crédits publics. Lucien Sfez¹ rapporte même que l'agence spatiale américaine avait délégué sur place un de ses membres, instaurant ainsi une amorce de collaboration avec une équipe dont le directeur, John Allen, avait publié dès 1986, aux Synergetic Press, *Spaces Biospheres*. Dans le troisième chapitre de cet ouvrage, intitulé « L'établissement sur Mars », l'auteur décrit un projet de colonie martienne, constituée de quatre biosphères disposées autour d'un océan abrité par une cloche de verre.

1. SFEZ Lucien. *Op. cit.* p. 220.

démocratie. Mais, au stade de la réalisation, assure-t-elle au moins l'efficacité dont elle se disait championne au stade du projet ? Si certains objectifs que s'étaient fixés les biosphériens semblent avoir été atteints, de cuisants échecs ont été enregistrés. Au terme des deux années d'expérimentation, selon Howard Odum⁶⁷, un processus d'auto-organisation était en cours et un

67. ODUM Howard T. « Scales of Ecological Engineering ». *Op. cit.* p. 16.

état homéostatique était envisageable. Globalement, la diversité biologique était jugée normale et la dynamique des successions écologiques aurait pu permettre des rééquilibrages au niveau des échanges gazeux. Cependant, certaines espèces se sont révélées tantôt trop peu résistantes, tantôt étonnamment proliférantes et, dans ce cas, parfois de redoutables et encombrants concurrents pour les hommes, qui dès lors ont eu à souffrir de carences alimentaires⁶⁸. Par ailleurs, la sacro-sainte règle de clôture a été enfreinte, de l'oxygène ayant dû être réinjecté dans l'atmosphère de *Biosphere 2*. Pour autant, ces échecs techniques ne signifient pas l'arrêt de mort d'une logique qui semble promise à un bel avenir, si l'on en juge par la perspective du projet japonais de Biosphere J. (J. pour « Junior ») ou, plus proche de nous, par le développement de ces mondes déterritorialisés, de ces mondes « sous bulle » tels que les « cottages » familiaux des Center Parcs⁶⁹.

Cette tendance au développement de solutions environnementales « hors sol » préfigure probablement un mouvement d'arrachement plus radical : la solution à la crise écologique envisagée par les biosphériens passe par l'abandon de la Terre et l'établissement de colonies extra-terrestres, un projet qui a gagné récemment en crédit avec les premiers tours de roues de Sojourner sur la planète Mars (voir encadré). En déplaçant et en esquivant le problème de l'habitabilité future de la planète, *Biosphere 2* fait l'éloge de la fuite⁷⁰. Dès lors, une telle utopie est-elle qualifiée pour intervenir dans le débat sur la politique environnementale à mener ici et maintenant ?

68. Si l'on en croit Lucien Sfez (p. 218) : « Les cochons vietnamiens, sélectionnés pour leur énergie, se révélèrent agressifs, faute de nourriture, se jetèrent sur les poulets et les dévorèrent. L'équipage tua donc les porcs et les consomma. Quant aux poules, leur vie dans *Biosphere 2* ne leur inspira pas une grande fécondité : un œuf par mois pour chaque biosphérien, tel fut le triste lot. Le poisson lui-même ne put se développer comme prévu. »

69. Voir l'article de Pascale Krémer dans *Le Monde*, 22/23 décembre 1996.

70. Voir l'article de Nicole Morgan « Le grand exode terrestre » en page 76 de ce même numéro. NDLR.

Deux cents jours et 31,5 %, par Marie-Noëlle Auberger-Barré
Le billet de la secrétaire générale, par Marie Odile Paulet

LE X^e CONGRÈS STATUTAIRE

L'Ile-de-France et les cadres

Défendre, proposer, innover, par Marie Odile Paulet

Une croissance solidaire ?

La controverse de la performance

200 jours en l'an 2000

La motion des régions

Le Bureau national

La FIET active dans le monde entier

Renforcer l'Europe pour maîtriser la mondialisation,
par Michel Rousselot

Les invités internationaux

LES ATELIERS DU CHANGEMENT

NTI et évolutions dans les métiers de cadres, par Georges Leconte

Normes et brevets, par Jean-Pierre Acloque

Changements d'organisation et réduction du temps de travail,
par Guy Guyot

Nouveaux outils de gestion, par Jacques Cornilliat

Formation continue des cadres, par Guy Morvan et Josette Pasquier

ENTRER DANS L'ACTIVITÉ, GÉRER SON EMPLOI

Cadres : emplois et parcours professionnels

Les cadres, atout majeur dans l'action collective, par Nicole Notat

CADRES CFDT est la revue de l'UCC-CFDT (Union Confédérale des Ingénieurs et Cadres de la Confédération Française Démocratique du Travail).
47, avenue Simon Bolivar, 75950 Paris Cedex 19. Téléphone 01 42 02 44 43.
Télécopie 01 42 02 48 58. E-mail : auberger @ ucc-cfdt.fr
L'abonnement annuel (5 numéros): 300 Francs.

Relecture de Thucydide

« Ouvrons notre Thucydide. On dirait que ce merveilleux auteur s'est particulièrement proposé de mettre en lumière le rôle de la conjecture dans la décision. »

Bertrand de Jouvenel. *L'art de la Conjecture*, p. 162

À propos de :

STRASSLER Robert B. (dir.). *The Landmark Thucydides. A Comprehensive Guide to the Peloponnesian War*. New York et Londres : Free Press, 1996, 711 pages.

DOYLE Michael W. *Ways of War and Peace*. New York et Londres : Norton, 1997, 557 pages.

La sortie d'une remarquable édition américaine de *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide assortie de commentaires et d'annotations très didactiques me semble une bonne occasion de convoquer le grand historien grec à la barre des « Futurs d'antan » pour examiner ce qu'il a à nous dire.

En rédigeant cette œuvre Thucydide a voulu décrire et faire comprendre le conflit prolongé qui opposa entre – 431 et – 404 deux coalitions, la Ligue de Délos sous le *leadership* d'Athènes et la Ligue du Péloponnèse sous celui de Sparte, et s'acheva par la défaite complète d'Athènes. L'auteur a personnellement pris part à la guerre en tant que général, et le fait de n'avoir pu défendre la ville

d'Amphipolis contre le Spartiate Brasidas lui valut d'être exilé à titre de sanction pendant plusieurs années ce qui, affirme-t-il, lui permit de se renseigner auprès des deux parties pour ses recherches. On ignore les raisons pour lesquelles il ne put mener à terme son récit, qui s'arrête abruptement en – 411, et ne couvre donc que vingt des vingt-sept années que dura la guerre, ce qui n'empêche pas l'auteur de faire à maintes reprises référence à la défaite finale de son camp.

Le paradoxe de Thucydide ou la naissance d'un paradigme

Vers la fin du livre qu'il vient de faire paraître sur « les voies de la guerre et de la paix », le politologue de Princeton Michael Doyle nous rappelle que beaucoup de cours de relations internationales débutent par *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide en traitant cette œuvre comme durablement actuelle malgré les 2 500 ans qui nous séparent d'elle, « alors qu'aucun de mes collègues chargés d'enseigner la vie politique au Moyen

Orient ou la politique comparée ne commence son cours avec l'histoire de l'Empire perse d'Hérodote comme moyen de comprendre l'Iran moderne ».

De fait les spécialistes des relations internationales soulignent à qui mieux mieux ce qu'il y a de paradoxal chez cet historien ex-général (ce qui est déjà un plutôt mauvais départ...) qui entreprend une tâche doublement condamnable dans une optique postmoderne — faire de l'histoire événementielle en prétendant en plus dégager l'« exacte vérité » à propos des dits événements — et qui malgré ces handicaps a réussi à jeter les fondements de l'une des trois grandes visions du monde¹ qui ont selon Doyle façonné la perception moderne de la vie politique internationale. Il s'agit du paradigme dit Réaliste, ultérieurement développé par Machiavel, Hobbes et Rousseau, et illustré à l'époque contemporaine par des figures aussi différentes que Hans Morgenthau, Raymond Aron et Henry Kissinger².

Le message central de l'école Réaliste en relations internationales tient en quelques propositions clés dont l'essentiel se trouve déjà chez Thucydide : la caractéristique majeure des rapports entre unités politiques est l'anarchie internationale, l'absence de toute autorité supra-étatique qui fait que chaque État ne peut compter

que sur lui-même, ce qui l'amène à devenir simultanément menacé et menaçant, ce qu'on appelle le « paradoxe de la sécurité » (je ne peux me sentir en sécurité qu'en prenant des mesures qu'autrui risque de juger menaçantes, et *vice versa*). Chez Thucydide, comme pour tous les tenants de l'école Réaliste, les acteurs essentiels de la vie internationale sont les États, et dans le cas présent les cités-États, dont l'auteur analyse les caractères originaux en des termes qui restent remarquablement actuels :

1) Ces acteurs étatiques s'insèrent dans des jeux à structure bipolaire où s'affrontent la Ligue athénienne à dominante navale (les trirèmes) et la Ligue lacédémonienne à dominante terrestre (les hoplites). Ces deux ligues rassemblent des membres structurellement très différents. Un discours prononcé par Périclès pour persuader les Athéniens d'entrer en guerre contre Sparte (1.141) nous en donne un aperçu révélateur lorsqu'il souligne que les Péloponnésiens sont essentiellement des ruraux plus doués pour le combat terrestre que pour les affrontements sur mer, et qui forment des populations hétérogènes où chaque cité a voix au chapitre, si bien que chacune compte sur les autres pour veiller à l'intérêt général³. Conclusion de l'orateur : Athènes a intérêt à éviter les grandes batailles terrestres

1. Les deux autres étant le Libéralisme (avec Locke, Kant, Adam Smith, Bentham) et le Socialisme (avec Marx et Lénine).

2. Sur ce dernier voir dans *Futuribles*, n° 221, juin 1997, l'article de Pierre Béhar, « Géopolitique : l'idéalisme américain ». À propos du livre de Henry Kissinger *Diplomatie* lui-même très marqué par le paradigme Réaliste.

3. « Comme ils ont tous voix délibérative au conseil et qu'ils appartiennent à des races différentes, ils poursuivront chacun leur avantage particulier. (...) Prenant leur temps pour se réunir, ils ne consacrent que de rares instants aux intérêts communs et sont le plus souvent occupés par leurs affaires particulières. Il ne vient à l'idée d'aucun que sa négligence puisse avoir des conséquences fâcheuses et chacun compte sur l'autre pour aviser à sa place. Ainsi, comme on tient partout le même raisonnement égoïste, les intérêts communs de la coalition pâtissent, sans qu'on s'en rende compte ». N'est-ce pas là la première formulation du dilemme de l'action collective ?

et à miser à fond sur sa maîtrise des mers. Il aura d'ailleurs beaucoup de mal à convaincre ses compatriotes de rester passifs pendant que l'ennemi ravage impunément les campagnes de l'Attique, et après sa mort, c'est une stratégie plus classique d'affrontement terrestre qui sera suivie, sous la forme d'une grande expédition en Sicile qui se terminera par un désastre.

N.B. Faut-il conclure des propos de Périclès que dans le camp pro-athénien on a davantage le sens du bien commun ? La lecture du célèbre dialogue entre délégués d'Athènes et de Mélos suggère une explication plus terre à terre : dans la Ligue de Délos c'est Athènes qui commandait et qui veillait *manu militari* à décourager les comportements de « passager clandestin » (*free riding*), constat d'autant plus piquant que comme on va le voir, la Ligue de Délos regroupait les cités grecques à gestion démocratique.

2) Dans l'univers décrit par Thucydide les acteurs politiques ne sont pas en effet politiquement similaires mais se partagent en deux catégories, les régimes de démocratie directe de type athénien (une démocratie réservée aux hommes adultes de naissance libre) et les régimes oligarchiques. Le déroulement des hostilités va être l'occasion pour les différents protagonistes de faire appel à Athènes pour les factions démocratiques, et à Sparte pour les factions oligarchiques, dans l'espoir de régler leurs comptes grâce à l'appui de l'« étranger ». On ne peut manquer d'être frappé ici par le souci d'objectivité de Thucydide, qui apparaît clairement dans le fait qu'il montre la même sévérité pour les violences des deux parties (voir livre

III, 82 à 85). On peut également admirer que vis-à-vis de Sparte, l'ennemi n° 1 du camp athénien, il se borne à en évoquer sobrement « l'incompatibilité entre les lois et usages en vigueur chez [elle] et ceux des autres cités » (I, 77) ainsi que « le secret qui recouvre à Sparte les affaires de l'État » (V, 68), sans laisser soupçonner ce que la société spartiate avait de très particulier : un régime oligarchique mais où les questions de guerre et de paix étaient décidées par tous les Spartiates en âge de porter les armes, une population vouée toute entière à la vie militaire et qui, n'exerçant aucune activité économique dépendait entièrement pour sa vie matérielle de l'exploitation des Hilotes, Grecs eux aussi mais ayant la malchance de descendre d'ethnies vaincues. Vingt fois moins nombreux qu'eux, les Spartiates vivaient constamment dans la crainte d'un soulèvement, et Thucydide parle de « leur politique gouvernée par la nécessité de prendre des précautions contre eux » (4.80)⁴

L'obsession de Thucydide : comment faire le bon choix ?

3) Le troisième et dernier élément de complexité ajouté à l'analyse des jeux d'acteurs, comme on dirait aujourd'hui, est constitué par l'intervention de la nature humaine dans le déroulement des processus qui composent le mouvement de l'histoire. Ce choix méthodologique pourrait faire craindre un esprit peu prospectif de la part de Thucydide, surtout lorsque ce dernier nous parle de ceux qui

4. L'une de ces « précautions », qui rappellera certainement quelques souvenirs aux amateurs de science fiction, s'appelait la « cryptie », sorte de chasse aux Hilotes, censément secrète (d'où cette appellation), qui était ouverte chaque année au profit des jeunes Spartiates.

Le dialogue de Mélos

Ce qu'on appelle souvent le « dialogue mélien » correspond en fait à un dialogue (le seul qui figure dans *La Guerre du Péloponnèse*) qui a eu lieu en - 416 entre les envoyés d'Athènes et l'appareil dirigeant de la petite île de Mélos dans les Cyclades (en grec moderne, Milo, célèbre pour sa Vénus). Les Méliens souhaitaient rester neutres dans le conflit entre Sparte et Athènes, mais celle-ci ne l'entendait pas de cette oreille. Ses envoyés vont chercher à faire entendre aux Méliens trois leçons :

1) D'abord, une préfiguration de la célèbre théorie des dominos : si nous cédon sur un point crucial pour nous, tout va peu à peu s'effiloche :

Les Méliens : « Alors vous n'accepteriez pas que nous restions en dehors du conflit et que nous mettions un terme aux hostilités pour devenir vos amis, sans pour cela nous allier ni aux uns ni aux autres ? »

Les Athéniens : « Non, car votre hostilité ne nous cause pas tellement de tort. Plus dangereuse serait votre amitié, que nos sujets interpréteraient comme un signe de faiblesse de notre part, alors que votre haine constitue à leurs yeux une preuve de notre puissance. »

Les Méliens : « C'est donc là l'idée que vos sujets se font de l'équité ? Ils ne font pas de distinction entre les cités qui n'ont aucun lien de parenté avec vous et les autres, qui sont pour la plupart des colonies d'Athènes et dont certaines ont été réduites à la suite d'une révolte ? »

Les Athéniens : « Du point de vue du droit, ils pensent sans doute que ni les uns ni les autres ne manquent d'arguments à faire valoir, mais que, si quelques-unes ont pu conserver leur indépendance, c'est à leur puissance qu'elles le doivent et que c'est la crainte qui nous empêche de les attaquer. Si bien qu'en vous soumettant, non seulement nous augmenterons le nombre de nos sujets, mais encore nous renforcerons notre sécurité. Il ne sera pas dit surtout que vous, un peuple insulaire, vous avez pu nous tenir tête à nous, les maîtres de la mer. » (V, 94-97)

2) Une mise en garde contre ce qu'on pourrait appeler les scénarios roses, et contre les pratiques divinatoire qui incitent à y croire :

Les Athéniens : « N'imitiez pas la façon d'agir du commun des mortels, qui, dans l'accablement où les plonge la perte de tout espoir fondé sur des réalités tangibles, ne songent pas à se sauver par les voies humaines encore ouvertes devant eux et recourent à des moyens surnaturels tels que prédictions, oracles et autres pratiques de ce genre, qui les mènent à leur perte en entretenant chez eux une espérance aveugle. » (...) « À en juger par la décision [de refus] que vous avez prise, il nous paraît que vous êtes bien le seul peuple à fonder son jugement sur ce qu'il attend de l'avenir plutôt que sur les données concrètes qu'il a sous les yeux. Des choses qui dépendent d'un futur indistinct, vous les voyez comme si elles étaient déjà en train de se faire et cela simplement parce que vous le voulez ainsi. » (V, 103, 113)

3) Un rappel de quelques principes de la *Realpolitik* :

Les Athéniens : « Vous savez aussi bien que nous que, dans le monde des hommes, les arguments de droit n'ont de poids que dans la mesure où les adversaires en présence disposent de moyens de contrainte équivalents et que, si tel n'est pas le cas, les plus forts tirent tout le parti possible de leur puissance, tandis que les plus faibles n'ont qu'à s'incliner. » (V, 89) « Nous croyons, étant donné ce qu'on peut supposer des dieux et ce qu'on sait avec certitude des hommes, que les uns et les autres obéissent nécessairement à une loi de nature qui les pousse à dominer les autres chaque fois qu'ils sont les plus forts. » (V, 105) Les Méliens ne voulurent pas céder, mais après quelques succès initiaux, ils furent assiégés et à la suite d'une trahison, ils capitulèrent.

Les Athéniens « massacrèrent tous les hommes en âge de servir qui tombèrent entre leurs mains ; les femmes et les enfants furent vendus comme esclaves. Par la suite cinq cents colons d'Athènes furent envoyés à Mélos et s'établirent dans l'île. » (V, 116)

« voudront voir clair dans les événements du passé, comme dans ceux, *semblables ou similaires, que la nature humaine nous réserve dans l'avenir* » (I,22, souligné par B. C.).

Cette interprétation serait je crois erronée car il me semble que pour Thucydide, la référence à la nature humaine, loin de légitimer une vision statique de l'avenir, vise à laisser place au contraire, l'être humain étant ce qu'il est, à ce que l'avenir peut contenir d'*inattendu*. C'est ce que montre par exemple la fascinante étude de cas que constitue la tentative de rébellion de Mytilène contre Athènes. Face au « faucon » athénien Cléon partisan de la mise à mort de l'*ensemble* de la population de l'île pour faire un exemple, Diodote la « colombe » plaide pour un châtement limité à ceux qui se sont effectivement rebellés, en mettant en avant un argument qui paraît remarquablement moderne : la peine de mort, fait-il valoir, n'a jusqu'ici jamais été vraiment dissuasive, et il faut donc en admettre l'inefficacité, sauf à découvrir un moyen de terreur plus effrayant qu'elle. « Bref il faut être bien naïf pour ne pas voir qu'il est impossible de brider la nature humaine à l'aide des lois ou d'une menace quelconque » (III, 45). On ne peut s'empêcher de penser à tout ce qui a été écrit sur l'effet limité des bombardements dits stratégiques effectués soit sur l'Allemagne hitlérienne soit plus récemment sur le Nord-Vietnam.

Dans cet exemple l'inattendu guette ceux qui mettent leur espoir dans le maniement d'un certain instrument — la menace de la peine capitale — mais on a l'impres-

sion que chez Thucydide l'élément de surprise inhérent à toute chose à venir est omniprésent, qu'il s'agisse de décisions à plusieurs ou de choix individuels.

a) Dans les régimes démocratiques, et même dans les oligarchies, les décisions lourdes touchant la guerre et la paix (ou les renversements d'alliance) donnent lieu à débat public devant une foule. Aux yeux d'un Athénien comme Thucydide (d'adoption sinon de naissance puisqu'il était semble-t-il Thrace), cette marque de démocratie ne saurait être critiquée, et la célèbre oraison funèbre prononcée par Périclès en l'honneur des premiers morts du conflit est l'occasion de souligner, à propos des institutions politiques athéniennes dont il fait l'éloge, que « nous [les Athéniens] ne sommes pas de ceux qui pensent que les paroles nuisent à l'action. Nous estimons plutôt qu'il est dangereux de passer aux actes, avant que la discussion nous ait éclairés sur ce qu'il y a à faire » (II, 40, 2).

Mais Thucydide ne serait pas le père spirituel du paradigme Réaliste s'il ne soulignait pas à d'autres moments les éventuelles conséquences fâcheuses d'une pratique qu'il juge par ailleurs souhaitable. Les débats publics sont trop souvent l'occasion de laisser libre cours aux démagogues qui ont l'art d'exploiter la propension des hommes à s'abandonner « à des espoirs inconsidérés lorsqu'ils désirent quelque chose, mais trouvent des arguments péremptoires pour rejeter ce qui leur déplaît » (IV, 108, 4), bref à pratiquer le *wishful thinking* (pour user d'un anglicisme bien commode) en confondant conjecture et préférence⁵. Il ne faut pas

5. C'est le moment de rappeler ici la phrase que Bertrand de Jouvenel avait inscrite en exergue de la série des « Futuribles » des années 60 : « Le lecteur doit entendre que chaque essai représente les *vues* propres de l'auteur, et que ces vues se rapportant à ce qui lui paraît le plus probable ne sauraient être prises pour l'expression de ses *vœux* ».

s'étonner de voir Thucydide évoquer à deux reprises la commodité que représente, lorsqu'il faut négocier, le fait de discuter en petit comité plutôt que devant un large public (IV, 22 et V, 85), autrement dit de recourir à cette diplomatie secrète que détestent les adversaires du paradigme Réaliste, qu'ils soient libéraux à la Woodrow Wilson ou socialistes.

La perte du sens des réalités qui, aux yeux de Thucydide, guette en permanence les débats publics ne peut à son avis qu'être favorisée par le recours aux diverses formes de divination. *Ex ante* (avant de sauter le pas) la pluralité des oracles permet à chacun d'invoquer ceux qui les arrangent — un peu comme avec les sondages de nos jours. Comme le note l'helléniste Pierre Amandry, « les devins d'Alcibiade ne découvriraient que des signes favorables à l'expédition de Sicile, ceux de Nicias que des signes défavorables ». *Ex post* c'est à qui regrettera amèrement de les avoir écoutés, à l'instar des mêmes Athéniens qui une fois connue la fin désastreuse de cette expédition « s'en prirent aux diseurs d'oracles, aux devins, à tous ceux enfin dont les prophéties les avaient encouragés jadis dans leur espoir de conquérir la Sicile » (VIII, 1, 1). b) Lorsqu'on arrive à l'ultime niveau d'analyse, celui des décisions individuelles, on constate que chaque responsable politique ou militaire est confronté à la même difficulté de fond, à savoir que l'avenir n'est guère appréhendable en termes rationnels car « nous sommes, en ce qui concerne l'avenir, soumis pour une large part au hasard » (IV, 62, 4), en particulier sur le champ de bataille, car « le cours d'une guerre est imprévisible » (II, 11, 4). Aucun recours au monde de l'invisible — à la divination sous toutes ses formes — ne permet de contourner l'obstacle, et Thucydide ne lui reconnaît que le

mérite, assez restreint, d'avoir annoncé la durée exacte de la guerre du Péloponnèse : 27 ans ! (V, 26). Il rappelle en particulier combien le corps expéditionnaire athénien en Sicile a payé cher la confiance aveugle de son chef, Nicias, dans la valeur des signes prémonitoires : une éclipse de lune fut interprétée par les devins comme exigeant une attente de « trois fois neuf jours » avant de rembarquer, temporisation qui se révéla fatale (VII, 50). Bref la décision ne peut reposer uniquement sur la délibération collective dont on a vu plus haut la vulnérabilité à l'égard des démagogues et des emballlements collectifs, et elle n'est aidée par aucun mode de divination. Le décideur est livré à lui-même, tirillé entre deux constatations contradictoires : d'un côté, que « les coups du sort échappent au calcul de la raison » (I, 84, 3), mais de l'autre côté, que « bien rares sont les cas où il a suffi de désirer pour réussir (...), c'est à la prévoyance qu'on doit le plus souvent le succès » (VI, 13).

Comment surmonter cette contradiction ? Thucydide ne nous le dit pas, mais peut-être répond-il indirectement à cette question en faisant l'éloge des personnages qui ont su maîtriser l'art de pressentir l'inattendu. Des personnages peu nombreux d'ailleurs puisque je n'ai discerné dans l'ensemble de l'œuvre que trois exemples — tous Athéniens soit dit en passant — Périclès, héros positif par excellence, père de la stratégie axée sur l'arme navale que le camp athénien aura le grave tort d'abandonner, Alcibiade qui donna au roi de Perse l'excellent conseil de mener vis-à-vis des Grecs des deux bords une stratégie de « *balance of power* » consistant à laisser les deux Lignes se battre jusqu'à épuisement en empêchant l'une d'entre elles de l'emporter durablement (VIII, 46, 2), et enfin

Portrait de Thémistocle

« Grâce à sa perspicacité, qu'il ne devait à aucune formation préalable et à laquelle l'étude ne put rien ajouter, il était capable, devant une question urgente, de discerner avec une promptitude extrême la meilleure solution, capable aussi de former les conjectures les plus clairvoyantes au sujet de l'avenir le plus lointain. Quand il s'occupait d'une affaire, il savait aussi en exposer toutes les données, et, sur celles mêmes qui ne lui étaient pas familières, il ne laissait pas de porter des jugements valables. Placé devant une situation encore confuse, il excellait à en percevoir par avance les éléments favorables et les inconvénients. Bref, par la rapidité avec laquelle il se mettait au fait, il était sans égal pour improviser les mesures nécessaires »

THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, I, 138. Paris : Gallimard (Coll. La Pléiade), 1973 (Traduction Denis Roussel).

Thémistocle, le vainqueur de Salamine, auquel il reconnaît des qualités qui font de lui un prospectiviste avant la lettre (voir encadré).

Que des trois leaders identifiés par Thucydide comme les plus clairvoyants les deux derniers aient « coopéré » avec la Perse me semble parfaitement en accord avec

l'atmosphère assez désenchantée qui imprègne l'œuvre de Thucydide et que les suites immédiates de la guerre du Péloponnèse ne font qu'accentuer⁶ : Sparte ne triompha d'Athènes qu'avec l'aide financière et navale de la Perse, et cette victoire ne fut que de courte durée car Sparte devint désormais étroitement dépendante de l'appui perse. Tant de vaillance militaire, de subtilité diplomatique et de souffrances humaines⁷ de la part des deux liges helléniques pour le plus grand profit du roi...de Perse. Il est vrai qu'un peu plus d'un siècle plus tard les Hellènes prendront leur revanche sur les Perses, mais il leur faudra passer

pour cela par un certain Alexandre de Macédoine, et Athènes comme Sparte auront alors cessé de compter comme acteurs géopolitiques. Une fin elle aussi désenchantée qui constitue un parfait épilogue pour le chef d'œuvre de l'école Réaliste qu'a écrit Thucydide.

Bernard Cazes

6. Cf. l'Épilogue de l'édition américaine pp. 549 et suiv.

7. Voir le récit assez émouvant des dernières heures de l'expédition hellénique en Sicile au Livre VII, §§ 84 et suiv.

POPULATION • N°5 1997

L'Ined publie *Population*, une revue bimestrielle (52^e année).
Depuis 1989, un numéro annuel en anglais : *Population: An English Selection*
présente une sélection d'articles parus principalement dans *Population*.

- Catherine VILLENEUVE- — Vivre en couple chacun chez soi
GOKALP
- Brigitte BACCAÏNI, — Concurrence ou solidarité entre "jeunes" et "vieux" :
Léon GANI les attitudes des lycéens en France
- Gustavo DE SANTIS, — La reproduction des populations : une méthode de décom-
Massimo LIVI BACCI position et d'estimation
- Hiroshi KOJIMA, — La fécondité au Japon et en France
Jean-Louis RALLU
- Hervé LE BRAS — L'impossible descendance étrangère

La conjoncture démographique : l'Europe et les pays développés d'outre-mer
par Catherine de GUIBERT-LANTOINE et Alain MONNIER

Notes et documents

- Youssef COURBAGE — Démographie et élections en Irlande du Nord
- Hala Naufal RIZKALLAH, — La baisse de la fécondité au Liban
Ahmad Abdel MONEIM
- Lidia PROKOFIEVA, — Niveau de vie et structure de la famille en période de trans-
Lolita TERSKIKH formation sociale : la Russie des années 1990

Bibliographie - Informations

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'Ined

	France, Dom, Tom	Étranger	Par avion
.Le numéro de <i>Population</i>	85 F	100 F	
.Le numéro annuel en Anglais	180 F	195 F	
.Abonnement d'un an à <i>Population</i>	400 F	455 F	535 F
.Avec le numéro en anglais	580 F	650 F	730 F

*Veillez joindre à votre demande un chèque à l'ordre de l'agent comptable de l'Ined
ou un virement postal CCP Paris 9061-56H.*



INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

27 rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14, France Tél. : (33) 01 42 18 20 00, Fax : (33) 01 42 18 21 99

Actualités prospectives

Idées et faits porteurs d'avenir

Des indicateurs de richesse d'une autre espèce...

Le Fordham Graduate Center de Tarrytown (NY) publie chaque année un indice synthétique de la santé sociale (the Index of Social Health) qui rassemble toute une série d'indicateurs sur la santé sociale des États-Unis. Sont ainsi considérés le taux de suicide chez les jeunes, les accidents provoqués par l'alcoolisme, la pauvreté chez les enfants, les revenus moyens, etc.

Le premier rapport, publié en 1985, avait fait le bilan de plus d'une décennie pour conclure que la meilleure année avait été 1973 avec un indice de 77,5 (sur 100). Depuis, la santé sociale semble s'être singulièrement dégradée puisque l'indice est tombé à 37,5 en 1994. Le centre annonce une très légère remontée pour 1995 avec un indice de 40.

Le rapport de 1995 consacre une section spéciale à deux analyses long-terme sur les salaires et les assurances maladies. Le salaire moyen hebdomadaire a atteint son apogée en... 1973 et n'a cessé depuis de décliner (en dollars constant, il était de \$315 en 1973 et de \$256 en 1996). Quant au nombre d'Américains qui n'ont pas d'assurance-maladie, il a augmenté de 41 % en 10 ans (représentant aujourd'hui une population de 40,6 millions). Une autre tendance se dessine en filigrane : l'écart croissant entre le PNB et la santé sociale qui étaient autrefois à parité.

Les États-Unis, précise le rapport, sont le seul pays industrialisé où le progrès économique n'entraîne pas le progrès social. Sévères à l'égard de leur propre pays, les auteurs semblent avoir une perception bien naïve des évolutions en cours dans les autres pays développés.

Nicole Morgan

Une industrie lourde et peut-être stratégique : les jeux vidéo

L'industrie des jeux vidéo lancée par Atari en 1973, est devenue un champ de bataille où s'affrontent des colosses industriels. Sony défie Sega et Nintendo, en réalisant 15 milliards de francs de chiffre d'affaires dès son premier exercice. Intel et Microsoft, se jettent dans la mêlée pour la domination d'un marché en forte croissance dont le potentiel est estimé à 100 milliards de francs d'ici quelques années, toutes catégories, matériels et logiciels, confondus¹. Des concentrations s'annoncent.

1. Au salon *Electronic Entertainment Expo* (EE), qui s'est tenu en juin dernier à Atlanta, le chiffre d'affaires du jeu vidéo a été estimé à 32,4 milliards de francs pour cette année, dont 750 millions pour les jeux *on-line*, qui ne font pourtant que démarrer.

La technologie n'est pas en reste, puisque les consoles de jeu spécialisées intègrent des lecteurs de CD et des processeurs RISC à 32 ou 64 bits, reléguant la Super Nintendo de 1989 au rôle d'ancêtre. La concurrence tire les prix vers le millier de francs, dix fois moins qu'un ordinateur portable de puissance souvent inférieure. Face aux constructeurs de consoles, le couple « Wintel » (pour Windows/Microsofts et Intel) vise au contraire la clientèle des possesseurs d'ordinateurs professionnels multimédias, bien plus nombreuse aux États-Unis qu'en Europe : Intel a lancé un processeur doté de capacités de traitement graphique, le MMX, tandis que Microsoft assure que 95 % des logiciels de jeu tourneront sous Windows 95 dès la fin de cette année. Quant au CD, son règne pourrait s'achever si le DVD (Digital Versatile Disk, ou disque à tout faire) réussit son lancement². Les possibilités considérablement supérieures du DVD (8,5 milliards d'octets, soit l'équivalent de 13 CD) permettraient alors de nouvelles audaces.

Mais la confrontation change de visage, car la nouvelle tendance semble être le jeu à plusieurs joueurs dialoguant à travers le réseau³. À cet effet, les consoles devront, comme les PC, intégrer modem et logiciels de communication. Les nouveaux NC, ou « ordinateurs de réseau », dont Oracle s'est fait le champion, mais où Microsoft vient de prendre pied en rachetant WebTV Networks, pourraient venir brouiller les cartes. Les prix d'un ordina-

teur de réseau pourrait en effet tomber aux environs de 1 000 à 1 500 francs. Pour Oracle et Microsoft, il s'agit de s'emparer simultanément du marché des juniors avec les jeux, des familles avec un accès simplifié à Internet, et des entreprises avec des NC économiques organisées en réseau Intranet⁴ autour de serveurs contenant à la fois les documents et les logiciels. La convergence annoncée de longue date entre téléviseur et PC devient en effet une réalité, comme en témoignent les constructeurs qui équipent leurs téléviseurs d'un boîtier Internet, ou d'une carte interne⁵. En témoignent aussi les constructeurs d'ordinateurs personnels qui les dotent de fonctions qui en font à la fois une télévision, une radio FM, une chaîne hi-fi, un lecteur de CD et de DVD, un téléphone, un répondeur, un fax, un Minitel et un navigateur Internet. Cette convergence TV-PC ne peut que s'accélérer du fait que les téléviseurs vont devenir 100 % numériques, du moins aux États-Unis où une loi récente impose que toutes les stations émettrices

2. Selon Toshiba, la production mondiale de DVD devrait atteindre 120 millions d'unités en l'an 2000.

3. Segasoft ne vise rien moins que de faire participer *on-line* à son jeu *Puissance 6*, des milliers de joueurs simultanément, voire un million !

4. À cet effet, Microsoft compte sur une évolution multi-utilisateurs de son logiciel Windows, en s'appuyant sur les développements de deux PME, l'une française (Prologue, avec son logiciel WinTimes), l'autre américaine (Citrix, avec WinFrames). Un serveur d'entreprise équipé d'un tel logiciel pourrait alimenter en logiciels et espace mémoire une vingtaine de terminaux « décharnés » travaillant sous Windows. L'économie attendue en matière d'investissement, d'entretien, de mise à jour logiciel, d'assistance technique, de formation, de communication d'entreprise et de gestion des bases de données, s'annonce considérable. Ces Intranets peuvent évidemment donner accès à Internet, si cela fait partie de la politique de l'entreprise.

5. Notamment le système WebTV adopté par Sony et Philips, la NetBox de NetGem en France, ou les développements en cours chez Alcatel et au CNET.

américaines passent au numérique et abandonnent la norme analogique NTSC avant 2006, ouvrant du même coup un marché de remplacement (émetteurs et 280 millions de téléviseurs) estimé à 150 milliards de dollars avant cette échéance, pour les seuls besoins domestiques.

À la bataille technologique sur le front du *hardware*, fait écho une course à la production de jeux toujours plus évolués et réalistes. Aux cartouches de jeux habituelles s'ajoutent maintenant les CD-Rom, dont le marché dépasse déjà les 13 milliards de dollars, en attendant le DVD. Les Américains et, à un degré moindre, les Japonais dominent le marché. En France, Infogrammes, qui vient d'absorber les activités d'édition et de distribution multimédias de Philips, vise le milliard de francs de chiffre d'affaires, suivi de UBISoft (250 millions), CRYO (70 millions) et Delphine (23,5 millions).

Toutefois, le réalisme des jeux ne suffit plus aux *aficionados*, qui veulent désormais pouvoir affronter des adversaires humains : le jeu doit être interactif et *on-line*. Internet apporte une réponse évidente, bouleversant la donne stratégique et attisant les appétits de gens du calibre de Microsoft ou MCI. Ainsi, Microsoft a ouvert, en mars dernier, une zone de jeux *gratuite* sur son site, et America-on line devait ouvrir le sien cet été, sous le nom de Cyber Park. Sega, voyant le danger, a créé Segasoft qui ne s'occupe que de jeux interactifs sur réseau. Plusieurs éditeurs concurrents vendent leurs produits avec une connexion Internet. Quoique près d'un million de joueurs utilisent déjà Internet aux États-Unis, la rentabilité à court terme est loin d'être assurée, mais les nouveaux venus sont prêts à de gros sacrifices financiers pour baliser le territoire et s'assurer un bon ancrage sur

ce nouveau marché de l'interactivité estimé à 10 milliards de francs en 2001. Ici encore, de multiples avancées sur le front d'Internet et des télécommunications à haut débit, qu'il serait trop long d'évoquer ici, ouvrent de nouveaux horizons. La production de jeux est une industrie lourde et à haut risque : il faut en moyenne dix-huit mois et plusieurs millions — ou dizaines de millions — de francs pour lancer un nouveau produit, alors que 5 % des jeux seulement rencontrent le succès et représentent 50 % des ventes. La durée de vie très réduite de ces produits (quelques mois, voire quelques semaines) accentue le risque : il faut vendre un million de copies pour récupérer les coûts de développement d'un jeu. Compte tenu de l'ampleur de la mise et de l'incertitude, seuls les grands éditeurs pourront se maintenir durablement. Des concentrations devraient donc se produire et un rapprochement avec les grands studios et les groupes multimédias est dans la logique des choses ⁶.

Le domaine de l'éducation intéresse vivement les studios d'animation et les éditeurs de CD (et CD-Rom, puis DVD), mais le système éducatif, conservateur et chroniquement impécunieux, saura-t-il se saisir de ces technologies pour rénover un enseignement qui ne répond plus aux besoins de notre époque ? On sait que le jeu occupe une place fondamentale dans la formation de l'esprit, de l'imagination, des sentiments et des comportements de l'enfant. Parents et éducateurs abandon-

6. L'incertitude est accrue par l'apparition de plusieurs sites gratuits de jeu, offerts par des amateurs ou par des entreprises qui utilisent le jeu interactif comme appât commercial. Selon Forrester, à l'horizon 2001, seulement 20 % des revenus se feront sous forme d'abonnements, le gros du trafic venant de la publicité.

neront-ils ce terrain aux seuls intérêts commerciaux qui poussent l'usager à l'acquisition de comportements stéréotypés, à l'achat compulsif d'objets superflus, à la surenchère dans la recherche de sensations extrêmes⁷ et à l'évasion vers des mondes fictifs (style guerre des étoiles) ? Il faudrait faire preuve d'imagination pour développer des jeux attrayants qui préparent les jeunes à la vie sociale et à une action positive dans le monde réel, tout en faisant gagner de l'argent aux éditeurs... Le jeu — c'est le cas de le dire — en vaut la chandelle.

Pierre Bonnaure

Source : « Les géants du jeu attaquent on-line ». *Le Nouvel Économiste*, n° 1083, 4 juillet 1997, p. 65. FONTAINE Gilles « Jeux vidéo : une industrie lourde est née ». *L'Expansion*, n° 542, 5-19 février 1997. BARTHÉLÉMY Pierre. « L'Infinita de Toshiba ». *Le Monde*, 17 mai 1997, p. 28. PENEL Henri-Pierre, GLOCK Jean-Luc « La vidéo en liberté ». *Science et Vie*, n° 956, mai 1997. « Les industriels américains préparent la fusion du PC et du téléviseur ». *Le Monde*, 10 avril 1997, p. 15.

Contre une épidémie du sida à deux vitesses

Deux rapports publiés durant l'automne 1997 sur le thème du sida présentent un bilan qui illustre parfaitement la situation actuelle très contrastée entre l'Ile-de-France¹, parfait exemple de zone géographique très touchée (avec 21 442 cas au 31 mars 1997, elle en compte plus que l'Angleterre ou l'Allemagne) mais qui concentre les moyens politiques, écono-

miques, scientifiques et humains pour lutter contre le sida et le monde², avec 30 millions de personnes infectées, sa population et ses richesses dispersées et déséquilibrées.

En Ile-de-France, l'année 1996 a vu l'apparition de nouveaux traitements qui, même s'ils ne guérissent pas, améliorent considérablement l'état de santé et les conditions de vie de la plupart des personnes infectées, renforçant leurs défenses immunitaires, diminuant leurs charges virales et repoussant la date d'entrée dans la phase sida de la maladie des personnes séropositives. De plus, les traitements prophylactiques des infections opportunistes ont fait également d'énormes progrès. Le nombre de nouvelles déclarations de cas de sida et celui des décès par sida sont en forte baisse. Les prises en charge sanitaires des personnes infectées par le VIH deviennent plus espacées et moins lourdes. Les baisses importantes du nombre de cas diagnostiqués dans certains groupes, comme les homosexuels masculins, prouvent que les programmes de prévention sont efficaces. L'épidémie est toujours active (environ trois mille contaminations par an), mais l'espoir de voir le sida devenir une maladie chronique, dont on repousserait sans cesse la fatale échéance, est en train de grandir. Ces résultats ont incité les pouvoirs publics à favoriser une prise en charge précoce, dès la primo-infection, en favorisant le dépistage et en expliquant aux personnes contaminées qu'elles n'ont à craindre du

7. Terreur et violence sont des arguments de vente. Jeux de rôle poussant au crime les esprits les plus suggestionnables. Jeux de guerre comme *Diablo* ou *Warcraft* ; ou encore le site Internet *Battle Net*, par exemple, qui a déjà 200 000 adeptes.

1. *L'infection à VIH en Ile-de-France*. Observatoire régional de santé d'Ile-de-France, octobre 1997.

2. *Nouveau rapport ONU : l'épidémie du sida est bien plus grave qu'on ne le pensait jusqu'à présent*. ONUSIDA, novembre 1997.

verdict de séropositivité que la prescription d'un traitement efficace.

L'ONUSIDA comptabilise 16 000 contaminations journalières à travers le monde³. Tandis que les Franciliens sont pris en charge précocement et bénéficient des derniers traitements, neuf personnes sur dix dans le monde ignorent qu'elles sont contaminées, n'ont rien pour se soigner, parce que les traitements sont trop chers ou parce que leur système sanitaire et social ne leur permet pas l'accès aux soins⁴. La population homosexuelle masculine reste la plus touchée en Ile-de-France, alors que les femmes représentent la moitié des infections dans le monde et plus d'un million d'enfants vivent avec le virus. Pendant que les pays occidentaux ont assimilé cette maladie à celle des homosexuels et des toxicomanes, la transmission hétérosexuelle progressait rapidement dans les pays en voie de développement.

En passe d'être maîtrisée en Ile-de-France, l'épidémie y aura peu d'effets démographiques. En revanche, dans certains pays africains ou asiatiques, ces effets seront sans doute très importants. Les indicateurs démographiques africains se détériorent déjà, perdant les bénéfices des cinquante dernières années⁵. Le sida touche principalement la population active en âge de procréer qui concourt au développement économique du pays⁶, et les orphelins du sida se comptent par

milliers, ce qui accentue encore les conséquences démographiques et économiques.

L'impact économique de l'épidémie dans les pays très touchés est difficilement quantifiable. À l'image des grandes pestes, de la grippe espagnole ou du choléra, le sida aura certainement des répercussions majeures sur leurs économies, et même sur leurs politiques, celles-ci ayant à leur tour, du fait de la mondialisation, des effets sur les nations occidentales. Les coûts directs et indirects de la prise en charge priveront de financements d'autres domaines comme l'éducation ou l'aide économique des pays en voie de développement.

L'argent, moteur de la recherche médicale, a creusé entre les nations d'infranchissables fossés économiques, industriels, technologiques, sanitaires, et même culturels dont le sida n'a été que le révélateur. Les luttes de pouvoir liées aux relations internationales sont aussi responsables de ce contraste. Par ailleurs, les pays occidentaux ont eu de réelles difficultés pour gérer leurs problèmes sanitaires, politiques et économiques dus au sida ; lorsqu'ils se sont tournés vers les autres, ils ont surtout imposé des idées et des actions inadaptées aux cultures locales et aux préoccupations des populations visées. Le sida détériorera les relations internationales.

La mise en évidence d'une épidémie à deux vitesses, qui régresse dans les pays riches et qui se développe partout ailleurs, doit inciter à une forte mobilisation afin que le sida ne devienne pas, à l'instar du paludisme, une maladie des pays pauvres qui ne concernerait plus les pays occidentaux. L'ONUSIDA prévoit 40 millions de malades en l'an 2000. Le mode de contamination hétérosexuel, dominant dans les pays en voie de déve-

3. Soit trois fois les taux de l'Ile-de-France si l'on tient compte des tailles des populations respectives.

4. Aux États-Unis, de nombreux malades ne sont pas pris en charge, faute d'argent.

5. Au Botswana, l'espérance de vie qui était passée de 43 à 60 ans entre 1955 et 1990 a retrouvé son niveau de la fin des années 60.

6. Dans certaines régions africaines, 25 % des femmes enceintes sont séropositives.

loppement qui n'ont pas les moyens de financer une prévention continue, favorise encore aujourd'hui la propagation du virus.

L'Ile-de-France ne peut envisager de lutter seule contre le sida sans le concours du pays tout entier. De même, les nations occidentales doivent cesser la diffusion quasi confidentielle des traitements et les mettre à la disposition du plus grand nombre par l'entremise de collaborations internationales favorisant une large diffusion des moyens médicaux, techniques et humains.

Bertrand Coustou

Le grand exode terrestre

The Atlantic Monthly du mois de novembre publie deux textes, remarquablement complémentaires quoiqu'il semble que leur juxtaposition soit davantage l'effet du hasard que d'une composition délibérée. Le premier texte, rédigé par le président du « Space Studies Institute » nous invite à nous enfuir dans l'espace afin de le coloniser. Le second texte, écrit par un homme de terrain, nous donne les raisons pour lesquelles il nous faudra peut-être un jour abandonner le navire terrestre en perdition.

*Le désastre écologique chinois*¹

Commençons donc par la réalité d'une Chine, dont Mark Hertsgaard nous dit que les problèmes de pollution ne resteront pas locaux. De fait, c'est en Chine que l'on trouve les cinq villes du monde les plus polluées. De 60 à 90 % des pluies qui tombent sur Guandong, l'épicentre du boom économique, sont acides. Quatre-vingts pour cent du charbon est non

« purifié », le rendant particulièrement toxique pour les poumons et le système nerveux de ceux qui en respirent les retombées (un Chinois sur quatre meurt de maladies respiratoires). De 1950 à 1990, quatre-vingt six millions d'acres de terres arables se sont volatilisées pour faire place aux villes. Cela représente toutes les terres cultivées de l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne réunies. La liste est longue et effrayante. Mais le pire, nous dit l'auteur, est encore à venir. La population chinoise est aujourd'hui estimée à 1,22 milliard d'habitants, un chiffre qu'il pense très sous-estimé et loin d'être stabilisé : la population continue de croître, malgré les politiques de limitation des naissances qui sont de moins en moins respectées. Autant de consommateurs, nous dit l'auteur, dont les revenus ne cessent d'augmenter et qui, dans l'ordre des choses, voudront acquérir des voitures, des climatiseurs, des mets nouveaux, etc. Auquel cas, et si rien n'est fait auparavant, en 2020, les pluies acides et la pollution auront atteint un niveau tel que la survie de la planète tout entière sera en cause.

Ces vingt années seront d'autant plus critiques que le gouvernement chinois est particulièrement lent à répondre. Certes, comme tous les gouvernements du monde, les leaders ont appris à prononcer les discours qu'il faut prononcer lors des réunions internationales et la Chine fut un participant enthousiaste du sommet de Rio. Mais la passivité et la corruption aidant, les actions ne sont pas à la hauteur des promesses. Et ce d'autant que la croissance, même avec ses dangers à moyen terme, est particulièrement douce à une population habituée à la faim et aux privations de tous ordres. Nous parlons ici d'un pays où 30 millions de personnes sont mortes de faim entre 1959 et 1961 si

1. HERTSGAARD Mark. « Our Real China Problem ». In *The Atlantic Monthly*, novembre 1997.

l'on en croit le tout récent livre de Jasper Becker, *Hungry Ghosts*. Si fort est l'espoir d'un temps meilleur qu'elle ne veut pas entendre parler de problèmes de santé. Ou plutôt elle refuse de les attribuer à la pollution. La plupart des Chinois accepte qu'il y ait un prix environnemental à payer pour toute croissance et ce n'est pas aux pays riches, disent-ils, de venir maintenant donner des leçons de civisme vert à ceux qui viennent tout juste de sortir d'une infâme misère. Les représentants du gouvernement espèrent aussi que le développement intensif trouvera sa propre limite (la loi du marché) et que les pollueurs finiront par payer pour une solution. Ainsi s'explique Khang Kunmin, un administrateur du ministère de l'environnement : « Les entreprises et les consommateurs devront payer le prix d'un environnement propre, mais pour cela ils ont besoin d'être plus prospères ».

Le cercle est vicieux. Mais qui a mieux à proposer ? Et certainement pas l'auteur du présent article qui conclut brièvement qu'il faudrait agir vite en coopération avec les États-Unis et autres pays riches. Ce que l'article évite de dire est qu'une grande partie de la croissance américaine est due à l'ouverture des marchés de l'Asie en général et que les dirigeants des pays riches sont tout aussi coincés que les dirigeants Chinois par une rhétorique de croissance qu'ils promettent à leurs électeurs respectifs. Il n'y a pas d'extérieur à la globalisation.

Fuir la planète Terre : la conquête d'autres espaces²

Ceci nous amène au second article qui faute d'espace extérieur à une humanité

suffoquée va en proposer un : celui des étoiles. Freeman J. Dyson les observe depuis des décennies. Il est aujourd'hui président de l'Institut aérospatial américain après avoir enseigné jusqu'à sa retraite la physique à l'université de Princeton.

Nous sommes, dit-il, au tout début de la découverte de nouvelles formes de vie spatiales, à peine prêts cependant à accepter les prodiges d'imagination d'une nature qui nous dépasse. Lorsque nous explorons l'univers, nous recherchons le familier — des bactéries ou des algues — que nous ne trouvons pas. Mais nous passons ainsi peut-être à côté de « poissons asséchés congelés » dans les débris d'un anneau de Jupiter ou nous ne voyons pas des plantes « à sang chaud » qui vivent sur Mars. Ne projetons pas nos propres images sur des possibilités scientifiques : il ne s'agit pas de poissons surgelés, ni de plantes qui possèdent un système circulatoire (mais de plantes capables de maintenir un « milieu intérieur » à la température d'une serre froide).

L'auteur nous provoque ici et admet lui-même que les possibilités de trouver de tels spécimens sont éloignées. Ceci dit, précise-t-il, le concept est viable et il est possible de penser que l'on puisse créer de nouvelles espèces susceptibles de vivre sur d'autres planètes, le jour où il sera possible pour les hommes de voyager, à moindre frais, dans les espaces sidéraux.

Pourquoi vouloir quitter la planète Terre ? Peut-être tout simplement « parce qu'il y en a d'autres », comme il y a un mont Éverest que des fous voudront toujours conquérir. Mais plutôt, nous dit l'auteur, parce que l'homme est un émigrant par nature. « Je suis intimement persuadé, écrit Freeman Dyson, que dès

2. DYSON Freeman J. « Warm-Blooded Plants and Freeze-Dried Fish ». In *The Atlantic Monthly*, novembre 1997.

qu'une émigration vers d'autres planètes sera abordable, les hommes émigreront. Et afin de rendre ces voyages effectivement abordables, nous devons progresser en biotechnologie et en techniques de propulsion. Pour que les prix baissent vraiment, il faudra de nombreux voyageurs. Cela prendra encore de 50 à 100 ans. »

Nous commencerons sans doute par coloniser les comètes et de comètes en comètes bâtir un complexe géant sur lequel on installera des « centres urbains, des monuments culturels, des banlieues, toutes les gloires et misères de nos civilisations. Et puis des esprits inquiets trouveront l'endroit trop étroit. Et il y aura une nouvelle frontière... »

Ainsi se termine un article sur une note d'humour dont on ne sait pas s'il est voulu. Il est en tout cas à lire après l'article sur la Chine même s'il le précède dans le magazine.

Nicole Morgan

Le Japon en Europe

La décision de Toyota d'implanter une nouvelle usine dans le nord de la France s'inscrit dans un mouvement récent d'accroissement de la présence manufacturière japonaise en Europe. D'après une étude du Jetro menée fin 1996, il y a aujourd'hui 738 entreprises manufacturières japonaises installées dans les 18 pays de l'Europe occidentale. Parmi celles-ci, 334 entreprises (soit 72,6 %) ont démarré leurs activités depuis 1986 et 142 (soit près du tiers) ont débuté après 1990. Entre 1983 et 1992, le nombre d'unités de production japonaises a été multiplié par 10 en France. Mais si la France se situe en deuxième position après le Royaume-Uni pour le nombre d'entreprises implantées,

en termes de stocks d'investissement et tous secteurs confondus, elle n'est que la quatrième destination, après le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Les principaux domaines d'activité des entreprises nippones en Europe sont les équipements électroniques et électriques (1/5 des entreprises sous contrôle japonais en France sont dans ce secteur, de même qu'au Royaume-Uni et en Allemagne), la chimie (principalement dans les sous-secteurs de la biotechnologie, pharmaceutique avec Daiichi et des cosmétiques avec Pochet Inoac Inc.) et les machines. En France, l'agroalimentaire tient une place importante (où dominent les entreprises viti-vinicoles comme Château-Lacaze qui fut racheté à 100 % par Dainihon Fudosan Co.). Pour toutes ces implantations, la méthode d'investissement choisie est dans plus de 60 % des cas celle d'une création de filiales : les trois quarts sont des filiales à 100 %, le quart restant étant constitué de filiales communes (*joint-ventures*) dont plus de 70 % sont détenues à au moins 50 % par le partenaire nippon. La rentabilité est satisfaisante puisque 73,7 % de ces entreprises étaient bénéficiaires en 1995 et 61,4 % d'entre elles avaient enregistré des résultats en hausse par rapport à l'année précédente.

Les entreprises japonaises emploient en moyenne 348 salariés et pour la création d'emplois, le Royaume-Uni vient en tête (61 711 emplois) suivi par la France (15 996 emplois), l'Allemagne (14 665 emplois) et l'Espagne (14 298 emplois). L'étude du Jetro souligne aussi la tendance à une meilleure intégration des filiales d'entreprises japonaises dans le tissu industriel local traduite par une baisse du nombre d'expatriés nippons employés dans chaque entre-

**Les entreprises japonaises en Europe.
Nombre de créations et répartition par pays et par secteurs**

	1994	1995	1996	Agro-alimentaire	Textiles	Habillement	Chimie	Pharmaceutique	Caoutchouc	Céramique	Métaux	Prod. métalliques	Machines	Équip. électr. & électroniques	Matériel transport	Instrum. précision
Royaume-Uni	203	214	223	4	5	8	35		2	3	1	20	22	65	27	14
France	100	108	114	17	3	1	21	3	4	2	3	3	9	26	9	7
Allemagne	98	100	101	3	1	1	12	5	2	3	1	4	24	29	4	9
Pays-Bas	45	48	52	4			16	1	2		1	4	9	5	3	3
Belgique	43	43	43	1			13	2	1	5	1		4	6	5	1
Luxembourg	2	2	2				1							1		
Irlande	30	35	36		2		5	5		2		2	4	14		
Espagne	58	59	60	1	1	2	11	4	1	1	1	4	5	10	14	
Italie	40	43	45		3	4	8	1	1		2	1	8	8	6	
Finlande	5	6	6				1		1							
Norvège	1	1	1												1	
Suède	12	13	16				1						4	3	4	2
Danemark	2	2	2				1									
Autriche	11	11	11				2					4	1	1		1
Portugal	13	15	15		2		2					2		2	3	
Suisse	7	7	7				3						2			1
Grèce	3	3	3				1				1					
Islande	1	1	1								1					
Total	674	711	738	30	17	16	133	21	14	16	49	44	92	170	76	38

Source : JETRO. In Japon ; économie et société. Op. cit.

prise, le recours plus fréquent aux sous-traitants locaux et la recherche de compétences technologiques dans les pays d'accueil qui entraîne l'implantation croissante de centres de recherche et développement.

Néanmoins, cet accroissement en valeur absolue des implantations manufacturières japonaises en Europe ne doit pas masquer un déclin relatif dans la répartition des investissements industriels japonais. Ceux-ci après avoir connu un essor vigoureux impulsé par la réévaluation du yen en 1985 ont marqué le pas dans les années 90, au niveau global et particulièrement au niveau européen. Ainsi, en 1990, l'Europe recevait près de 30 % du

flux d'investissement industriel japonais ; en 1995, cette part retombe à 10 %. Le Japon se tourne désormais résolument vers l'Asie du Sud-Est où il entend jouer un rôle moteur dans l'intégration économique régionale : en 1990, cette région ne reçoit qu'un cinquième des flux industriels japonais ; en 1995, cette part double pour représenter 41,7 % du total.

Yann Vinh

Sources : Japon ; économie et société, numéro 277. Publication éditée par l'Office franco-japonais. ANDRÉOSSO-O'CALLAGHAN Bernadette. « La France redécouverte par les investisseurs nippons », in *Le Monde Économie*, mardi 9 décembre 1997.

Les États-Unis en quête de partenaires

Dans son dernier livre, *Le grand échiquier*¹, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller stratégique du président Carter, membre du CSIS (Center for Strategic and International Studies) et encore aujourd'hui conseiller influent de Clinton, ouvre un débat sur la transformation du rôle stratégique des États-Unis dans l'après guerre froide.

La redéfinition du *leadership* américain se pose avec d'autant plus d'acuité que, selon Brzezinski, le jeu de l'alternance démocratique pourrait consacrer la victoire des républicains aux élections de l'an 2000. Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont imposés comme la première et seule véritable puissance mondiale, à la fois sur le plan économique, technologique et stratégique, mais leur rôle de gendarme du monde tend à lasser une opinion publique soucieuse de faire avancer les problèmes de politique interne. Le Congrès a de plus en plus de difficultés à justifier l'augmentation du coût de leurs interventions militaires dans le monde. S'il n'est pas question pour les États-Unis de prendre le risque d'un quelconque désengagement — car aucune nation ne pourrait les remplacer et l'on n'aboutirait selon Brzezinski qu'à une situation d'anarchie — c'est plutôt sur le mode du partenariat qu'ils doivent réviser leur stratégie.

Il faut ainsi lire *Le Grand échiquier*, que l'auteur présente volontiers comme un manuel destiné aux *decision makers*, comme un appel à la construction d'une Europe politique forte, avec laquelle les

États-Unis devraient coopérer dans la zone méditerranéenne et au Moyen Orient.

Brzezinski est clair : seul un fort *leadership* franco-allemand est souhaitable pour construire cette Europe, car si la France seule n'est pas assez forte, l'Allemagne est elle trop puissante.

Il faudrait par ailleurs, permettre à la Russie d'entrer dans l'OTAN, afin de l'intégrer à part entière dans le système comme un État national, moderne et démocratique. Mais on ne parviendra à stabiliser la région que simultanément en aidant l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, sans quoi l'Asie centrale pourrait aussi bien se transformer en de nouveaux Balkans eurasiatiques.

Enfin, les États-Unis doivent améliorer les relations qu'ils entretiennent avec la Chine, plutôt que de la considérer comme un ennemi. Bien que des conflits subsistent à propos de Taïwan et de la Corée, les Américains doivent prendre garde de ne pas militariser leur alliance avec le Japon. L'Inde pourrait bien à terme devenir un acteur majeur, mais son rôle sur la scène internationale est encore mineur et il y a un risque, d'après Brzezinski, pour qu'elle ne parvienne pas à rester unifiée.

Elvire Letourneur-Fabry

Source : Conférence « États-Unis : une stratégie impériale ? » organisée par la Fondation des Études de Défense le 8 décembre 1997.

La Russie : entre l'Orient et l'Occident

L'Orient continue d'interpeller les Russes : source d'inspiration politique, terre des marchés émergents, objet de fascination intellectuelle, l'Asie nouvelle excite l'intérêt des chercheurs post-soviétiques. Sur cette région du monde,

1. BRZEZINSKI Zbigniew. *Le grand échiquier*. Paris : Bayard, 1997.

les Russes veulent faire une recherche de haut niveau, dotée de moyens importants, et branchée sur les réalités contemporaines. S'il y a loin du désir à la réalité, un symposium franco-russe tenu à Moscou au début du mois d'octobre 1997 montre néanmoins que des efforts méritoires et prometteurs sont tentés pour y parvenir. Des spécialistes français et des professeurs et académiciens russes se sont réunis pendant une semaine pour plancher sur un thème à forte résonance en Russie : « Idéologie de l'État et religions traditionnelles dans l'Asie du Sud-Est contemporaine ». Certes la misère de la recherche russe reste grande : le niveau des rémunérations des experts locaux est égal à une demi nuit dans l'hôtel de luxe moscovite où se déroulait le symposium. Mais les organisateurs avaient réussi à trouver un budget substantiel auprès de sponsors privés très motivés par l'Asie du Sud-Est et prêts à se substituer à l'État russe pour financer la production de savoir, de contacts et de connections avec l'Extrême-Orient.

Par insuffisance de moyens et de relations avec ses homologues occidentaux, la recherche russe date un peu, avec son style et ses lectures qui demeurent marqués par le soviétisme, une orientation vers l'Indochine et les pays à économie dirigée. Mais elle est surtout troublée par la crise identitaire qui ébranle l'empire éclaté et suscite l'incertitude. Où est la Russie, en Occident, en Orient ou ailleurs ?

« Quand je rencontre les Européens de l'Ouest, je me sens orientale », nous dit une politologue. « Quand je rencontre les Asiatiques, je me sens occidentale.

— Où êtes-vous donc, qui êtes-vous ?
— Russe, avant toute chose. »

Le regret de la grande époque de l'Union soviétique reste vif chez les communistes comme chez les anti-communistes, tout au moins dans la génération qui a fait carrière dans cette période. Quel que soit leur âge, tous ressentent assez mal la réduction du territoire et de la puissance, la retombée dans le tiers-monde. La situation sociale de la nouvelle Russie est perçue comme « proche de celle de l'Inde », avec une mince couche de surconsommateurs (10 % de la population) formée par une élite marchande et bureaucratique, et une masse de laissés pour compte.

Corollaire de cette vision, une certaine désillusion s'exprime à l'égard du gouvernement actuel dont l'incompétence et la gabegie sont dénoncées. Par réaction, il existe une attente, même dans les rangs de l'*intelligentsia*, d'un sauveur, d'un leader « propre et compétent », capable de remettre la Russie sur les rails et de lui redonner sa grandeur d'antan. Le vide actuel entraîne un renouveau religieux, au caractère parfois seulement culturel : « Je suis athée, mais j'aime la religion orthodoxe » disent facilement les intellectuels. Le vide post-soviétique a créé une demande existentielle dans une population habituée à un trop-plein idéologique. Le souhait de faire revivre la tradition est très présent comme l'impliquait le sujet même du symposium franco-russe consacré à l'Asie du Sud-Est. Il s'accompagne du désir nostalgique de rétablir la continuité qui lie la Russie éternelle, l'Union soviétique (le culte à Lénine est toujours vivant) et le post-communisme, dans une vision grand-russe réactualisée. Le complexe de Pierre le Grand revient à la surface, il faut aller à l'école de l'Occident dans l'intérêt de la reconstruction nationale.

Ou bien à l'école de l'Orient ? En Asie, il faut de toutes façons être présent, plus qu'actuellement, tel est notamment le verdict de la jeune génération.

De fait, les privilégiés qui gagnent des fortunes et forment le noyau du *jetset* légitime, sont ceux qui se sont reconvertis comme cadres du complexe militaro-industriel, l'une des rares branches de l'export vraiment actives. L'Asie de l'Est représente un nouvel eldorado pour les marchands de matériels militaires, ainsi que l'attestent les ventes récentes de Mig-29 à la Malaisie et de chasseurs

Sukhoi à l'Indonésie. Malgré les désordres monétaires de l'été 1997, les Russes sont intrigués par le modèle asiatique dans ses différents aspects : réussite économique, puissance de l'État, continuité de la religion et de la tradition toujours vivante sinon réinventée. L'Asie, vue de Moscou, est une alternative possible, un terrain de manœuvre et d'essai, un lieu pour se refaire une dimension globale.

François Raillon
Asie 21, octobre 1997

Les perspectives socio-démographiques françaises à moyen et à long terme

Séminaire de formation animé par

Hugues de Jouvenel

délégué général de Futuribles International, directeur de la revue Futuribles

Alain Parant

chercheur à l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED),
conseiller scientifique de Futuribles

Futuribles International

Paris, 10-11 mars 1998

Ce séminaire sur les perspectives démographiques en France est destiné à :

- faire le point sur les projections démographiques, les méthodes utilisées, les hypothèses adoptées et leurs résultats ;
- explorer quelles sont les perspectives d'évolution de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi ;
- examiner l'intensité et le calendrier du vieillissement démographique prévisible et son impact sur nos systèmes de protection sociale ;
- préciser les enjeux au niveau macro et micro socio-économiques de ces évolutions.

Il comprendra quatre parties :

- Les projections démographiques sur la France à l'horizon 2010, 2030 et 2050.
- L'évolution de la population active, de l'emploi et du chômage.
- Le vieillissement démographique et ses conséquences.
- Les perspectives démographiques et les enjeux socio-économiques à l'horizon 2010 et 2030.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Laurence Faupin
Futuribles International,
Tél. : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54
E-mail : forum@futuribles.com

Analyses critiques

DE WAAL Frans. *Le bon singe. Les bases naturelles de la morale.* Paris : Bayard, 1997, 357 p.

La réputation de Frans De Waal est sortie des cercles restreints de la primatologie où il excelle pour atteindre un public intellectuel plus large. Formé aux Pays-Bas par les meilleurs maîtres, il poursuit désormais ses travaux au Centre de recherches primatologiques Yerkes aux États-Unis. Chantre de la « politique des chimpanzés », et des phénomènes de réconciliation qu'il a largement contribué à faire connaître, il devait s'intéresser un jour aux comportements moraux des primates non humains. C'est le sujet de son dernier essai.

Dans ce livre, De Waal soutient la thèse que les prémices de nos morales doivent être cherchées chez l'animal, en particulier chez le chimpanzé. Pour l'auteur, cette démarche se situe dans le développement normal de nos connaissances scientifiques et, loin d'être incongrue, elle trouve au contraire sa place dans un ensemble plus large de travaux : « *Il semble que nous en soyons au point où les chercheurs ont acquis les connaissances suffisantes pour arracher la morale des mains des philosophes. Bien que largement théorique, ce mouvement est en train de prendre son essor, comme l'attestent de récents ouvrages, tels ceux de Richard Alexander, James Q. Wilson et Robert Wright [...] tous les auteurs partagent la même conviction : il ne peut y avoir d'explication satisfaisante de la morale si elle n'est pas replacée dans le cadre de l'évolution* ». (p. 273). Quoiqu'aimant cultiver la provocation de temps à autre, et avec un certain bonheur, F. De Wall sait parfaitement où il met les pieds. Il critique ainsi les sociobiologistes qui s'appuient sur un réductionnisme biologique que lui-même rejette explicitement. Les animaux dont parle F. De Waal ne sont pas des machines biologiques mais des créatures cognitives qui sont capables d'évaluer une situation, de prendre des décisions et d'agir en fonction de représentations élaborées. Ce tournant est

essentiel. L'éthologue néerlandais plaide pour une psychologie évolutive et non pour une biologie du bien et du mal. Il se démarque de spéculations sur les racines biologiques de l'éthique humaine, telles qu'on peut les lire chez Konrad Lorenz ou Eibl-Eibesfeldt, par exemple. Frans De Waal est très clair sur ce point : plus que sur les origines de la morale au sens strict du terme, il s'intéresse aux origines des conditions cognitives des comportements moraux. La *capacité à être moral* est évolutive ; les *contenus de la morale* sont négociés par chaque culture. Quelles sont donc ces compétences requises pour être moral que De Waal repère chez le chimpanzé ? Notre cousin (il partage quand même 98 % de nos gènes) ressent de l'*empathie* vis-à-vis d'un congénère, mais aussi de la *sympathie*. Non seulement il peut se mettre à la place d'un autre, mais en plus il compatit à la situation de ce dernier. Ces sentiments constituent la base de la morale humaine. Ce n'est pas tout. Les chimpanzés *partagent*, en particulier la nourriture qui est pour eux la plus convoitée, en l'occurrence la viande. Contrairement à d'autres singes comme les ouistitis ou les gibbons, qui partagent aussi, mais seulement au sein d'une structure familiale restreinte, les chimpanzés font bénéficier l'ensemble du groupe de leurs largesses. Cette caractéristique ne se retrouve que chez les humains et les capucins. Frans De Waal estime que le régime alimentaire de ces trois groupes de primates fournit une information importante : au contraire de la plupart des autres singes, ces trois-là sont carnivores. Mais le système de partage des chimpanzés n'est compréhensible que si on le replace dans le cadre plus large d'une économie de l'*échange* et de la *réciprocité*. À l'exception des mâles dominants, qui sont d'une générosité somptueuse, les chimpanzés ne donnent jamais gratuitement, que ce soit une chose ou un service : ils en attendent toujours la réciprocité. Si celle-ci tarde, parce que le système n'est justement pas coercitif, le singe ingrat n'obtiendra plus rien. Pis, il s'exposera à une vengeance bien méritée quand le moment sera jugé propice. Chez le chimpanzé, la réciprocité prend en effet la forme de l'action positive, mais aussi celle de l'action négative. Cela aussi les rend uniques parmi les primates non humains. Le chimpanzé garde en mémoire ses échanges avec des congénères, et il a la mémoire longue. Il peut ainsi donner quelque chose à un autre et attendre longtemps que l'occasion se présente d'en recevoir la pareille. Parallèlement, les chimpanzés ont développé des comportements par lesquels ils préviennent les conflits ; ils ne se contentent pas de les désamorcer. Les mâles dominants jouent le rôle de chefs médiateurs dans les conflits qui émergent au sein du groupe. Présentes aussi chez les gorilles et les macaques à face rouge, de telles procédures ne se rencontrent guère chez d'autres espèces. Chez les chimpanzés, ce processus a lieu dans des sociétés dans lesquelles les chefs sont toujours potentiellement contestés, dans lesquelles les subordonnés et les femelles constituent des alliances pour se défendre contre les plus forts, et dans lesquelles le groupe

garde une grande emprise sur ses chefs. Une nouvelle notion apparaît chez ces animaux, celle du *souci de la communauté*, et De Wall y voit une condition nécessaire à l'apparition de la morale.

Tels sont les principaux arguments qui permettent à l'éthologue néerlandais de comprendre comment on est passé *d'une forme sociale où les choses sont ce qu'elles sont, à une forme sociale où l'on se représente comment les choses doivent être* (p. 52). De Waal montre ainsi comment quelques-unes des compétences cognitives essentielles grâce auxquelles nous sommes des créatures morales se trouvent déjà chez les chimpanzés, et chez eux seuls. Il traite les données disponibles de façon nuancées et n'est jamais réducteur. Il s'engage ainsi de façon très féconde dans une anthropologie évolutive qui est essentielle pour comprendre *ce que* nous sommes et pas seulement *qui* nous sommes.

Si le texte de De Waal est un chef-d'œuvre, l'édition française de son texte est un scandale. Passons sur la mauvaise qualité d'un livre qui tombe en ruine après avoir été manipulé de façon raisonnable ; il ressemble ainsi à la plupart des produits d'une édition française qui sombre. La traduction, quant à elle, est un morceau d'anthologie. Sans prévenir le lecteur, l'éditeur supprime des passages (par exemple p. 197, qui correspond à la page 155 de l'original américain, où toutes les références aux travaux de Bercovitch et Noë ont été enlevées), invente des phrases (par exemple p. 107), tronque des passages (par exemple p. 213, où ce qui est une citation du sociologue américain Roger Masters devient une phrase de De Waal), change les légendes des photos (la photo 3 en face de la page 105 devient ainsi incompréhensible), élimine des dessins, modifie la place des encarts, etc. On trouve des altérations à la pelle, selon une logique qui rappelle plus l'amateurisme de l'éditeur pressé que la logique de la censure concertée. Le traducteur n'a pas son nom sur la page de garde de l'ouvrage comme il est d'usage ; on comprend pourquoi.

Dominique Lestel

DYSON J. Freeman. *Imagined Worlds*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1997, iii + 216 p. (index).

Non content de nous offrir un véritable mélange hétéroclite de prospectives — en évaluant, par exemple, la portée des sciences et des techniques de notre siècle dans les premières décennies du troisième millénaire — le physicien Freeman Dyson nous fait également part de ses propres doutes quant au progrès scientifique en général. Depuis la parution de son ouvrage

Disturbing the Universe (1981), le grand physicien-humaniste de l'Institute for Advanced Studies de Princeton a laissé décanter ses idées et ses interrogations pour en extraire ce petit volume de deux cents pages, qui est aussi le condensé d'une série de conférences qu'il donna à la Hebrew University de Jérusalem.

L'auteur, en tant que scientifique, traite longuement de son sujet ainsi que des techniques qui en découlent. Mais, entre science et science-fiction la frontière est ténue. Une frontière que Freeman Dyson se plaît à franchir fréquemment, et non sans une certaine poésie, puisqu'il nous avoue : « la science-fiction est le paysage de mes rêves ». Une passion qui l'amène à nous rappeler à plusieurs reprises le centenaire, en 1995, de la publication de H.G. Wells, *La machine à remonter le temps* (*The Time Machine*), roman dans lequel son auteur prédisait, que, sans une révolution sociale volontariste, la Grande-Bretagne était vouée à disparaître en tant que puissance majeure. Wells alla jusqu'à annoncer l'imminence du « désastre », catastrophe qu'il attribua à la faillibilité de l'espèce humaine, « une expérience biologique profondément erronée ».

Ce qui mène F. Dyson au commentaire suivant à propos de l'échec des techniques : lorsque l'on permet à une technique d'échouer en compétition avec d'autres techniques, l'échec fait partie du processus darwinien normal de l'évolution (...). En revanche lorsqu'une technique n'est pas autorisée à échouer, l'échec est bien plus dommageable.

Pour illustrer son propos, le physicien cite l'exemple de l'énergie nucléaire civile abandonnée depuis quelque temps par certains pays, voir même mise à l'index. Il semblerait que l'auteur n'ait pas pris en compte l'école de Carlo Rubbia et de son « amplificateur d'énergie » (voir *Futuribles* de juillet 1997), une nouvelle approche technique pour résoudre le problème des déchets radio-actifs. Technique largement soutenue par des spécialistes dont le prix Nobel Georges Charpak¹. Au contraire, F. Dyson voudrait nous faire croire en l'ultime succès de la fusion thermonucléaire contrôlée, expérience scientifico-technique qui a cours depuis bientôt un demi-siècle mais encore loin d'être « au bout du tunnel ».

Dans un passage très original au début du chapitre 2, F. Dyson insiste pour qu'une distinction soit faite entre les révolutions scientifiques (d'après Thomas Kuhn) fondées sur le *concept* et celles basées sur *l'outil*, ces dernières étant plus nombreuses. On se rappellera que Kuhn illustre le modèle de la révolution de concept par l'exemple isolé de la nouvelle physique des années 20 et l'avènement de la mécanique quantique. Ce type de révolution scientifique a beaucoup d'impact sur le public, mais il est relativement rare. La révolu-

1. Voir, par exemple, G. CHARPAK et R. GARWIN, *Feux follets et champignons nucléaires*. Paris : Albin Michel, 1997.

tion basée sur l'outil — pour ne citer que celle de Galilée en astronomie avec le télescope ou celle de Crick et Watson en biologie moléculaire avec la diffraction des rayons X — est trois fois plus fréquente que celle fondée sur le concept. « Nous avons mieux réussi à découvrir des faits nouveaux », écrit F. Dyson, « qu'à expliquer des choses déjà connues ».

D'autre part, le physicien fait clairement la distinction entre deux *styles* scientifiques. Le premier, dénommé style « napoléonien », se caractérise par la recherche organisée et disciplinée. Le second, « tolstoïen », donne priorité à la liberté individuelle et au chaos. Il va plus loin dans sa comparaison pour remarquer que « Napoléon est l'énorme ordinateur IBM, Tolstoï est l'humble Macintosh ». La recherche en physique des particules, selon le physicien des particules qu'est l'auteur, a commencé sur le mode tolstoïen, puis s'est ensuite adaptée à l'approche napoléonienne. Mais aujourd'hui, pour continuer à progresser, elle devrait se réadapter aux aléas du type tolstoïen.

Pour étayer cette thèse très littéraire, F. Dyson semble accepter le fait que, néanmoins, la recherche spatiale doit continuer à être exploitée sur le mode napoléonien. Il attend surtout beaucoup de trois projets actuellement menés par la NASA. Le premier, Cassini, « scientifiquement splendide », est prêt à décoller incessamment pour explorer la planète Saturne. Le second, Pluto Express, non encore abouti, prévoit l'investigation de la planète Pluton et de la ceinture de Kuiper. Le troisième et dernier, Neptune Orbiter, n'est qu'au stade de la conception et attend encore une approbation de principe. Il devrait étudier la planète Neptune, astre trois fois plus éloigné de la Terre que Saturne, pour un lancement dix fois moins onéreux que ceux mis en œuvre actuellement grâce à l'utilisation de technologies novatrices.

Mondes imaginés ? L'auteur ne cache pas au lecteur son souhait personnel de voir la colonisation du système solaire — une simple question de temps — comme un des remèdes aux nombreux fléaux de notre monde. Croissance démographique, guerres, conflits économiques, manque de solidarité... autant de problèmes qu'il suffirait d'envoyer sur d'autres planètes. Cependant l'optimisme de F. Dyson ne se limite pas à la seule proposition de solutions qui restent les siennes. (Pour ceux chez qui un doute subsiste au sujet du tourisme extraterrestre, il existe déjà plusieurs entreprises qui proposent de tels services. Voir, par exemple, les résultats de l'International Symposium on Space Tourism qui s'est tenu à Brême en mars 1997).

Le scientifique F. Dyson décline ainsi les domaines dans lesquels il prévoit d'importants progrès au XXI^e siècle. L'auteur cite d'abord les sciences de la vie (avec l'accent mis sur la génétique, la neurophysiologie et... la « radiotélépathie »), puis l'étude approfondie des origines de la vie, ainsi que les technologies de pointe en matière d'information. À propos de ces dernières, invention d'un capteur équivalent en biologie au CCD (*Charge Coupled*

Device)¹ mis au point pour les astronomes donnera naissance à toutes sortes de possibilités pour l'exploration de l'organisme vivant. Mais le physicien nous rappelle que le monde va se partager d'une façon de plus en plus aiguë entre ceux qui savent se servir d'un ordinateur et ceux qui n'en ont pas la possibilité. « L'analphétisme informatique est un obstacle supplémentaire que doit surmonter l'enfant pauvre afin de gagner sa vie honnêtement ».

Cette constatation décrit de manière percutante l'une des différences essentielles qui sépare aujourd'hui les nations industrialisées des pays les plus pauvres du tiers monde. L'auteur déplore par la même occasion la situation qui permet aux pays riches de jouir de leurs « joujoux » hautement technologiques tandis que les nations les plus démunies ne peuvent en profiter d'aucune manière.

Sur le plan bien plus abstrait de l'éthique, de la morale et de la philosophie, F. Dyson craint (en citant les travaux du biologiste J.B.S. Haldane² au cours des années 20 et 30) que le progrès des sciences et des techniques s'accompagne fatalement d'« énormément de désordre et de souffrances ». Afin de contrecarrer cette menace, l'auteur nous invite à participer au renouvellement de la foi humaine en la religion et en ses valeurs chez l'homme. Pour ma part, je trouve cet appel curieusement ambigu puisque, même si l'auteur y fait plusieurs fois référence dans son livre, on ignore toujours sa position. Je laisse donc aux lecteurs de cet ouvrage bref mais passionnant le soin de déchiffrer la signification de ces *Mondes imaginés* par le Professeur Dyson.

Jacques Richardson

HAMEL Gary. « Strategy as a Revolution ». *Harvard Business Review*, vol. 74, n° 4, juillet-août 1996, pp. 69-82.

HEIJDEN Kees (van der). *Scenarios. The Art of Strategic Conversation*. New York : Wiley, 1996.

PORTER Michael E. « What is Strategy ? ». *Harvard Business Review*, vol. 74, n° 6, novembre-décembre 1996, pp. 61-78.

Aux États-Unis, en raison notamment de la bonne santé de l'économie américaine, la définition et la mise en œuvre de la stratégie, la plupart du temps ayant pour objectif la croissance, semble être devenue la priorité des

1. Dispositif électronique permettant, par exemple, à une caméra vidéo de saisir des images presque dans l'obscurité.

2. Voir en particulier HALDANE J.B.S. *Daedalus, or Science and the Future*. Londres : Kegan Paul, 1923.

dirigeants d'entreprise et le thème de prédilection des universitaires. À cet égard, trois publications récentes sur ce sujet par trois experts renommés (Kees van der Heijden, Gary Hamel et Michael Porter) apparaissent à mettre en perspective et à analyser.

Selon Michael Porter, la performance opérationnelle, bien qu'elle soit indispensable pour assurer la pérennité de l'entreprise, ne peut être assimilée à la stratégie. Durant les dix dernières années, les dirigeants d'entreprise ont été accaparés par l'amélioration de la productivité de leur entreprise. Les programmes de la qualité, de réduction du temps nécessaire à tous les stades d'opération de l'entreprise et la démarche du « *benchmarking* » ont cherché à réduire les inefficacités, à améliorer la satisfaction du client et à mettre en place les meilleures pratiques. Espérant toujours ne pas se laisser distancer, les managers ont cherché à améliorer en permanence leur processus de production, à développer la délégation de responsabilité, à promouvoir le changement continu et à favoriser les capacités d'apprentissage de l'entreprise. La recherche de l'efficacité opérationnelle, qui est rassurante car concrète et mesurable, amène à se comparer en permanence aux concurrents. À cet égard, cherchant à exploiter ce filon, les consultants et les publications spécialisées dans la gestion inondent le marché d'informations plus ou moins fiables sur ce que font les autres entreprises.

Mais si l'efficacité opérationnelle est nécessaire pour atteindre une rentabilité supérieure, elle n'est pas suffisante. La diffusion des meilleures pratiques, qui est actuellement de plus en plus rapide, conduit les entreprises à ressembler de plus en plus les unes aux autres. La concurrence devient une course qui emprunte des chemins identiques et que personne ne peut gagner. Dépourvues de vision stratégique, les entreprises n'ont souvent pour seule ressource que de racheter leurs concurrents.

Selon Gary Hamel, c'est surtout l'élaboration et les objectifs de la stratégie qui posent problème. Dans la plupart des entreprises, l'élaboration de la stratégie suit des rituels, est réductionniste, limitée à des extrapolations, statique, élitiste et simple. Penser que la stratégie est un exercice simple montre que les gens n'ont pas compris la véritable signification de la stratégie, qui se révèle une démarche exigeante et difficile. La stratégie, ce n'est pas la planification : la stratégie implique de découvrir et donc de remettre en cause la vision traditionnelle et non pas de répéter le passé.

Kees van der Heijden pense que la démarche stratégique est étroitement liée à l'horizon temporel dans lequel se projette l'entreprise. À court terme, c'est la prévision qui permet de décrire ce qui peut advenir. À long terme, les incertitudes sont telles que seul l'espoir est possible. C'est à moyen terme, quand l'incertitude n'empêche pas des possibilités pour prévoir, que la démarche stratégique par scénarios est pertinente.

Pour tous les auteurs, l'objectif de la stratégie est d'être capable de se différencier des concurrents, c'est-à-dire d'être capable de choisir une combi-

raison d'activités et de mettre en place des processus afin de pouvoir offrir au client une valeur ajoutée sans équivalent sur le marché.

Selon Michael Porter, les positions stratégiques peuvent reposer sur trois fondements distincts. Premièrement, le positionnement stratégique peut reposer sur la capacité à produire et à fournir des services en utilisant des compétences inimitables. Deuxièmement, le positionnement stratégique peut être de répondre complètement ou en partie aux besoins d'un groupe de clients : c'est le positionnement en termes de besoins. Troisièmement, il peut être de répondre aux besoins des clients grâce à des méthodes originales de distribution.

Il n'est donc pas étonnant de constater que la stratégie implique de faire des choix et de combiner différentes activités d'une entreprise. Chaque activité doit être cohérente avec la stratégie globale de l'entreprise, afin que pour chaque activité la compétitivité s'ajoute à celle des autres. En allant plus loin, les différentes activités doivent se renforcer les unes les autres. Enfin, grâce à la coordination et à l'échange d'informations entre les activités, l'optimisation de l'utilisation des ressources permet d'éliminer les activités superflues. L'avantage compétitif provient du système entier des activités : le tout est le plus important que les parties. Dans cette optique, une position stratégique reposant sur la combinaison de plusieurs activités est plus durable car moins susceptible d'être imitée par des concurrents. Pour améliorer sa position compétitive, il s'agit de renforcer son avantage et d'accroître ses efforts plutôt que d'élargir sa position stratégique.

Selon Gary Hamel, la stratégie, qui doit être capable de redéfinir l'activité effectuée par l'entreprise, peut suivre plusieurs objectifs. Il est possible de redéfinir le produit ou le service en améliorant de manière radicale le processus de production de création de la valeur ou en analysant précisément les bénéfices du produit ou du service et de la façon dont ils sont intégrés. Il s'agit de redéfinir de redessiner les frontières du marché, d'améliorer le marketing individuel ou l'accès au produit ou au service. Enfin, il est possible de redessiner les limites du secteur en élargissant son champ géographique, en comprimant la chaîne de fournisseurs ou en établissant de nouvelles relations avec d'autres secteurs ou activités. La stratégie implique de voir la réalité dans une perspective différente.

Pour Kees van der Heijden, la stratégie permet à l'entreprise de mettre en œuvre sa capacité à exister et à développer sa spécificité dans un environnement largement imprévisible. L'entreprise doit être capable de créer et d'exploiter des compétences originales permettant d'assurer son développement (« *The Business Idea* »). La définition et l'analyse de ses compétences permettent d'évaluer les contraintes de l'environnement et impliquent de faire preuve en permanence d'esprit d'initiative.

Au cœur de la démarche stratégique recommandée par Kees van der Heijden se trouve l'élaboration des scénarios. Les scénarios conduisent à renouveler la conception des dirigeants sur leur activité et leur vision de leur environne-

ment et à fournir des éléments communs de réflexion et de discussion permettant l'action. Les scénarios permettent d'adopter une démarche dynamique et évolutive ou l'entreprise cherche à se renouveler en fonction des opportunités et des contraintes de son environnement.

Tous en estimant que la stratégie est le résultat d'un processus où l'homme joue un rôle primordial, les auteurs ne prescrivent pas les mêmes méthodes d'élaboration.

Selon Michael Porter, la définition de la stratégie est du ressort des dirigeants. Les leaders doivent définir la stratégie, la communiquer, faire des choix et construire la cohérence entre les activités. Le leader doit apprendre aux autres employés la stratégie afin de leur permettre de faire des choix dans leur activité quotidienne.

La vision de Gary Hamel est sensiblement différente puisqu'il pense que les cadres dirigeants sont ceux qui se révèlent les plus conservateurs et les moins capables d'élaborer des stratégies originales. Dans cette optique, l'élaboration de la stratégie doit être de la responsabilité de chacun dans l'entreprise, en particulier les jeunes, les employés des filiales étrangères et les récents embauchés. Les dirigeants des entreprises doivent être capables d'écouter et de motiver les salariés iconoclastes, qui ont souvent des idées révolutionnaires. Les individus, qui doivent se sentir responsabilisés et être des acteurs à part entière de leur destin, doivent tous participer à l'élaboration de la stratégie.

Selon Kees van der Heijden, la planification par scénarios s'apparente plus à un art qu'à une science. Tout d'abord, le champ couvert et les questions traitées par les scénarios apparaissent difficiles à définir à première vue. La démarche, qui doit être structurée et placée sous la responsabilité d'un ou plusieurs individus, doit englober des analyses internes et externes. Dans un premier temps, l'analyse, qui doit s'attacher à quatre domaines (les forces et les faiblesses de l'entreprise, les opportunités et les menaces), permet de définir la spécificité de l'entreprise. Dans un deuxième temps, les scénarios peuvent être élaborés selon trois méthodes : la méthode par induction, la méthode par déduction et la méthode incrémentale. Dans l'approche inductive, l'élaboration du scénario qui se fait pas à pas, s'appuie sur les informations disponibles. Dans l'approche déductive, après avoir déterminé la structure générale du scénario, les données y sont incluses. Dans l'approche incrémentale, l'analyse du futur « officiel » permet de développer d'autres scénarios. Quelle que soit la méthode, les scénarios s'apparentent à des histoires, qui doivent être cohérentes, crédibles, quantifiées et comparables. Ils offrent l'opportunité d'échanger des idées et de transmettre la connaissance entre les différents membres de l'entreprise et doivent aboutir à des choix et à des décisions. La valeur ajoutée des scénarios n'existe véritablement que si l'entreprise adopte cette démarche à tous les niveaux. En étant un élément fondamental de la culture de l'entreprise, les scénarios deviennent un facteur de compétitivité à part entière.

À première vue, la lecture de ces textes est rassurante car il semble exister quelques recettes miracles permettant d'assurer le succès de l'entreprise : une stratégie correctement définie et bien appliquée permettra d'assurer une bonne rentabilité.

Néanmoins, des divergences importantes existent entre les différents auteurs, en particulier concernant les conditions de l'élaboration de la stratégie. Cette élaboration renvoie à une conception des rapports de pouvoir à l'intérieur des entreprises, en particulier de la façon dont les salariés sont dirigés et motivés. À cet égard, il est intéressant de se demander quelles sont les conséquences de la montée de la puissance des actionnaires, en particulier les fonds de pension, sur la définition de la stratégie.

Surtout, considérant la diversité des situations caractérisant les entreprises (les degrés d'incertitude, la nature des facteurs de compétitivité, etc.), certains recommandent une approche très pragmatique de l'élaboration de la stratégie. En outre, il est possible de se demander si le succès de l'entreprise est le résultat d'une stratégie adéquate ou de qualités plus profondes. Ainsi, en étudiant les entreprises ayant vécu plus d'un siècle, Arié de Geus ¹ a tiré les leçons suivantes.

Ces entreprises utilisent leurs ressources financières de façon parcimonieuse, sont capables de s'adapter aux modifications de leur environnement, possèdent une forte identité et encouragent les innovations en leur sein. En outre, la principale richesse de l'entreprise sont les salariés, qui doivent se sentir membre d'une communauté grâce à des valeurs partagées. Plus précisément, ces entreprises placent les hommes avant le capital physique, les laissent avoir une certaine marge de manœuvre, développent leur faculté d'apprentissage et encouragent le sentiment d'appartenance à une communauté.

Charles du Granrut

1. GEUS Arié de. « The Living Company ». *Harvard Business Review*, vol. 75, n° 2, mars-avril 1997, pp. 51-59.

Comptes rendus

● **BAGNASCO** Arnaldo, **LE GALÈS** Patrick. *Villes en Europe*. Paris : La Découverte, 1997, 280 p.

Les villes en Europe sont désormais parties prenantes des processus d'intégration européenne, de globalisation, de recomposition des sociétés nationales et ces changements entraînent un nouvel environnement aux implications contradictoires. Forts de cette constatation, les auteurs du présent ouvrage proposent une nouvelle économie politique des villes européennes inspirée de Max Weber, un agenda pour la recherche urbaine.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux grandes tendances de l'urbanisation et à l'économie urbaine. Dans le premier chapitre, Pierre Veltz analyse les tendances de « l'économie d'archipel » et le rôle des villes face aux transformations des organisations productives. Giuseppe Dematteis recompose, ensuite, les images des villes américaines et leurs usages, tout en exposant les grandes tendances de l'urbanisation. La deuxième partie est consacrée aux villes comme structures sociales. Edmond Preteceille, dans le chapitre 3, compare des logiques de ségrégation spatiale dans les plus grandes métropoles et met en évidence le paradoxe de l'accumulation de la richesse et de la fragmentation sociale et politique des grandes villes. Dans le chapitre suivant, Marc Oberti aborde la question des structures sociales des villes moyennes européennes pour dégager une typologie de villes. Enfin, Juhani Letho analyse les manières dont les États providence scandinaves contribuent à la structuration sociale et politique des villes. La troisième partie est consacrée à la problématique de la gouvernance. Dominique Lorrain, à partir d'exemples tirés de l'histoire des services urbains, remet en cause l'idée d'impuissance ou de dissolution du politique face aux grands systèmes techniques et aux entreprises. Margit Mayer analyse l'évolution des mouvements sociaux comme acteurs urbains dans les villes européennes et leur participation conflictuelle aux processus de gouvernance urbaine. Enfin, Patrick Le Galès aborde cette même question à partir des acteurs économiques privés.

Assia Boutaleb

● **DE GEUS** Arie. *The Living Company. Habits for Survival in a Turbulent Business Environment*. Boston : Harvard Business School Press, 1997, 215 p.

Comment faire durer une entreprise ? Les statistiques montrent que les effets des changements et de la concurrence réduisent l'espérance de vie des entreprises à une moyenne de quarante à cinquante ans. Il existe pourtant des exceptions qui laissent espérer une longévité plus durable. Arie de Geus tente d'établir le diagnostic, et identifie les critères de longévité qui permettront d'améliorer l'espérance de vie des entreprises.

L'analyse souligne l'existence de deux tendances. Il faut tout d'abord distinguer les *economic companies*, entreprises qui ne visent qu'au profit, véritables machines à produire de la richesse. Par ailleurs, il existe les *living companies*, entreprises qui parient sur leur vitalité et dont la stratégie vise à un constant déploiement du potentiel. L'entreprise de demain s'apparentera à la seconde tendance.

Quatre qualités essentielles motivent en effet la longévité des *living companies* : l'attention portée à l'environnement dans l'optique d'en tirer des enseignements et de s'adapter, la cohésion

qui passe par l'élaboration d'une notion d'identité de l'entreprise, l'ouverture à des modes de pensée novateurs et expérimentaux, une politique financière conservatrice veillant à préserver les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une stratégie souple. Le livre est un bel essai de réflexion sur les moyens de s'adapter et de survivre aux turbulences du monde des affaires.

Graziella Vinh

● **DOMENACH Jean-Marie.** *Regarder la France. Essai sur le malaise français.* Paris : Librairie Académique Perrin, 1997, 200 p.

Ancien résistant et ex-directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach s'inquiète de voir la France paralysée par la peur et repliée sur son passé. Il rapproche l'état actuel de frilosité et de démission des sinistres années 30. Professeur à Polytechnique, il a observé que ses élèves vivent en étrangers dans leur propre pays, coupés des réalités nationales par le système de reproduction des élites. Il voudrait donc les intéresser à l'histoire de la société française qui a fait une nation improbable d'une juxtaposition hétéroclite d'ethnies.

En cinquante ans la France a plus changé qu'en cinq siècles, mais le Français n'a guère évolué et reste prisonnier de ses contradictions. Un grand doute national s'est installé, le plus profond depuis un demi-siècle. Beaucoup sentent confusément que cette civilisation est condamnée, qu'un virus métaphysique s'est attaqué à la faculté de croire et d'agir. La classe moyenne, en s'amplifiant aux dépens de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, a créé l'homme moyen, individualiste et surtout soucieux de préserver ses acquis. Alors que la société est malade et que sévit le chômage, trois quarts des Français se déclarent pourtant heureux de vivre dans l'Hexagone et personne n'envisage de « renoncer à un système dont la faillite est patente ». Au total, c'est une « société en hibernation » que décrit Jean-Marie Domenach.

Pourtant, la France qui a inventé la nation sans détruire les cultures régionales, construit sa propre langue sur des apports multiples, réussi à concilier un État laïc et des religions variées, a l'expérience voulue pour jouer un rôle moteur dans un consensus européen qui permettrait de faire marcher ensemble des nations jalouses de leurs particularismes. Il s'agit d'inventer l'art de vivre ensemble dans une société plurielle qui maîtrisera le progrès technique.

Pierre Bonnaure

● **VALLET Odon.** *La victoire des dragons ; l'Asie va-t-elle dominer l'Europe ?.* Paris : Armand Colin, 1997, 135 p.

L'extraordinaire croissance des dragons alimente en Europe une perception fantasmagorique et versatile de l'Asie. Au discours sur le « miracle », qui prévalait jusqu'à la tempête boursière de l'été 1997, est en passe de se substituer une vision pessimiste et bornée à l'actualité la plus immédiate. Dans cet ouvrage, l'auteur, Odon Vallet, docteur en droit et en sciences des religions, prend résolument du recul par rapport à la conjoncture et étaye son analyse en puisant ses références dans la longue durée. Mettant l'accent sur les dimensions culturelles et religieuses ainsi que sur les trajectoires historiques, il examine le succès des dragons dans une perspective comparative où les contextes européen et asiatique s'éclairent mutuellement. Évitant l'écueil du culturalisme, il est sensible aux échanges, aux interactions entre l'Asie (il souligne les différences entre les pays regroupés sous cette notion) et les puissances européennes. Dans le même sens, il rompt avec la notion sans nuance du miracle et met en évidence les phénomènes de rattrapage, les handicaps qui obèrent l'avenir des dragons (pollutions, évolutions politiques incertaines vers un modèle démocratique de type occidental, mondialisation qui fragilise le rôle des États) et le ralentissement inévitable de croissances qui ne peuvent évidemment se poursuivre indéfiniment. Il montre ainsi comment le Japon après avoir ouvert la voie aux dragons a vu sa croissance se stabiliser au même taux que les puissances européennes. L'ouvrage propose donc une analyse très éloignée des jugements tirés au cœur de la tempête et des points de vue économistes, qui se donne l'ambition d'ouvrir la réflexion plutôt que de proposer une explication exhaustive des succès asiatiques.

Yann Vinh

Abstracts

Futuribles n° 227, janvier 1998

The Financial Crisis in Asia. Laurent Schwab, Nguyen Thi My Dung

Starting in Thailand during the summer 1997, a major monetary and financial crisis spread to the rapidly developing countries of southeast Asia, with the notable exception of China. It was immediately followed by:

— fear that a major international crash would ensue if the crisis spreads to Japan — the primary creditor in the international financial system — and then to the United States.

— a brutal change of opinion about Asia as the star economic performer.

In the text of their article, written on January 10, 1998, the authors describe the amplitude of the crisis, which entrained a drop of 30 % to 50 % in regional stock exchanges, underlining the risk of a global financial crash.

At the same time, they point out that although the newly industrialized nation of Asia have doubtless entered a period of instability, one should not underestimate their potential for adjustment. They still have important assets which should allow them to rebound. They could enter a new phase of dynamic growth within three years, provided that they demonstrate a collective determination to manage wisely.

In the meantime this dangerous crisis provides bargains for the United States (and potentially for Europe) as their influence in the region continues to grow.

The Myth of French Neoconservatism. The National Front Vote and the Evolution of Values. Étienne Schweisguth

Increasing popularity of the Front National in legislative elections since 1986 has been interpreted by some as a neoconservative turn in French society toward

xenophobic, authoritarian, and traditionalist values. Étienne Schweisguth demonstrates here that the interpretation is flawed, and that in fact liberal, anti-authoritarian humanism is on the rebound. The FN owes its success, he points out, to being the only party with a radical mandate. It is a natural magnet for all those who have been marginalized: the uneducated are the principal victims of exclusion and insecurity.

Schweisguth uses birth cohorts and generation effects as the basis of his analysis, which is a more pertinent approach to identifying trends than one based on age and time period. It allows him to demonstrate that authoritarian values are on the decline in French society and that the rise of liberal humanitarianism is linked to better education and the spread of the ideas of the enlightenment.

Making use of 1978, 1988, 1995 and 1997 surveys conducted by the CEVIPOF, he stresses that FN success at the polls is due mainly to protest votes from the least favoured. Their vote is not so much an endorsement of the ideas of the FN as it is the expression of deep discontent over socio-economic changes which leave them out in the cold.

Schweisguth concludes that more resources for education and the reinsertion of the excluded into society will be a more effective counter to further FN gains than the appropriation of its themes by democratic parties, whether of the right or the left.

Biosphere 2 : Land of promise. Franck-Dominique Vivien, Lionel Quesne

While the fundamental ecological equilibrium of « Biosphere 1 » (planet Earth) is threatened, « Biosphere 2 » is attempting to simulate an ideal ecological society, autoregulated by science and technology. It

does so first by means of a story, then by means of an experiment conducted in the United States.

The authors describe the story briefly and analyze the experiment. « Biosphere 2 » is presented as a typical utopia of our times. It represents, they say, an awareness of the dangers incurred by « spaceship earth » and the consequent necessity of finding a new form of global governance.

They also point out how this vision of an « ideal world » is influenced by the Ameri-

can sense of being invested with the mission of saving humanity and leading it to the « promised land » (terrestrial or extra-terrestrial).

This text was presented at the International Colloquium of Fontevraud (« Long-Term Control and Democracy : What Environment in the XXI Century ? »). It aims to provide us with an analysis of utopic literature on the ecosystem and, at a second level, a study of the utopian dimension in American culture.

Futuribles is a monthly independent transdisciplinary policy oriented journal (11 issues a year). Its objective is to provide its readers with a better understanding of contemporary societies dynamics, those facts, ideas and trends shaping their medium and long term possible futures.

Chief Editor : Hugues de Jouvenel

Futuribles : 55, rue de Varenne, F-75007 Paris, France. Tél. (33) 01 42 22 63 10.
Fax (33) 01 42 22 65 54 E-Mail : revue@futuribles.com

LES OUTILS DE LA PROSPECTIVE STRATÉGIQUE

PROMOTION EXCEPTIONNELLE

50 % DE RÉDUCTION

POUR LES LECTEURS DE FUTURIBLES

— **Repérer les domaines clés de l'avenir** : C'est possible grâce à *MICMAC Prospective*, logiciel d'analyse structurelle qui permet d'identifier les variables clés d'un système et ainsi de se poser les bonnes questions.

— **Analyser le jeu des acteurs** : *MACTOR* vous propose une démarche complète d'analyse du jeu des acteurs et vous aide ainsi à imaginer la résolution des conflits présents et futurs entre des groupes ou organisations.

— **Balayer le champ des possibles** : C'est l'objet de *MORPHOL*, logiciel d'analyse morphologique, qui vous offre la possibilité d'imaginer, de façon exhaustive, l'ensemble des scénarios sur un sujet donné (ou des solutions techniques).

— **Réduire l'incertitude et éliminer les incohérences** : *SMIC Prob-Expert* vous permet par simple interrogation d'experts de probabiliser différents scénarios.

— **Évaluer et choisir les options stratégiques en avenir incertain** : *MULTIPOL* vous aide à choisir les meilleures options stratégiques en tenant compte de critères multiples et des différentes politiques associées aux scénarios les plus probables.

Ces logiciels sont disponibles en version Windows 95 (PC) et Macintosh

Prix promotionnels
(offre valable 3 mois)

Windows 95	Un logiciel : 3 000 F HT	Les cinq logiciels : 10 000 F HT
Macintosh	Un logiciel : 2 500 F HT	Les cinq logiciels : 7 500 F HT

Pour tout renseignement complémentaire adressez-vous à :

HEURISCO

37 bis, av. du Bac, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire
Tél. : 01 48 83 77 88 - Fax : 01 48 83 60 32

futuribles

analyse et prospective

NUMÉRO 227

JANVIER 1998

Les exclus et les rentiers	3
<i>Hugues de Jouvenel</i>	
La crise financière en Asie	5
<i>Laurent Schwab, Nguyen Thi My Dung</i>	
France : le mythe du néoconservatisme.	
Vote Front National et évolution des valeurs	21
<i>Étienne Schweisguth</i>	
Biosphere 2 : Terre promise ?	35
<i>Franck-Dominique Vivien, Lionel Quesne</i>	

FUTURS D'ANTAN

Relecture de Thucydide	63
<i>Bernard Cazes</i>	

ACTUALITÉS PROSPECTIVES 71

Des indicateurs de richesse d'une autre espèce... Une industrie lourde et peut-être stratégique : les jeux vidéo. Contre une épidémie du sida à deux vitesses. Le grand exode terrestre. Le Japon en Europe. Les États-Unis en quête de partenaires. La Russie : entre l'Orient et l'Occident.

BIBLIOGRAPHIE

Analyses critiques	83
<i>F. De Waal, Le bon singe. Les bases naturelles de la morale. F. Dyson, Imagined Worlds. G. Hamel, « Strategy as a Revolution ». K. van der Heijden, Scenarios. The Art of Strategic Conversation. M. Porter, « What is Strategy ? »</i>	
Comptes rendus	93



73 F
2-84387-226-X